

# JOURNAL OFFICIEL

**DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****Philippe MACHENAUD-JACQUIER**  
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164 N° 43	<b>TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI</b>	Mahana 29 no Me 2015
-----------------------	---	-------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

Pages

Arrêté n° 1-2015 TGPF du 4 mai 2015 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la trésorerie générale de la Polynésie française ..... 4570

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 184 DIRAJ/BAJC du 27 février 2015 portant désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs pour les services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ..... 4571

Arrêté n° HC 163 SAIA/it du 11 mai 2015 portant agrément de M. Huritaua Malcom Roomataaroa en qualité d'agent de police municipale ..... 4571

Arrêté n° HC 901 DIE/BFC du 13 mai 2015 portant attribution aux communes de la Polynésie française de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (DGF), exercice 2015, pour les mois de mai à décembre 2015. 4572

Arrêté n° HC 571 DIRAJ/BAJC du 18 mai 2015 portant modification de l'arrêté n° 1091 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant le régime indemnitaire dans la fonction publique communale ..... 4573

Arrêté n° HC 918 DIE/BFC du 18 mai 2015 portant attribution à la Communauté de communes de Hava'i d'une dotation d'intercommunalité servie au titre de l'exercice 2015 par l'Etat, ministère de l'intérieur, pour les mois de mai à décembre 2015 ..... 4574

Arrêté n° HC 919 DIE/BFC du 18 mai 2015 portant attribution à la Communauté de communes des îles Marquises d'une dotation d'intercommunalité servie au titre de l'exercice 2015 par l'Etat, ministère de l'intérieur, pour les mois de mai à décembre 2015 ..... 4576

##### EXTRAITS

Arrêté n° HC 1 SAITG du 7 mai 2015 portant attribution à la commune de Tatakoto d'une subvention de 2 010 107 F CFP, soit 16 844,70 euros sur le budget de l'Etat : ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique (258), programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux" pour permettre la réalisation de l'opération suivante : Etudes sur l'extension de la centrale hybride ..... 4577

Arrêté n° 858 DIE/FIP du 12 mai 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 6 346 000 F CFP, soit 53 179,48 euros au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPC.PF) pour le financement de l'opération "Etat des lieux de la restauration scolaire du 1er degré", volet : projets intercommunaux, année de programmation : 2014. .... 4578

Arrêté n° 859 DIE/FIP du 12 mai 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 2 662 005 F CFP, soit 22 307,6 euros au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPC.PF) pour le financement d'un poste de "chef de projet restauration scolaire", au titre de l'exercice 2014, volet : projets intercommunaux, année de programmation : 2014 .....	4579
Arrêté n° 860 DIE/FIP du 12 mai 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 18 407 155 F CFP, soit 154 251,96 euros au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPC.PF) pour le financement de l'opération "Formation des élus", volet : projets intercommunaux, année de programmation : 2014 .....	4580
Arrêté n° 861 DIE/FIP du 12 mai 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 3 254 400 F CFP, soit 27 271,87 euros au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPC.PF) pour le financement de l'opération "Bilan du programme d'amélioration des cantines scolaires", volet : projets intercommunaux, année de programmation : 2015. ....	4581
Arrêté n° HC 3 SAITG du 15 mai 2015 portant attribution à la commune de Rangiroa d'une subvention de 4 543 200 F CFP, soit 38 072,02 euros sur le budget de l'Etat : ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique (258), programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux" pour permettre la réalisation de l'opération suivante : Acquisition de 2 réservoirs de 110 mètres cubes pour Avatoru. ....	4582
Arrêté n° HC 4 SAITG du 15 mai 2015 portant attribution à la commune de Anaa d'une subvention de 5 894 610 F CFP, soit 49 396,83 euros sur le budget de l'Etat : ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique (258), programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux" pour permettre la réalisation de l'opération suivante : Acquisition de 5 cubitainers pour le transport de carburants .....	4583
Arrêté n° HC 5 SAITG du 15 mai 2015 portant attribution à la commune de Hao d'une subvention de 11 789 219 F CFP, soit 98 793,66 euros sur le budget de l'Etat : ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique (258), programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux" pour permettre la réalisation de l'opération suivante : Acquisition de 10 cubitainers pour le transport de carburants .....	4584
Arrêté n° HC 6 SAITG du 15 mai 2015 portant attribution à la commune de Tatakoto d'une subvention de 4 299 510 F CFP, soit 36 029,89 euros sur le budget de l'Etat : ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique (258), programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux" pour permettre la réalisation de l'opération suivante : Acquisition et installation de 3 distributeurs automatiques d'eau .....	4585
Arrêté n° HC 7 SAITG du 15 mai 2015 portant attribution à la commune de Manihi d'une subvention de 3 600 000 F CFP, soit 30 168 euros sur le budget de l'Etat : ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique (258), programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux" pour permettre la réalisation de l'opération suivante : Réhabilitation des sanitaires de l'école .....	4586

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 610 CM du 21 mai 2015 portant nomination de Mme Emilie Nowak en qualité de chef du service des énergies par intérim, durant l'absence de Mme Sylvie Yu Chip Lin. ....	4587
Arrêté n° 611 CM du 21 mai 2015 relatif à l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois d'avril 2015 ..	4587
Arrêté n° 612 CM du 21 mai 2015 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois d'avril 2015. ....	4588
Arrêté n° 613 CM du 21 mai 2015 portant nomination de M. Sébastien Dos Anjos en qualité de chef de service du tourisme par intérim du 10 juillet au 14 août 2015 inclus .....	4590
Avis n° 615 CM du 21 mai 2015 sur le projet de décret relatif à l'évaluation du comportement des personnes au sein d'un aéroport .....	4590
Avis n° 618 CM du 22 mai 2015 sur le projet de décret relatif aux conditions de qualification pour exercer des fonctions à bord des navires et à la délivrance des titres de formation professionnelle .....	4590
Arrêté n° 620 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Punaauia pour l'acquisition d'un véhicule de type fourgon .....	4591

Arrêté n° 621 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Papeete pour l'acquisition d'un camion à benne basculante de 2 mètres cubes .....	4591
Arrêté n° 622 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Papeete pour l'acquisition d'un camion à benne basculante de 6 mètres cubes .....	4592
Arrêté n° 623 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Punaauia pour l'acquisition d'un véhicule double cabine à benne basculante .....	4592
Arrêté n° 624 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Punaauia pour l'acquisition d'un chargeur-excavateur .....	4593
Arrêté n° 625 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Faa'a pour l'acquisition d'une laveuse de 6 000 litres (camion-citerne) .....	4593
Arrêté n° 626 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Faa'a pour l'acquisition de membranes d'ultrafiltration pour l'unité de traitement de Teapiri .....	4594
Arrêté n° 627 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'AEP Tiarei et Hitia'a .....	4595
Arrêté n° 628 CM du 22 mai 2015 fixant le régime d'importation de poulets de chair à l'état frais ou réfrigérés et portant ouverture de quotas d'importation pour le second semestre 2015 .....	4595
Arrêté n° 629 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer les études relatives à l'opération de "Réhabilitation du lotissement Papatea", commune de Tautira, Taitarapu-Est .....	4596
Arrêté n° 630 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention forfaitaire de fonctionnement en faveur des directions de l'enseignement privé pour l'exercice 2015 .....	4597
Arrêté n° 631 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Union du sport scolaire polynésien (USSP) pour le financement de son activité générale pour l'année 2015 et du déplacement au Brésil pour le championnat du monde scolaire ISF de beach-volley .....	4601
Arrêté n° 632 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Confédération du sport scolaire et universitaire de Polynésie (CSSU) pour le financement d'une action intitulée "XXVe édition des championnats de Polynésie de cross scolaire" pour l'année 2015 .....	4606
Arrêté n° 633 CM du 22 mai 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires pour la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaurumai dit "3 Cascades", sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra .....	4606
Arrêté n° 634 CM du 22 mai 2015 ordonnant le lancement de la procédure de révision du plan général d'aménagement de la commune de Papara .....	4608
Arrêté n° 635 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'établissement Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour l'organisation des expositions et des événements dans le cadre de son activité générale pour l'année 2015 .....	4609
Arrêté n° 636 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'établissement Conservatoire artistique de la Polynésie française - Fare Upa Rau pour l'organisation des événements culturels dans le cadre de son activité générale pour 2015 .....	4613
Arrêté n° 637 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture pour l'organisation de divers événements culturels dans le cadre de son activité générale de l'année 2015 .....	4617
Arrêté n° 638 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture pour l'acquisition d'un élévateur .....	4621
Arrêté n° 639 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de l'association Tomite Heiva Nui No Tumaraa pour le financement des prix des concours artisanaux du Heiva I Tumaraa 2015 organisé de juin à août 2015 .....	4621

**EXTRAITS**

Arrêté n° 619 CM du 22 mai 2015 rendant exécutoire la délibération n° 3-2015 CMA du 30 mars 2015 portant adoption du budget primitif du Centre des métiers d'art pour l'exercice 2015. ....	4622
---	------

**ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****Présidence**

Arrêté n° 298 PR du 20 mai 2015 portant désignation des membres du comité d'attribution des subventions aux associations en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française et de leurs suppléants, à raison de leurs compétences dans les domaines de la culture et de l'art contemporain et dans les domaines du patrimoine et de la transmission des savoirs .....	4634
---	------

Arrêté n° 300 PR du 21 mai 2015 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des décharges d'activité de service .....	4634
---	------

**Ministère de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises**

Arrêté n° 4039 MRE du 20 mai 2015 portant attribution d'une licence de navigation charter "grande plaisance" à la société Ultimate Lady Charters Ltd pour le navire à moteur "Ultimate Lady" .....	4635
--	------

Arrêté n° 4070 MRE/DAE du 21 mai 2015 portant extension des enregistrements de 97 marques françaises .....	4636
--	------

Arrêté n° 4093 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant extension des renouvellements de 64 marques françaises .....	4645
--	------

Décision n° 4094 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94541719. ....	4656
---	------

Décision n° 4095 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3323606. ....	4656
--	------

Décision n° 4096 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3356773. ....	4657
--	------

Décision n° 4097 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3360062. ....	4658
--	------

Décision n° 4098 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3337997. ....	4659
--	------

Décision n° 4099 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3336823. ....	4659
--	------

Décision n° 4100 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3365917. ....	4660
--	------

Décision n° 4101 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3337590, n° 3317171 et n° 3317172 .....	4661
--	------

Arrêté n° 4102 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant extension des enregistrements de 91 marques françaises .....	4662
--	------

**Ministère du développement des activités du secteur primaire**

Arrêté n° 4071 MDA du 21 mai 2015 abrogeant l'arrêté n° 4063 MAA du 13 mai 2014 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 5 d'une superficie de 1,61 hectare dépendant du lotissement agricole "Bachelier", sis à Taputapuatea, île de Raiatea, ISLV, au profit de M. Jacques Francis Jean Huteau. ....	4669
--	------

Arrêté n° 4072 MDA du 21 mai 2015 accordant à l'Ifremer une dérogation à l'interdiction prévue par les dispositions de l'article 4 de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée, relative à la protection de certaines espèces animales marines d'eau douce du patrimoine naturel polynésien, l'autorisant ainsi à prélever et à déplacer des bécasses de taille inférieure à douze (12) centimètres pour effectuer des travaux de recherche scientifique ..	4669
---	------

Arrêté n° 4108 MDA du 22 mai 2015 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Francis Laine sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 140) .....	4670
---	------

**Ministère du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle,  
de la recherche et de la condition féminine**

Arrêté n° 4073 MTS du 21 mai 2015 portant modification de l'arrêté n° 9717 MSE du 3 décembre 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel de cuisinier(ère) .....	4671
---	------

**Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine**

Arrêté n° 4038 MLV/DAF du 20 mai 2015 portant affectation de plusieurs véhicules administratifs au profit de la direction générale de l'éducation et des enseignements .....	4671
--	------

Arrêté n° 4074 MLV du 21 mai 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'emplacement du domaine public maritime remblayé sis place Hawaiki Nui cadastrée section AD n° 315, commune de Uturoa à Raiatea, au profit de Mme Mihimana Atani .....	4673
--	------

**Ministère de la jeunesse et des sports**

Arrêté n° 4042 MJS du 21 mai 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime (lais de mer) sis à Tahiti, commune de Teva I Uta, commune associée de Mataiea, au profit de M. Georges Teriiehina Terorotua. ....	4674
---	------

**Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme  
et des transports intérieurs**

Arrêté n° 4047 MET du 21 mai 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de la SARL Infratech .....	4675
--	------

Arrêté n° 4048 MET du 21 mai 2015 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Taporu IX à desservir les îles de Hao et Amanu lors de ses voyages n° 6, n° 7 et n° 8 .....	4678
---	------

Rectificatif à l'arrêté n° 3444 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Golden Lake .....	4678
---	------

Rectificatif à l'arrêté n° 3445 MET du 29 avril 2015 portant modification de l'arrêté n° 8061 MET du 14 octobre 2013 et portant attribution d'une licence supplémentaire à Mme Lowyna Otare .....	4678
---	------

Rectificatif à l'arrêté n° 3446 MET du 29 avril 2015 portant modification de l'arrêté n° 558 MET du 4 février 2013 et portant attribution de deux licences supplémentaires à M. Dammon Queen .....	4678
--	------

Rectificatif à l'arrêté n° 3447 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Bora Bora Paragliding .....	4678
---	------

Rectificatif à l'arrêté n° 3448 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Branscombe Chave .....	4678
---	------

Rectificatif à l'arrêté n° 3449 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Johnny Raiarii Leeteg .....	4678
--	------

Rectificatif à l'arrêté n° 3450 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Mario Orto .....	4679
---	------

Rectificatif à l'arrêté n° 3451 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Eloy Martinez De Las Rivas .....	4679
---	------

Rectificatif à l'arrêté n° 3452 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à l'EURL Rudy's .....	4679
---	------

Rectificatif à l'arrêté n° 3453 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Yvette Léon .....	4679
---	------

**EXTRAITS**

Arrêté n° 4000 MET du 20 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tefakatokiga cadastrée AE-28 (plan 1) nécessaire à la mise aux normes de l'emprise de l'aérodrome de Fakarava dans l'archipel des Tuamotu .....	4679
Arrêté n° 4001 MET du 20 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tefakatokiga cadastrée AE-24 (plan 2) nécessaire à la mise aux normes de l'emprise de l'aérodrome de Fakarava dans l'archipel des Tuamotu .....	4679
Arrêté n° 4002 MET du 20 mai 2015 portant modification de l'arrêté n° 3456 MET du 29 avril 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes .....	4679
Arrêté n° 4003 MET du 20 mai 2015 portant modification de l'arrêté n° 3455 MET du 29 avril 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	4679
Arrêté n° 4004 MET du 20 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 306 (plan 8) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes .....	4679
Arrêté n° 4005 MET du 20 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées Kiritaga 2 (plan 4), Hurihaga Take Take (plan 5) et Hurihaga Kura (plan 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua, dans l'archipel des Tuamotu. ....	4680
Arrêté n° 4006 MET du 20 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Toketoke (plan 4), Tahoro (plan 12), Temaufarega (plan 17) et Temaufarega (plan 19) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Katiu dans la commune de Makemo, dans l'archipel des Tuamotu. ....	4680
Arrêté n° 4007 MET du 20 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 330 (plan 20) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	4680
Arrêté n° 4008 MET du 20 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 314 (plan 16) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	4680
Arrêté n° 4043 MET du 21 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tefakatokiga cadastrée AE-28 (plan 1) nécessaire à la mise aux normes de l'emprise de l'aérodrome de Fakarava dans l'archipel des Tuamotu .....	4680
Arrêté n° 4044 MET du 21 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Ahototeina (plan 10) nécessaire à la réalisation du carrefour giratoire de la pointe Vénus, dans la commune de Mahina .....	4680
Arrêté n° 4045 MET du 21 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes .....	4680
Arrêté n° 4046 MET du 21 mai 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tefakatokiga cadastrée AE-24 (plan 2) nécessaire à la mise aux normes de l'emprise de l'aérodrome de Fakarava dans l'archipel des Tuamotu .....	4680

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Arrêté interministériel du 11 mai 2015 portant modification, extension et adaptation en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de diverses dispositions intéressant les matériels de guerre, les armes, les éléments d'armes et les munitions .....	4681
Décision du 11 mai 2015 organisant l'examen d'aptitude à la profession de mandataire liquidateur pour l'année 2015 ..	4685

29 Mai 2015

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

4569

Décision du 11 mai 2015 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude à la profession de mandataire liquidateur pour l'année 2015 .....	4685
---	------

**EXTRAITS**

Décret du 15 mai 2015 portant promotion et nomination .....	4687
---	------

**ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**

Direction régionale des douanes.— Cours des changes (période du 29 mai au 11 juin 2015 inclus).....	4687
---	------

Direction des affaires foncières.— Avis de curatelle aux successions et biens vacants n° 51 DAF.REC-HYP du 30 avril 2015.....	4687
---	------

Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 27 au 30 avril 2015.....	4688
--	------

**PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales.....	4688
--------------------------------------	------

Annonces diverses .....	4692
-------------------------	------



# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

**ARRETE n° 1-2015 TGPF du 4 mai 2015 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la trésorerie générale de la Polynésie française.**

L'administrateur général des finances publiques en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifiée portant règlement général sur la comptabilité publique (article 14) ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'instruction du 16 août 1966 modifiée sur l'organisation du service des comptables publics (paragraphe V) ;

Vu le décret du 15 juillet 2009 nommant M. Yann Poujol de Molliens trésorier-payeur général de la Polynésie française ;

Vu le décret du 27 mars 2012 portant intégration, nomination, promotion, mutation et affectation d'administrateurs généraux des finances publiques ;

Vu les arrêtés n° 3-2013 TGPF du 16 septembre 2013 et n° 3-2014 TGPF du 1er juillet 2014 ;

Sur proposition de l'administrateur des finances publiques adjoint, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er. — Le point 7b cité dans l'article 4 de l'arrêté n° 3-2014 TGPF du 1er juillet 2014 susvisé est remplacé par ce qui suit :

"7b - En ce qui concerne le service dépôts et services financiers

Procuration spéciale est donnée à Mme Martine Duhau-Lombard, inspectrice des finances publiques, responsable du service dépôts et services financiers, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux de remises de chèques et effets, ou de virements ;
- les déclarations de recettes et de consignations ;
- les récépissés de déclarations de recettes ou de dépôts de valeurs ;
- les rejets de chèques ;
- les avis de visa, endos et acquits de tous chèques ou effets divers ;
- les autorisations et ordres de paiement ;
- les extraits d'opposition et certificats de non-opposition ;
- tous documents relatifs aux opérations de souscription ou de bourse ;
- les demandes de renseignements ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Duhau-Lombard, Mme Christine Taata, contrôleur des finances publiques, adjointe au responsable du service dépôts et services financiers, reçoit les mêmes pouvoirs que Mme Duhau-Lombard sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers".

Art. 2. — Le point 8b cité dans l'article 5 de l'arrêté n° 3-2013 TGPF du 16 septembre 2013 susvisé, est remplacé par ce qui suit :

"8b - En ce qui concerne le service recouvrement - produits divers

Procuration spéciale est donnée à M. Emmanuel Lory, inspecteur des finances publiques, responsable du service recouvrement-produits divers, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les délais de paiement inférieurs à 12 (douze) mois ;
- les commandements et les saisies ;

- les demandes de renseignements ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service ;
- les déclarations de recettes ;
- les lettres de rappel.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lory, Mme Thilda Sandford, contrôleur des finances publiques, reçoit les mêmes pouvoirs que M. Lory sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

Art. 3. — L'administrateur des finances publiques adjoint, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2015.  
Yann de MOLLIENS.

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° HC 184 DIRAJ/BAJC du 27 février 2015 portant désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs pour les services du haut-commissariat de la République en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

Vu le décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;

Considérant qu'en application du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005, il appartient aux préfets et hauts-commissaires de la République de désigner, pour les services placés sous leur autorité, une personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Est désigné responsable, pour les services du haut-commissariat de la République en Polynésie française, de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques, correspondant de la commission d'accès aux documents administratifs, M. Ludovic Chang, adjoint au chef du bureau des affaires juridiques et du contentieux.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 février 2015.  
Lionel BEFFRE.

**ARRETE n° HC 163 SAIA/it du 11 mai 2015 portant agrément de M. Huritaua Malcom Roomataaroa en qualité d'agent de police municipale.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes de Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs, notamment son article 72 ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté n° HC 500 DRHME/BRHT/jt du 18 novembre 2013 portant délégation de signature à M. Eric Zabouraëff, secrétaire général adjoint du haut-commissariat de la République en Polynésie française, chef de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu la demande d'agrément formulée par M. le maire de la commune de Tubuai par lettre en date du 3 mars 2015 ;

Vu l'avis favorable de la brigade de gendarmerie de Tubuai en date du 6 avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — M. Huritaua Malcom Roomataaroa, né le 18 octobre 1996 à Mataura, Tubuai, Australes, est agréé en qualité d'agent de police municipale de Tubuai à compter du 11 mai 2015.

Art. 2. — M. le maire de la commune de Tubuai et M. le commandant de la compagnie des archipels de la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à M. Huritaua Malcom Roomataaroa.

Fait à Papeete, le 11 mai 2015.

Pour le haut-commissaire  
de la République en Polynésie française,  
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative  
des îles Australes,*  
Eric ZABOURAEFF.

**ARRETE n° HC 901 DIE/BFC du 13 mai 2015 portant attribution aux communes de la Polynésie française de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (DGF), exercice 2015, pour les mois de mai à décembre 2015.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2334-7 à L. 2334-12 ;

Vu le décret n° 2012-1454 du 24 décembre 2012 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2012 ;

Vu les dispositions du télégramme DGCL n° 2015/15-000571-D en date du 12 janvier 2015 du ministère de l'intérieur concernant le versement et l'imputation des acomptes prévisionnels ;

Vu l'arrêté n° HC 37 DIE/BFC du 19 janvier 2015 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes sur la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (DGF), exercice 2015, servie par l'Etat, ministère de l'intérieur pour les mois de janvier, février, mars et avril 2015 ;

Vu les dispositions de la note NOR : INTB1510939N en date du 7 mai 2015 du ministère de l'intérieur concernant les modalités de répartition de la dotation forfaitaire des communes de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour l'année 2015 ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française, compte n° 465.1200000, code CDR COL0905000 "DGF - dotation forfaitaire des communes, année 2015" (non interfacée) ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — La dotation globale de fonctionnement, part forfaitaire, attribuée par l'Etat, ministère de l'intérieur, aux communes de Polynésie française pour l'exercice 2015, s'élève à 50 742 173 euros, soit 6 055 151 908 F CFP.

Compte tenu des versements déjà effectués, cette dotation est répartie entre les communes, conformément au tableau joint au présent arrêté.

Art. 2. — Le versement de cette dotation sera effectué par mensualités intervenant le 20 de chaque mois.

Art. 3. — Les dotations versées aux communes au titre de la part forfaitaire de la DGF 2015 seront inscrites en recettes des budgets communaux, selon la nomenclature budgétaire M14, au compte suivant : 7411 - Dotation forfaitaire.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de leur réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 5. — Le secrétaire général du haut-commissariat, l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 mai 2015.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,*  
Gilles CANTAL.

## REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2015 - PART FORFAITAIRE

Code INSEE	COMMUNES	DGF 2015 en €	DGF 2015 en F CFP	Total des acomptes versés de janvier à avril 2015 (atê n° 037/DIE/BFC du 19/01/2015)	Reste à payer	Montant mensuel de mai à novembre 2015	Total des versements de mai à novembre 2015	Versement de décembre 2015	Total des versements 2015
98 739	Raiavavae	322 844	38 525 537	12 841 844	25 683 693	3 210 462	22 473 234	3 210 459	38 525 537
98 741	Rapa	255 068	30 437 709	10 145 904	20 291 805	2 536 476	17 755 332	2 536 473	30 437 709
98 743	Rimatarā	289 165	34 506 563	11 502 188	23 004 375	2 875 547	20 128 829	2 875 546	34 506 563
98 744	Rurutu	497 677	59 388 663	19 796 220	39 592 443	4 949 055	34 643 385	4 949 058	59 388 663
98 753	Tubuai	549 974	65 629 356	21 876 452	43 752 904	5 469 113	38 283 791	5 469 113	65 629 356
<b>Îles Australes</b>		<b>1 914 728</b>	<b>228 487 828</b>	<b>76 162 608</b>	<b>152 325 220</b>	<b>19 040 653</b>	<b>133 284 571</b>	<b>19 040 649</b>	<b>228 487 828</b>
98 712	Arue	1 601 775	191 142 601	63 714 200	127 428 401	15 928 550	111 499 850	15 928 551	191 142 601
98 715	Faaā	4 747 839	566 567 900	188 855 968	377 711 932	47 213 992	330 497 944	47 213 988	566 567 900
98 722	Hitiāa Ō Te Ra	1 709 776	204 030 549	68 010 184	136 020 365	17 002 546	119 017 822	17 002 543	204 030 549
98 725	Mahina	2 160 721	257 842 601	85 947 532	171 895 069	21 486 884	150 408 188	21 486 881	257 842 601
98 729	Moorea-Maiao	2 565 843	306 186 516	102 062 172	204 124 344	25 515 543	178 608 801	25 515 543	306 186 516
98 733	Paea	1 983 505	236 695 107	78 898 368	157 796 739	19 724 592	138 072 144	19 724 595	236 695 107
98 734	Papara	1 746 780	208 446 301	69 482 100	138 964 201	17 370 525	121 593 675	17 370 526	208 446 301
98 735	Papeete	4 654 153	555 388 186	185 129 396	370 258 790	46 282 349	323 976 443	46 282 347	555 388 186
98 736	Pirāe	2 415 123	288 200 835	96 066 944	192 133 891	24 016 736	168 117 152	24 016 739	288 200 835
98 738	Punaauia	3 943 195	470 548 329	158 849 444	313 698 885	39 212 361	274 486 527	39 212 358	470 548 329
98 747	Taiarapu-Est	1 984 047	236 759 785	78 919 928	157 839 857	19 729 982	138 109 874	19 729 983	236 759 785
98 748	Taiarapu-Ouest	1 364 226	162 795 465	54 265 156	108 530 309	13 566 289	94 964 023	13 566 286	162 795 465
98 752	Teva Ō Uta	1 606 808	191 743 198	63 914 400	127 828 798	15 978 600	111 850 200	15 978 598	191 743 198
<b>Îles du Vent</b>		<b>32 483 791</b>	<b>3 876 347 373</b>	<b>1 292 115 792</b>	<b>2 584 231 581</b>	<b>323 028 949</b>	<b>2 261 202 643</b>	<b>323 028 938</b>	<b>3 876 347 373</b>
98 714	Bora Bora	1 478 162	176 391 647	58 797 216	117 594 431	14 699 304	102 895 128	14 699 303	176 391 647
98 724	Huahine	1 166 813	139 237 828	46 412 608	92 825 220	11 603 153	81 222 071	11 603 149	139 237 828
98 728	Maupiti	388 977	46 417 303	15 472 436	30 944 867	3 868 108	27 076 756	3 868 111	46 417 303
98 745	Tahaa	1 023 743	122 165 036	40 721 680	81 443 356	10 180 420	71 262 940	10 180 416	122 165 036
98 750	Taputapuātea	1 000 079	119 341 169	39 780 388	79 560 781	9 945 098	69 615 686	9 945 095	119 341 169
98 754	Tumaraa	877 069	104 662 172	34 887 392	69 774 780	8 721 848	61 052 936	8 721 844	104 662 172
98 758	Uturoa	907 849	108 335 203	36 111 736	72 223 467	9 027 933	63 195 531	9 027 936	108 335 203
<b>Îles sous le Vent</b>		<b>6 842 692</b>	<b>816 550 358</b>	<b>272 183 456</b>	<b>544 366 902</b>	<b>68 045 864</b>	<b>476 321 049</b>	<b>68 045 854</b>	<b>816 550 358</b>
98 718	Fatu-Hiva	325 120	38 797 136	12 932 380	25 864 756	3 233 095	22 631 665	3 233 091	38 797 136
98 723	Hiva-Oa	854 310	101 946 301	33 982 100	67 964 201	8 495 525	59 468 675	8 495 526	101 946 301
98 731	Nuku-Hiva	875 263	104 446 659	34 815 552	69 631 107	8 703 888	60 927 216	8 703 891	104 446 659
98 746	Tahuata	298 834	35 660 382	11 886 792	23 773 590	2 971 699	20 801 893	2 971 697	35 660 382
98 756	Ua-Huka	309 161	36 892 721	12 297 572	24 595 149	3 074 394	21 520 758	3 074 391	36 892 721
98 757	Ua-Pou	639 009	76 254 057	25 418 020	50 836 037	6 354 505	44 481 535	6 354 502	76 254 057
<b>Îles Marquises</b>		<b>3 301 697</b>	<b>393 997 256</b>	<b>131 332 416</b>	<b>262 664 840</b>	<b>32 833 106</b>	<b>229 831 742</b>	<b>32 833 098</b>	<b>393 997 256</b>
98 711	Anaa	314 941	37 582 458	12 527 488	25 054 970	3 131 871	21 923 097	3 131 873	37 582 458
98 713	Arutua	423 556	50 543 675	16 847 892	33 695 783	4 211 973	29 483 811	4 211 972	50 543 675
98 716	Fakarava	555 967	66 344 511	22 114 836	44 229 675	5 528 709	38 700 963	5 528 712	66 344 511
98 717	Fangatau	221 530	26 435 561	8 811 852	17 623 709	2 202 964	15 420 748	2 202 961	26 435 561
98 719	Gambier	380 300	45 381 862	15 127 288	30 254 574	3 781 822	26 472 754	3 781 820	45 381 862
98 720	Hao	441 121	52 639 737	17 546 580	35 093 157	4 386 645	30 706 515	4 386 642	52 639 737
98 721	Hikueru	214 635	25 612 769	8 537 588	17 075 181	2 134 398	14 940 786	2 134 395	25 612 769
98 726	Makemo	502 207	59 929 236	19 976 412	39 952 824	4 994 103	34 958 721	4 994 103	59 929 236
98 727	Manihi	386 794	46 156 802	15 385 600	30 771 202	3 846 400	26 924 800	3 846 402	46 156 802
98 730	Napuka	223 131	26 626 611	8 875 536	17 751 075	2 218 884	15 532 188	2 218 887	26 626 611
98 732	Nukutavake	218 151	26 032 339	8 677 448	17 354 891	2 169 361	15 185 527	2 169 364	26 032 339
98 737	Puka Puka	194 280	23 183 771	7 727 924	15 455 847	1 931 981	13 523 867	1 931 980	23 183 771
98 740	Rangiroa	855 538	102 092 840	34 030 948	68 061 892	8 507 737	59 554 159	8 507 733	102 092 840
98 742	Reao	254 571	30 378 401	10 126 132	20 252 269	2 531 534	17 720 738	2 531 531	30 378 401
98 749	Takarua	400 680	47 813 842	15 937 948	31 875 894	3 984 487	27 891 409	3 984 485	47 813 842
98 751	Tatakoto	206 393	24 629 236	8 209 744	16 419 492	2 052 437	14 367 059	2 052 433	24 629 236
98 755	Tureia	405 470	48 385 442	16 128 480	32 256 962	4 032 120	28 224 840	4 032 122	48 385 442
<b>Tuamotu-Gambier</b>		<b>6 199 265</b>	<b>739 769 093</b>	<b>246 589 696</b>	<b>493 179 397</b>	<b>61 647 426</b>	<b>431 531 982</b>	<b>61 647 415</b>	<b>739 769 093</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>50 742 173</b>	<b>6 055 151 908</b>	<b>2 018 383 968</b>	<b>4 036 767 940</b>	<b>504 595 998</b>	<b>3 532 171 986</b>	<b>504 595 954</b>	<b>6 055 151 908</b>

Conformément aux dispositions de l'article R.421-6 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 3 mois à compter de la notification de celle-ci.

Durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de nos services. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne court à nouveau qu'à compter de l'intervention de notre réponse.

En application de l'article R.421-2 du code précité "le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet".

**ARRETE n° HC 571 DIRAJ/BAJC du 18 mai 2015 portant modification de l'arrêté n° 1091 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant le régime indemnitaire dans la fonction publique communale.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et

des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs et notamment son article 62 ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° 1091 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant le régime indemnitaire dans la fonction publique communale ;

Vu la saisine du Conseil supérieur de la fonction publique des communes de Polynésie française du 23 décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique communale de la Polynésie française n° 01-2015 FS1 du 12 mars 2015 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — L'article 27 de l'arrêté n° 1091 DIPAC du 5 juillet 2012 est modifié comme suit :

*Au lieu de :* "L'indemnité de responsabilité de caisse est accordée annuellement aux régisseurs titulaires par tranches cumulatives comme suit :

- 1 % du montant des recettes réalisées ou des dépenses payées jusqu'à 2 500 000 F CFP par an ;
- 0,85 % du montant des recettes réalisées ou des dépenses payées entre 2 500 001 F CFP et 7 000 000 F CFP par an ;
- 0,75 % du montant des recettes réalisées ou des dépenses payées entre 7 000 001 F CFP et 12 000 000 F CFP par an ;
- 0,60 % du montant des recettes réalisées ou des dépenses payées entre 12 000 001 F CFP et 17 000 000 F CFP par an ;
- 0,40 % du montant des recettes réalisées ou des dépenses payées entre 17 000 001 F CFP et 27 000 000 F CFP par an ;
- 0,20 % du montant des recettes réalisées ou des dépenses payées entre 27 000 001 F CFP et 52 000 000 F CFP par an ;
- 0,05 % du montant des recettes réalisées ou des dépenses payées supérieur à 52 000 000 F CFP par an.

Le montant maximum annuel de l'indemnité de responsabilité de caisse est fixé à 360 000 F CFP".

*Lire :* "L'indemnité de responsabilité de caisse est accordée annuellement aux régisseurs, compte tenu de l'importance des fonds maniés, par tranches cumulatives selon le tableau ci-après :

Tranche de recettes ou avances annuelles (en F CFP)		Montant de l'indemnité par tranche
De	A	
0	2 500 000	25 000
2 500 001	7 000 000	38 250
7 000 001	12 000 000	37 500
12 000 001	17 000 000	30 000
17 000 001	27 000 000	40 000
27 000 001	52 000 000	50 000
52 000 001		139 250

Le montant maximum annuel de l'indemnité de responsabilité de caisse est fixé à 360 000 F CFP".

Art. 2. — L'article 28 de l'arrêté n° 1091 DIPAC du 5 juillet 2012 est modifié comme suit :

*Au lieu de :* "Les régisseurs suppléants bénéficient de l'indemnité de responsabilité de caisse lorsqu'ils remplacent les titulaires au prorata du temps de remplacement, sur la base du calcul suivant :

$$1/222e \times A = B$$

"A" représente le nombre de jours travaillés en tant que faisant fonction de titulaire et "B" le taux à appliquer aux recettes réalisées ou aux dépenses payées".

*Lire :* "Les régisseurs suppléants bénéficient d'une indemnité de responsabilité de caisse lorsqu'ils remplacent les titulaires au prorata du temps de remplacement, sans que le régisseur titulaire ne soit privé de la sienne, sur la base du calcul suivant :

$$\frac{\text{Indemnité du régisseur titulaire} \times A}{222}$$

"A" étant le nombre de jours travaillés en tant que faisant fonction de titulaire".

Art. 3. — Le présent arrêté sera applicable aux recettes réalisées ou dépenses payées au cours de l'exercice 2015 et les années suivantes.

Art. 4. — Les autres dispositions de l'arrêté n° 1091 DIPAC du 5 juillet 2012 non expressément modifiées par le présent arrêté sont inchangées et demeurent en vigueur.

Art. 5. — Le secrétaire général du haut-commissariat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mai 2015.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général*  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.

**ARRETE n° HC 918 DIE/BFC du 18 mai 2015 portant attribution à la Communauté de communes de Hava'i d'une dotation d'intercommunalité servie au titre de l'exercice 2015 par l'Etat, ministère de l'intérieur, pour les mois de mai à décembre 2015.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5842-8 ;

Vu le décret n° 2012-1454 du 24 décembre 2012 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2012 ;

Vu l'arrêté n° HC 1712 SAISLV du 30 décembre 2011 portant création de la Communauté de communes de Hava'i ;

Vu l'arrêté n° HC 38 DIE/BFC du 19 janvier 2015 portant attribution à la Communauté de communes de Hava'i d'acomptes sur la dotation d'intercommunalité, exercice 2015, servie par l'Etat au titre des mois de janvier, février, mars et avril 2015 ;

Vu les dispositions du télégramme DGCL n° 2015/15-000571-D en date du 12 janvier 2015 du ministère de l'intérieur concernant le versement et l'imputation des acomptes prévisionnels ;

Vu les dispositions de la note NOR : INTB1509670N en date du 13 mai 2015 du ministère de l'intérieur relative aux modalités de répartition de la dotation d'intercommunalité des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en 2015 ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française, compte 465.1200000, code CDR COL 0914000 "DGF-Dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats d'agglomération nouvelle, année 2015" (non interfacé) ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— La dotation d'intercommunalité servie au titre de l'exercice 2015 par l'Etat, ministère de l'intérieur, à la communauté de communes de Hava'i s'élève à 218 508 euros, soit 26 074 940 F CFP.

Elle est répartie conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Le versement de cette répartition mentionnée à l'article précédent interviendra par mensualités intervenant le 20 de chaque mois.

Art. 3.— L'inscription de la dotation d'intercommunalité dans les budgets des établissements publics de coopération intercommunale est à effectuer, selon la nouvelle nomenclature budgétaire M14, au compte suivant : 741-DGF.

Art. 4.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de leur réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 5.— Le secrétaire général du haut-commissariat, l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française, le président de la Communauté de communes de Hava'i et le trésorier des îles du Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mai 2015.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.*

## HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE EN POLYNESIE FRANCAISE

### DIRECTION DES INTERVENTIONS DE L'ETAT

#### REPARTITION DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 2015

répartition définitive - versements de mai à décembre 2015 (en F.CFP)

COMMU- NAUTE DE COMMUNES	Dotation d'intercommunalité 2015 en €	Dotation d'intercommunalité 2015 en F.CFP	Total des acomptes versés de janvier à avril 2015 (arrêté n° 038/DIE/BFC du 19/01/15)	Reste à payer	Montant mensuel	Total des versements de mai à novembre 2015	Versement de décembre 2015	Total des versements 2015
HAVA'I	218 508	26 074 940	8 691 648	17 383 292	2 172 911	15 210 377	2 172 915	26 074 940

Conformément aux dispositions de l'article R.421-6 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 3 mois à compter de la notification de celle-ci.

Durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de nos services. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de notre réponse.

En application de l'article R.421-2 du code précité "le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet".

**ARRETE n° HC 919 DIE/BFC du 18 mai 2015 portant attribution à la Communauté de communes des îles Marquises d'une dotation d'intercommunalité servie au titre de l'exercice 2015 par l'Etat, ministère de l'intérieur, pour les mois de mai à décembre 2015.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L. 5842-8 ;

Vu le décret n° 2012-1454 du 24 décembre 2012 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2012 ;

Vu l'arrêté n° 867 DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la Communauté de communes des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° HC 39 DIE/BFC du 19 janvier 2015 portant attribution à la Communauté de communes des îles Marquises d'acomptes sur la dotation d'intercommunalité, exercice 2015, servie par l'Etat au titre des mois de janvier, février, mars et avril 2015 ;

Vu les dispositions du télégramme DGCL n° 2015/15-000571-D en date du 12 janvier 2015 du ministère de l'intérieur concernant le versement et l'imputation des acomptes prévisionnels ;

Vu les dispositions de la note NOR : INTB1509670N en date du 13 mai 2015 du ministère de l'intérieur relative aux modalités de répartition de la dotation d'intercommunalité des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en 2015 ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française, compte 465.1200000, code CDR COL 0914000 "DGF - Dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats d'agglomération nouvelle, année 2015" (non interfacé) ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — La dotation d'intercommunalité servie au titre de l'exercice 2015 par l'Etat, ministère de l'intérieur, à la Communauté de communes des îles Marquises s'élève à 500 959 euros, soit 59 780 310 F CFP.

Elle est répartie conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le versement de cette répartition mentionnée à l'article précédent interviendra par mensualités intervenant le 20 de chaque mois.

Art. 3. — L'inscription de la dotation d'intercommunalité dans les budgets des établissements publics de coopération intercommunale est à effectuer, selon la nouvelle nomenclature budgétaire M14, au compte suivant 741-DGF.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de leur réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 5. — Le secrétaire général du haut-commissariat, l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française, le président de la Communauté de communes des îles Marquises et le trésorier des îles du Vent, des Australes et des archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mai 2015.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,*  
Gilles CANTAL.

## HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE EN POLYNESIE FRANCAISE

## DIRECTION DES INTERVENTIONS DE L'ETAT

REPARTITION DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 2015  
répartition définitive - versements de mai à décembre 2015 (en F.CFP)

COMMUNAUTE DE COMMUNES	Dotation d'intercommuna- lité 2015 en €	Dotation d'intercommuna- lité 2015 en F.CFP	Total des acomptes versés de janvier à avril 2015 (arrêté n° HC/039/DIE/BFC du 19/01/15)	Reste à payer	Montant mensuel	Total des versements de mai à novembre 2015	Versement de décembre 2015	Total des versements 2015
<b>ILES MARQUISES</b>	500 959	59 780 310	19 926 772	39 853 538	4 981 692	34 871 844	4 981 694	59 780 310

Conformément aux dispositions de l'article R.421-6 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 3 mois à compter de la notification de celle-ci.

Durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de nos services. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de notre réponse.

En application de l'article R.421-2 du code précité "le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet".

**Par arrêté n° HC 1 SAITG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 mai 2015. —  
*Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tatakoto pour les études sur l'extension de la centrale hybride photovoltaïque, diesel.

Le coût total estimé de cette opération est de 2 512 634 F CFP TTC, soit 21 055,87 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- Montant HT (hors taxes) 2 223 570 F CFP
- Taxes 289 064 F CFP
- Montant TTC (toutes taxes comprises) 2 512 634 F CFP

*Description de l'opération.*

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

Partenaires financiers	Taux	Montant en F CFP	Montant en euros
Etat - Min 258 (programme 119)	90,40 % du total HT	2 010 107	16 844,70
	80 % du total TTC		
Tatakoto	20 % du total TTC	502 527	4 211,17
<b>Total (TTC)</b>	<b>100 % du total TTC</b>	<b>2 512 634</b>	<b>21 055,87</b>

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

Financements publics (80 % du total TTC) 2 010 107 F CFP, soit 16 844,70 euros

*Contribution financière de la DETR*

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Tatakoto pour la réalisation de l'opération précitée en lui attribuant une subvention représentant 90,40 % du coût total réel hors taxes de l'opération, plafonnée à 2 010 107 F CFP, soit 16 844,70 euros.

Cette subvention est imputée sur le programme 119, action 01, sous-action 06.

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant exprimé ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du pourcentage exprimé ci-dessus du coût définitif de l'opération.

*Modalités de versement*

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation du document attestant le commencement d'exécution de l'opération (lettre ou bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;

- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération au vu des pièces justificatives des paiements effectués par les communes ou leurs groupements (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur justification (certificat signé par le maire) de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté. La demande de versement devra être visée par le chef de la subdivision administrative et être accompagnée d'un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal.

#### *Engagements de la commune et délais de réalisation*

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération avant le 31 mars 2016 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

#### *Du non-respect des engagements convenus*

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle de l'opération dans les délais prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne plus particulièrement le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié à la demande du maire, sous réserve expresse :

- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement réel de l'opération, faute de quoi l'arrêté sera considéré comme caduc et les dispositions ci-dessus seront mises en œuvre.

**Par arrêté n° 858 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 mai 2015. —  
*Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française pour la réalisation de l'opération intitulée "Etat des lieux de la restauration scolaire du 1er degré", décrite ci-dessous et dénommée ci-après "l'opération".

#### *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation d'audits dans les communes qui ont un service de restauration scolaire.

Le montant total de l'opération est fixé à 7 932 500 F CFP, soit 66 474,35 euros.

#### *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessus est arrêté comme suit :

- FIP (80 %)	6 346 000 F CFP, soit 53 179,48 euros
- SPC.PF (20 %)	1 586 500 F CFP, soit 13 294,87 euros
<b>Total (100 %)</b>	<b>7 932 500 F CFP, soit 66 474,35 euros</b>

#### *Montant de la dotation affectée*

Le comité des finances locales s'engage à apporter son concours financier au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 6 346 000 F CFP, soit 53 179,48 euros.

#### *Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le président du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande....) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le comptable assignataire.

Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement :

- le solde sera versé sur la base d'une demande de versement, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le président du SPC.PF et sera accompagnée d'un état de mandatement définitif visé par le comptable assignataire.

Les imprimés FIP seront signés par le président du SPC.PF et visés par le haut-commissaire ou son représentant. Les états de mandatement mentionneront les mandats validés et payés par le comptable assignataire. L'attestation du président du SPC.PF mentionnera la date effective et le coût final de réalisation de l'opération.

#### *Engagements du SPC.PF*

Cette opération étant une opération de fonctionnement déjà démarrée au sens du 2<sup>e</sup> alinéa du III de l'article 18 du règlement intérieur du comité des finances locales, le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté, avant le 31 décembre 2015 ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

#### *Conséquences du non-respect des engagements soucrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

**Par arrêté n° 859 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 mai 2015. —  
*Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française, pour une durée d'un an sur le financement d'un poste de chef de projet restauration scolaire au titre de l'année 2014, dénommé ci-après "l'opération" décrite ci-dessous.

#### *Description de l'opération*

L'opération consiste à prendre en charge le coût d'un poste de chef de projet restauration scolaire moyennant un budget de 5 324 010 F CFP, soit 44 615,2 euros à hauteur, pour le FIP, de 50 % c'est-à-dire 2 662 005 F CFP, soit 22 307,6 euros.

Le financement comprend plusieurs éléments à savoir :

- Traitement brut	4 190 208 F CFP, soit 35 113,94 euros
- Charges patronales	1 133 802 F CFP, soit 9 501,26 euros
<i>Total</i>	<i>5 324 010 F CFP, soit 44 615,2 euros</i>

Le chef de projet sera chargé de :

- concevoir et mettre en œuvre un projet global, cohérent et partagé par les communes et les acteurs institutionnels et économiques en matière de restauration scolaire ;
- conseiller et accompagner les communes dans la mise en place d'une politique globale cohérente en matière de restauration scolaire ;
- mettre en place et développer un suivi et une assistance personnalisés aux communes ;
- piloter le projet, de son lancement à son déploiement généralisé dans le respect des normes d'hygiène et de nutrition.

#### *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessus est arrêté comme suit :

- FIP (50 %)	2 662 005 F CFP, soit 22 307,6 euros
- SPC.PF (50 %)	2 662 005 F CFP, soit 22 307,6 euros
<i>Total (100 %)</i>	<i>5 324 010 F CFP, soit 44 615,2 euros</i>

#### *Montant de la dotation affectée*

Le fonds s'engage à apporter son concours financier au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 50 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 2 622 500 F CFP, soit 22 307,6 euros.

#### *Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- des acomptes trimestriels peuvent être versés au *prorata* de l'avancement de l'opération, sur production de l'imprimé FIP accompagné de justificatifs permettant d'attester du versement des sommes au titre des différents éléments cités ci-dessous ainsi qu'un état des dépenses mandatées, visé par le comptable assignataire ;
- le solde, sera versé sur production de l'imprimé FIP accompagné de justificatifs permettant d'attester du versement des sommes au titre des différents éléments cités ci-dessous, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le président du SPC.PF, ainsi qu'un état des dépenses mandatées, visé par le comptable assignataire.

Les imprimés FIP seront signés par le président du SPC.PF et visés par le haut-commissaire ou son représentant.

#### *Engagements du SPC.PF*

Cette opération étant une opération de fonctionnement déjà démarrée au sens du 2<sup>e</sup> alinéa du III de l'article 18 du règlement intérieur du comité des finances locales, le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération le 30 octobre 2015 au plus tard ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

#### *Conséquences du non-respect des engagements souscrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande 15 jours avant l'expiration du délai mentionné à l'article 6. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

**Par arrêté n° 860 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 mai 2015. —  
*Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française pour la réalisation de l'opération intitulée "Formation des élus", décrite ci-dessus, et dénommée ci-après "l'opération".

#### *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation des actions de formation destinées aux nouvelles équipes communales.

Le montant total de l'opération est fixé à 23 008 944 F CFP, soit 192 814,95 euros.

#### *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessus est arrêté comme suit :

- FIP (80 %)	18 407 155 F CFP, soit 154 251,96 euros
- SPC.PF (20 %)	4 601 789 F CFP, soit 38 562,99 euros
Total (100 %)	23 008 944 F CFP, soit 192 814,95 euros

#### *Montant de la dotation affectée*

Le comité des finances locales s'engage à apporter son concours financier au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 18 407 155 F CFP, soit 154 251,96 euros.

#### *Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le président du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande....) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatemments effectués, visé par le comptable assignataire.

Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement :

- le solde sera versé sur la base d'une demande de versement, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le président du SPC.PF et sera accompagnée :
  - d'un état de mandatement définitif visé par le comptable assignataire ;
  - d'une liste des formations avec mention du nombre de stagiaires présents ;
  - d'un état des frais de personnel des responsables de formation des projets concernés.

Les imprimés FIP seront signés par le président du SPC.PF et visés par le haut-commissaire ou son représentant. Les états de mandatement mentionneront les mandats validés et payés par le comptable assignataire. L'attestation du président du SPC.PF mentionnera la date effective et le coût final de réalisation de l'opération.

#### *Engagements du SPC.PF*

Cette opération étant une opération de fonctionnement déjà démarrée au sens du 2<sup>e</sup> alinéa du III de l'article 18 du règlement intérieur du comité des finances locales, le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;

- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté, dans un délai maximum de 12 mois à compter du 1er janvier 2014 ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération le 30 octobre 2015 au plus tard ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

#### *Conséquences du non-respect des engagements souscrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

**Par arrêté n° 861 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 mai 2015. —  
*Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie Française pour la réalisation de l'opération intitulée "Bilan du programme d'amélioration des cantines scolaires", décrite ci-dessous, et dénommée ci-après "l'opération".

#### *Description de l'opération*

L'opération consiste en la mise en œuvre de l'enquête de satisfaction des enfants demi-pensionnaires du 1er degré sur l'ensemble des communes qui proposent un service de restauration scolaire.

Le montant total de l'opération est fixé à 4 068 000 F CFP, soit 34 089,84 euros.

#### *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessus est arrêté comme suit :

FIP (80 %)	3 254 400 F CFP, soit 27 271,87 euros
- SPC.PF (20 %)	813 600 F CFP, soit 6 817,97 euros
Total (100 %)	4 068 000 F CFP, soit 34 089,84 euros

#### *Montant de la dotation affectée*

Le comité des finances locales s'engage à apporter son concours financier au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 3 254 400 F CFP, soit 27 271,87 euros.

#### *Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le président du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande....) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le comptable assignataire.

Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement :

- le solde sera versé sur la base d'une demande de versement, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le président du SPC.PF et sera accompagnée d'un état de mandatement définitif visé par le comptable assignataire.

Les imprimés FIP seront signés par le président du SPC.PF et visés par le haut-commissaire ou son représentant. Les états de mandatement mentionneront les mandats validés et payés par le comptable assignataire. L'attestation du président du SPC.PF mentionnera la date effective et le coût final de réalisation de l'opération.

#### *Engagements du SPC.PF*

Le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté, avant le 31 décembre 2015 ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

*Conséquences du non-respect des engagements souscrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

*Modifications*

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

**Par arrêté n° HC 3 SAITG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 2015. —  
*Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour l'acquisition et l'installation de 2 réservoirs de 110 m<sup>3</sup> à Avatoru.

Le coût total estimé de cette opération est de 5 679 000 F CFP TTC, soit 47 590,02 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- |  |                 |
|--|-----------------|
| - Montant HT (hors taxes)              | 5 026 735 F CFP |
| - Taxes                                | 652 265 F CFP   |
| - Montant TTC (toutes taxes comprises) | 5 679 000 F CFP |

*Description de l'opération*

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

Partenaires financiers	Taux	Montant en F CFP	Montant en euros
Etat - Min 258 (programme 119)	90,38 % du total HT	4 543 200	38 072,02
	80 % du total TTC		
Rangiroa	20 % du total TTC	1 135 800	9 518
Total (TTC)	100 % du total TTC	5 679 000	47 590,02

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

Financements publics (80 % du total TTC) 4 543 200 F CFP, soit 38 070,02 euros

*Contribution financière de la DETR*

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Rangiroa pour la réalisation de l'opération précitée en lui attribuant une subvention représentant 90,38 % du coût total réel hors taxes de l'opération, plafonnée à 4 543 200 F CFP, soit 38 072,02 euros.

Cette subvention est imputée sur le programme 119, action 01, sous-action 06.

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant exprimé ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du pourcentage exprimé ci-dessus du coût définitif de l'opération.

*Modalités de versement*

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation du document attestant le commencement d'exécution de l'opération (lettre ou bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;
- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération au vu des pièces justificatives des paiements effectués par les communes ou leurs groupements (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur justification (certificat signé par le maire) de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté. La demande de versement devra être visée par le chef de la subdivision administrative et être accompagnée d'un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal.

*Engagements de la commune et délais de réalisation*

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération avant le 30 novembre 2015 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

*Du non-respect des engagements convenus*

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle de l'opération dans les délais prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

### Modifications

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne plus particulièrement le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié à la demande du maire, sous réserve expresse :

- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement réel de l'opération, faute de quoi l'arrêté sera considéré comme caduc et les dispositions ci-dessus seront mises en œuvre.

**Par arrêté n° HC 4 SAITG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 2015. —  
*Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Anaa pour l'acquisition de 5 cubitainers de 1 000 litres destinés au transport de carburant.

Le coût total estimé de cette opération est de 7 368 262 F CFP TTC, soit 61 746,04 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- |  |                 |
|--|-----------------|
| - Montant HT (hors taxes)              | 6 351 950 F CFP |
| - Taxes                                | 1 016 312 F CFP |
| - Montant TTC (toutes taxes comprises) | 7 368 262 F CFP |

### Description de l'opération

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

Partenaires financiers	Taux	Montant en F CFP	Montant en euros
Etat - Min 258 (programme 119)	92,80 % du total HT	5 894 610	49 396,83
	80 % du total TTC		
Anaa	20 % du total TTC	1 473 652	12 349,20
Total (TTC)	100 % du total TTC	7 368 262	61 746,03

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

Financements publics (80 % du total TTC) 5 894 610 F CFP, soit 49 396,83 euros

### Contribution financière de la DETR

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Anaa pour la réalisation de l'opération précitée en lui attribuant une subvention représentant 92,80 % du coût total réel hors taxes de l'opération, plafonnée à 5 894 610 F CFP, soit 49 396,83 euros.

Cette subvention est imputée sur le programme 119, action 01, sous-action 06.

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant exprimé ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du pourcentage exprimé ci-dessus du coût définitif de l'opération.

### Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation du document attestant le commencement d'exécution de l'opération (lettre ou bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;
- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération au vu des pièces justificatives des paiements effectués par les communes ou leurs groupements (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur justification (certificat signé par le maire) de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté. La demande de versement devra être visée par le chef de la subdivision administrative et être accompagnée d'un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal.

### Engagements de la commune et délais de réalisation

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération avant le 31 mai 2016 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

### Du non-respect des engagements convenus

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle de l'opération dans les délais prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

### Modifications

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne plus particulièrement le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié à la demande du maire, sous réserve expresse :

- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement réel de l'opération, faute de quoi l'arrêté sera considéré comme caduc et les dispositions ci-dessus seront mises en œuvre.

**Par arrêté n° HC 5 SAITG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 2015. —  
*Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Hao pour l'acquisition de 10 cubitainers de 1 000 litres destinés au transport de carburant.

Le coût total estimé de cette opération est de 14 736 524 F CFP TTC, soit 123 492,07 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- Montant HT (hors taxes) 12 703 900 F CFP
- Taxes 2 032 624 F CFP
- Montant TTC (toutes taxes comprises) 14 736 524 F CFP

#### *Description de l'opération*

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

Partenaires financiers	Taux	Montant en F CFP	Montant en euros
Etat - Min 258 (programme 119)	92,80 % du total HT	11 789 219	98 793,66
	80 % du total TTC		
Hao	20 % du total TTC	2 947 305	24 698,41
<b>Total (TTC)</b>	<b>100 % du total TTC</b>	<b>14 736 524</b>	<b>123 492,07</b>

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

Financements publics (80 % du total TTC) 11 789 219 F CFP, soit 98 793,66 euros

#### *Contribution financière de la DETR*

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Hao pour la réalisation de l'opération précitée en lui attribuant une subvention représentant 92,80 % du coût total réel hors taxes de l'opération, plafonnée à 11 789 219 F CFP, soit 98 793,66 euros.

Cette subvention est imputée sur le programme 119, action 01, sous-action 06.

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant exprimé ci-dessus ;

- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du pourcentage exprimé ci-dessus du coût définitif de l'opération.

#### *Modalités de versement*

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation du document attestant le commencement d'exécution de l'opération (lettre ou bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;
- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération au vu des pièces justificatives des paiements effectués par les communes ou leurs groupements (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur justification (certificat signé par le maire) de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté. La demande de versement devra être visée par le chef de la subdivision administrative et être accompagnée d'un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal.

#### *Engagements de la commune et délais de réalisation*

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération avant le 31 mai 2016 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

#### *Du non-respect des engagements convenus*

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle de l'opération dans les délais prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne plus particulièrement le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié à la demande du maire, sous réserve expresse :

- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement réel de l'opération, faute de quoi l'arrêté sera considéré comme caduc et les dispositions ci-dessus seront mises en œuvre.

**Par arrêté n° HC 6 SAITG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 2015. —  
*Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tatakoto pour l'acquisition et l'installation de 3 distributeurs automatiques d'eau.

Le coût total estimé de cette opération est de 5 374 388 F CFP TTC, soit 45 037,37 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- Montant HT (hors taxes) 4 654 388 F CFP
- Taxes 720 000 F CFP
- Montant TTC (toutes taxes comprises) 5 374 388 F CFP

#### *Description de l'opération*

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

Partenaires financiers	Taux	Montant en F CFP	Montant en euros
Etat - Min 258 (programme 119)	92,37 % du total HT	4 299 510	36 029,89
	80 % du total TTC		
Tatakoto	20 % du total TTC	1 074 878	9 007,48
Total (TTC)	100 % du total TTC	5 374 388	45 037,37

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

Financements publics (80 % du total TTC) 4 299 510 F CFP, soit 36 029,89 euros

#### *Contribution financière de la DETR*

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Tatakoto pour la réalisation de l'opération précitée en lui attribuant une subvention représentant 92,37 % du coût total réel hors taxes de l'opération, plafonnée à 4 299 510 F CFP, soit 36 029,89 euros.

Cette subvention est imputée sur le programme 119, action 01, sous-action 06.

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant exprimé ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du pourcentage exprimé ci-dessus du coût définitif de l'opération.

#### *Modalités de versement*

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation du document attestant le commencement d'exécution de l'opération (lettre ou bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;
- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération au vu des pièces justificatives des paiements effectués par les communes ou leurs groupements (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur justification (certificat signé par le maire) de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté. La demande de versement devra être visée par le chef de la subdivision administrative et être accompagnée d'un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal.

#### *Engagements de la commune et délais de réalisation*

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération avant le 31 janvier 2016 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

#### *Du non-respect des engagements convenus*

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle de l'opération dans les délais prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne plus particulièrement le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié à la demande du maire, sous réserve expresse :

- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement réel de l'opération, faute de quoi l'arrêté sera considéré comme caduc et les dispositions ci-dessus seront mises en œuvre.

**Par arrêté n° HC 7 SAITG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 2015. —  
*Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Manihi pour la réhabilitation des sanitaires de l'école de Manihi.

Le coût total estimé de cette opération est de 4 500 000 F CFP TTC, soit 37 710 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- Montant HT (hors taxes)	4 076 241 F CFP
- Taxes	423 759 F CFP
- Montant TTC (toutes taxes comprises)	4 500 000 F CFP

#### *Description de l'opération*

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

Partenaires financiers	Taux	Montant en F CFP	Montant en euros
Etat - Min 258 (programme 119)	88,32 % du total HT	3 600 000	30 168
	80 % du total TTC		
Manihi	20 % du total TTC	900 000	7 542
Total (TTC)	100 % du total TTC	4 500 000	37 710

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

Financements publics (80 % du total TTC) 3 600 000 F CFP, soit 30 168 euros

#### *Contribution financière de la DETR*

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Manihi pour la réalisation de l'opération précitée en lui attribuant une subvention représentant 88,32 % du coût total réel hors taxes de l'opération, plafonnée à 3 600 000 F CFP, soit 30 168 euros.

Cette subvention est imputée sur le programme 119, action 01, sous-action 06.

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant exprimé ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur du pourcentage exprimé ci-dessus du coût définitif de l'opération.

#### *Modalités de versement*

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation du document attestant le commencement d'exécution de l'opération (lettre ou bon de commande ou ordre de service concernant le démarrage des travaux) ;
- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération au vu des pièces justificatives des paiements effectués par les communes ou leurs groupements (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur justification (certificat signé par le maire) de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté. La demande de versement devra être visée par le chef de la subdivision administrative et être accompagnée d'un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC, et visé par le receveur municipal.

#### *Engagements de la commune et délais de réalisation*

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération avant le 31 janvier 2016 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

#### *Du non-respect des engagements convenus*

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle de l'opération dans les délais prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne plus particulièrement le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié à la demande du maire, sous réserve expresse :

- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement réel de l'opération, faute de quoi l'arrêté sera considéré comme caduc et les dispositions ci-dessus seront mises en œuvre.

# ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 610 CM du 21 mai 2015 portant nomination de Mme Emilie Nowak en qualité de chef du service des énergies par intérim, durant l'absence de Mme Sylvie Yu Chip Lin.**

NOR : ENR1520271AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 87 AT du 10 septembre 1982 modifiée portant création du service des énergies et définissant ses attributions ;

Vu l'arrêté n° 709 CM du 21 mai 2010 portant nomination de Mlle Sylvie Yu Chip Lin en qualité de chef du service des énergies ;

Vu la demande de congé n° 498 SDE du 27 avril 2015 de Mme Sylvie Yu Chip Lin ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Mme Emilie Nowak est nommée en qualité de chef du service des énergies par intérim durant les congés de Mme Sylvie Yu Chip Lin du 18 au 22 mai 2015 inclus.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 611 CM du 21 mai 2015 relatif à l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois d'avril 2015.**

NOR : ISP1500718AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 239 CM du 14 février 2008 modifié portant création d'un nouvel indice des prix de détail à la consommation des ménages ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est constaté au niveau de 107,73 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois d'avril 2015 (base 100 en décembre 2007).

Art. 2. — Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la relance économique,*  
*du tourisme et des transports*  
*aériens internationaux, de l'industrie,*  
*du commerce et des entreprises,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 612 CM du 21 mai 2015 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois d'avril 2015.**

NOR : ISP1500719AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 modifiée portant approbation du code des marchés publics de toute nature, passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 2510 CM du 30 décembre 2010 fixant les règles de variation des prix des marchés publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Sont constatés pour le mois d'avril 2015 les index du bâtiment suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	index
0	0	Index général du Bâtiment et des Travaux Publics	BTP 00.0	107,58
1	1	Index général du Bâtiment	BTG 01.0	106,47
11	2	Index général du Gros œuvre	BGO 01.0	106,57
1101	3	Gros œuvre, béton armé sur Tahiti	BGO 02.1	106,53
1102	3	Gros œuvre, béton armé hors Tahiti	BGO 02.2	106,43
1103	3	Charpente métallique	BGO 03.1	105,56
1104	3	Charpente bois	BGO 03.2	107,82
1105	3	Couvertures métalliques	BGO 04.1	106,81
1106	3	Couvertures végétales	BGO 04.2	111,73
1107	3	Etanchéité multicouche bitume	BGO 05.1	107,38
1108	3	Etanchéité multicouche résine	BGO 05.2	109,61
1109	3	Photovoltaïque - Installation en toiture sans Stockage	BGO 06.1	85,17
1110	3	Photovoltaïque - Installation en toiture avec Stockage	BGO 06.2	97,15
12	2	Index général du Second œuvre	BSO 01.0	106,32
1201	3	Revêtement carrelage	BSO 02.1	103,86
1202	3	Revêtement parquet	BSO 02.2	96,48
1203	3	Revêtement souple	BSO 02.3	106,71
1204	3	Menuiseries bois	BSO 03.1	111,75
1205	3	Menuiseries aluminium	BSO 03.2	114,71
1206	3	Plomberie - Installation sanitaire	BSO 04.1	102,50
1207	3	Plomberie - Installation solaire	BSO 04.2	98,79
1208	3	Installation par climatisation individuelle	BSO 05.1	105,43
1209	3	Installation par climatisation centralisée	BSO 05.2	108,35
1210	3	Installation frigorifique	BSO 05.3	111,48
1211	3	Ventilation	BSO 05.4	105,10
1212	3	Installation électrique courant fort	BSO 06.1	105,30
1213	3	Installation électrique courant faible	BSO 06.2	101,59
1214	3	Peinture	BSO 07.0	106,65
1215	3	Travaux d'ingénierie sur Tahiti et Moorea	BSO 08.1	105,54
1216	3	Travaux d'ingénierie hors Tahiti et Moorea	BSO 08.2	106,37

Art. 2. — Sont constatés pour le mois d'avril 2015 les index des travaux publics suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	index
2	1	Index général des Travaux Publics	TPG 01.0	109,00
21	2	Index général du Génie civil	TGC 01.0	108,90
2101	3	Ouvrage d'art	TGC 02.0	106,32
2102	3	Fondations spéciales terrestres béton	TGC 03.1	109,98
2103	3	Fondations spéciales terrestres métallique	TGC 03.2	107,74
2104	3	Fondations spéciales maritimes béton	TGC 03.3	107,02
2105	3	Fondations spéciales maritimes métallique	TGC 03.4	103,40
2106	3	Dragages maritimes	TGC 04.0	106,11
2107	3	Routes et aéroports, voiries et réseaux divers	TGC 05.0	108,10
2108	3	Travaux d'enrobés avec fourniture de bitume et de granulats sur Tahiti	TGC 06.1	111,32
2109	3	Travaux d'enrobés avec fourniture de bitume et de granulats hors Tahiti	TGC 06.2	109,82
2110	3	Réseaux d'assainissement	TGC 07.1	106,87
2111	3	Station de pompage et de traitement	TGC 07.2	108,75
2112	3	Réseaux sous pression enterrés	TGC 07.3	108,18
2113	3	Travaux d'électrification aériens	TGC 08.1	102,39
2114	3	Travaux d'électrification souterrains	TGC 08.2	108,94
2115	3	Travaux de câblage télécom aériens	TGC 08.3	101,44
2116	3	Travaux de câblage télécom souterrains	TGC 08.4	106,71
22	2	Index général des Travaux Spécialisés	TTS 01.0	109,55
2201	3	Terrassement	TTS 02.1	112,07
2202	3	Enrochement	TTS 02.2	108,15
2203	3	Concassage	TTS 02.3	107,42
2204	3	Dynamitage	TTS 02.4	134,78
2205	3	Sondages et forages	TTS 03.0	109,54
2206	3	Protection Talus - Aménagement par gunitage	TTS 04.1	107,54
2207	3	Protection Talus - Aménagement par grillage de protection	TTS 04.2	107,30
2208	3	Protection Talus - Aménagement par végétalisation	TTS 04.3	113,56
2209	3	Photovoltaïque - Installation complète avec Infrastructure et Stockage	TTS 05.0	101,21

Art. 3. — Sont constatés pour le mois d'avril 2015 les index fusionnés suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	index
3101	3	Gros œuvre, béton armé	FUSBT 01.0	106,50
3102	3	Etanchéité multicouche	FUSBT 02.0	108,27
3103	3	Plomberie sanitaire	FUSBT 03.0	102,13
3104	3	Ventilation et conditionnement d'air	FUSBT 04.0	107,72
3105	3	Electricité	FUSBT 05.0	104,56
3106	3	Index ingénierie	FUSBT 06.0	105,79
3201	3	Ouvrage d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales	FUSTP 01.0	106,50
3202	3	Terrassements généraux	FUSTP 02.0	110,11
3203	3	Travaux d'enrobés, fabrication et mise en œuvre (avec fourniture de bitume et de granulats)	FUSTP 03.0	111,02
3204	3	Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture	FUSTP 04.0	107,90
3205	3	Réseaux d'électrification	FUSTP 05.0	105,39

Art. 4.— Est constaté pour le mois d'avril 2015 l'index PSD suivant en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	index
5101	3	Produits et services divers	PSD HT	102.95

Art. 5.— Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la relance économique,  
du tourisme et des transports  
aériens internationaux, de l'industrie,  
du commerce et des entreprises,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 613 CM du 21 mai 2015 portant nomination de  
M. Sébastien Dos Anjos en qualité de chef de service du  
tourisme par intérim du 10 juillet au 14 août 2015 inclus.**

NOR : SDT1500703AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 585 CM du 3 mai 2012 modifié portant création et organisation du service dénommé service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 1788 CM du 10 décembre 2013 portant nomination de M. Bruno Jordan en qualité de chef de service du tourisme ;

Vu la demande de congé n° 194 du 11 février 2015 de M. Bruno Jordan ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— M. Sébastien Dos Anjos est nommé en qualité de chef de service du tourisme par intérim pour la période du 10 juillet au 14 août 2015 inclus.

Art. 2.— Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du

gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la relance économique,  
du tourisme et des transports  
aériens internationaux, de l'industrie,  
du commerce et des entreprises,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**AVIS n° 615 CM du 21 mai 2015 sur le projet de décret relatif  
à l'évaluation du comportement des personnes au sein  
d'un aérodrome.**

NOR : DAC1500740AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 97 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 474 DIRAJ/BACJ/rr du 22 avril 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Le projet de décret relatif à l'évaluation du comportement des personnes au sein d'un aérodrome appelle un avis favorable.

Art. 2.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

**AVIS n° 618 CM du 22 mai 2015 sur le projet de décret relatif  
aux conditions de qualification pour exercer des  
fonctions à bord des navires et à la délivrance des titres  
de formation professionnelle.**

NOR : DAM1500741AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 531 DIRAJ/BAJC du 4 mai 2015 ;

Vu l'avis n° 341 CM du 25 mars 2015 sur le projet de décret relatif aux conditions de qualifications professionnelles pour exercer des fonctions et des capacités à bord de navires battant pavillon français armés au commerce, à la plaisance, à la pêche et aux cultures marines, à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et à la formation professionnelle maritime ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Emet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret relatif aux conditions de qualification pour exercer des fonctions à bord des navires et à la délivrance des titres de formation professionnelle appelle un avis très défavorable compte tenu de la compétence de la Polynésie française pour réglementer le champ de la formation professionnelle maritime.

De plus, et à titre totalement subsidiaire, le projet comporte de nombreux problèmes d'adaptation qui ne peuvent être levés par des seules améliorations rédactionnelles ou terminologiques.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 620 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Punaauia pour l'acquisition d'un véhicule de type fourgon.**

NOR : DDC1500448AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1332 CM du 17 septembre 2014 établissant pour l'exercice 2014, à titre exceptionnel, une session complémentaire de dépôt et d'instruction de demandes de concours financiers de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Punaauia pour l'exercice 2014 en date du 30 octobre 2014, réceptionné le 31 octobre 2014 ;

Vu la décision de recevabilité n° 870 PR/DDC en date du 5 novembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1967 PR du 1er avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 1er avril 2015 ;

Vu l'avis n° 45-2015 CCBF/APF en date du 14 avril 2015 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 28-2014, intitulée "Subventions aux communes, engins, programmation 2014" ne dispose plus de crédits disponibles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Punaauia pour financer l'acquisition d'un véhicule de type fourgon dont le coût réel est estimé à *trois millions six cent trente mille francs CFP* (3 630 000 F CFP).

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Punaauia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 621 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Papeete pour l'acquisition d'un camion à benne basculante de 2 mètres cubes.**

NOR : DDC1402744AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Papeete pour l'exercice 2014 en date du 28 août 2014, réceptionné le 29 août 2014 ;

Vu la décision de recevabilité n° 626 PR/DDC en date du 10 septembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1887 PR du 30 mars 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 30 mars 2015 ;

Vu l'avis n° 37-2015 CCBF/APF en date du 8 avril 2015 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 28-2014, intitulée "Subventions aux communes, engins, programmation 2014" ne dispose plus de crédits disponibles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Papeete pour financer l'acquisition d'un camion à benne basculante de 2 mètres cubes, dont le coût réel est estimé à *dix millions sept cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (10 790 000 F CFP).

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Papeete et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 622 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Papeete pour l'acquisition d'un camion à benne basculante de 6 mètres cubes.**

NOR : DDC1402743AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Papeete pour l'exercice 2014 en date du 28 août 2014, réceptionné le 29 août 2014 ;

Vu la décision de recevabilité n° 625 PR/DDC en date du 10 septembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1886 PR du 30 mars 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 30 mars 2015 ;

Vu l'avis n° 37-2015 CCBF/APF en date du 8 avril 2015 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 28-2014, intitulée "Subventions aux communes, engins, programmation 2014" ne dispose plus de crédits disponibles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Papeete pour financer l'acquisition d'un camion à benne basculante de 6 mètres cubes dont le coût réel est estimé à *dix-huit millions huit cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (18 890 000 F CFP).

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Papeete et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 623 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Punaauia pour l'acquisition d'un véhicule double cabine à benne basculante.**

NOR : DDC150449AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1332 CM du 17 septembre 2014 établissant pour l'exercice 2014, à titre exceptionnel, une session complémentaire de dépôt et d'instruction de demandes de concours financiers de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Punaauia pour l'exercice 2014 en date du 30 octobre 2014, réceptionné le 31 octobre 2014 ;

Vu la décision de recevabilité n° 871 PR/DDC en date du 5 novembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1968 PR du 1er avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 1er avril 2015 ;

Vu l'avis n° 45-2015 CCBF/APF en date du 14 avril 2015 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 28-2014, intitulée "Subventions aux communes, engins, programmation 2014" ne dispose plus de crédits disponibles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Punaauia pour financer l'acquisition d'un véhicule double cabine à benne basculante dont le coût réel est estimé à *trois millions six cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (3 690 000 F CFP).

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Punaauia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 624 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Punaauia pour l'acquisition d'un chargeur-excavateur.**

NOR : DDC1402746AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1332 CM du 17 septembre 2014 établissant pour l'exercice 2014, à titre exceptionnel, une session complémentaire de dépôt et d'instruction de demandes de concours financiers de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Punaauia pour l'exercice 2014 en date du 30 octobre 2014, réceptionné le 31 octobre 2014 ;

Vu la décision de recevabilité n° 868 PR/DDC en date du 5 novembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1989 PR du 2 avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 2 avril 2015 ;

Vu l'avis n° 45-2015 CCBF/APF en date du 14 avril 2015 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 28-2014, intitulée "Subventions aux communes, engins, programmation 2014" ne dispose plus de crédits disponibles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Punaauia pour financer l'acquisition d'un chargeur-excavateur dont le coût réel est estimé à *douze millions neuf cent deux mille cinq cents francs CFP* (12 902 500 F CFP).

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Punaauia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 625 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Faa'a pour l'acquisition d'une laveuse de 6 000 litres (camion-citerne).**

NOR : DDC1402746AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1332 CM du 17 septembre 2014 établissant pour l'exercice 2014, à titre exceptionnel, une session complémentaire de dépôt et d'instruction de demandes de concours financiers de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1332 CM du 17 septembre 2014 établissant pour l'exercice 2014, à titre exceptionnel, une session complémentaire de dépôt et d'instruction de demandes de concours financiers de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Faa'a pour l'exercice 2014 en date du 16 octobre 2014, réceptionné le 24 octobre 2014 ;

Vu la décision de recevabilité n° 858 PR/DDC en date du 4 novembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1966 PR du 1er avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 1er avril 2015 ;

Vu l'avis n° 43-2015 CCBF/APF en date du 14 avril 2015 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 28.2014, intitulée "Subventions aux communes, engins, programmation 2014" ne dispose plus de crédits disponibles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Faa'a pour financer l'acquisition d'une laveuse de 6 000 litres (camion-citerne) dont le coût réel est estimé à *vingt-trois millions huit cent mille francs CFP* (23 800 000 F CFP).

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Faa'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 626 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Faa'a pour l'acquisition de membranes d'ultrafiltration pour l'unité de traitement de Teapiri.**

NOR : DDC1402749AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1332 CM du 17 septembre 2014 établissant pour l'exercice 2014, à titre exceptionnel, une session complémentaire de dépôt et d'instruction de demandes de concours financiers de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Faa'a pour l'exercice 2014 en date du 21 octobre 2014, réceptionné le 24 octobre 2014 ;

Vu la décision de recevabilité n° 860 PR/DDC en date du 4 novembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1962 PR du 1er avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 1er avril 2015 ;

Vu l'avis n° 43-2015 CCBF/APF en date du 14 avril 2015 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 31-2014, intitulée "Subventions aux communes, engins, programmation 2014" ne dispose plus de crédits disponibles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Faa'a pour financer l'acquisition de membranes d'ultrafiltration pour l'unité de traitement de Teapiri dont le coût réel est estimé à *vingt-huit millions cinq cent vingt-six mille neuf cents francs CFP* (28 526 900 F CFP).

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à la commune de Faa'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.

Edouard FRITCH.

**ARRÊTE n° 627 CM du 22 mai 2015 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'AEP Tiarei et Hitia'a.**

NOR : DDC1402747AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1332 CM du 17 septembre 2014 établissant pour l'exercice 2014, à titre exceptionnel, une session complémentaire de dépôt et d'instruction de demandes de concours financiers de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'exercice 2014 en date du 29 octobre 2014, réceptionné le 31 octobre 2014 ;

Vu la décision de recevabilité n° 937-PR/DDC en date du 7 novembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1963 PR du 1er avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 1er avril 2015 ;

Vu l'avis n° 45-2015 CCBF/APF en date du 14 avril 2015 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que le dossier présenté par le demandeur ne répond pas aux critères d'octroi du concours financier visés à l'article LP. 7 de la loi du pays susvisée ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Hitia'a O Te Ra pour financer l'AEP Tiarei et Hitia'a, dont le coût réel est estimé à un milliard six cent quatre-vingt-dix-huit millions de francs CFP (1 698 000 000 F CFP).

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à la commune de Hitia'a O Te Ra et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.

Edouard FRITCH.

**ARRÊTE n° 628 CM du 22 mai 2015 fixant le régime d'importation de poulets de chair à l'état frais ou réfrigérés et portant ouverture de quotas d'importation pour le second semestre 2015.**

NOR : DAE1500636AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des douanes de Polynésie française ;

Vu la situation de la filière avicole en Polynésie française au second semestre 2015 présentée à la réunion de la filière poulet de chair frais du 26 mars 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Dans le but de favoriser le développement de la filière avicole en Polynésie française, l'importation de volailles de race de chair, entières ou découpées en morceaux, à l'état frais ou réfrigérés, relevant des numéros du tarif douanier 02.07.11.00 et 02.07.13.00, de toutes origines et provenances, est soumise au régime de contingentement.

Art. 2.— Des quotas d'importation semestriels sont réservés aux importateurs distributeurs-grossistes reconnus.

En cas de circonstances exceptionnelles de pénurie de la production locale de volailles à l'état frais dûment attestée par les éleveurs concernés, les importateurs pourront bénéficier d'une autorisation d'importation complémentaire de poulets à l'état frais. La répartition est laissée à l'appréciation de la direction générale des affaires économiques.

Art. 3.— Un quota d'importation global de 59 tonnes est ouvert au titre du second semestre 2015, soit :

- 39 tonnes attribuées directement aux importateurs référencés auprès de la direction générale des affaires économiques ;
- 20 tonnes de marge de flexibilité laissée à l'appréciation de la direction générale des affaires économiques.

L'instauration du régime de contingentement est applicable à compter du 1er juillet 2015.

Art. 4.— Les importations de poulets à l'état frais ou réfrigéré s'effectuent sous couvert d'une licence d'importation délivrée par la direction générale des affaires économiques.

Art. 5. — Les quotas d'importation sont répartis par arrêté du ministre en charge de l'économie.

Art. 6. — Toute infraction au présent arrêté fera l'objet de poursuites, conformément aux dispositions prévues par le code des douanes de la Polynésie française.

Art. 7. — Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, et le ministre du développement des activités du secteur primaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
du tourisme et des transports  
aériens internationaux, de l'industrie,  
du commerce et des entreprises,  
Jean-Christophe BOUISSOU.*

*Le ministre du développement  
des activités du secteur primaire,  
Frédéric RIVETA.*

**ARRETE n° 629 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer les études relatives à l'opération de réhabilitation du lotissement Papatea, commune de Tautira, Taiarapu-Est.**

NOR : OPH1500425AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'Office polynésien de l'habitat n° 201503190843 OPH/DFI/MJ/hp en date du 19 mars 2015 ayant été déclarée complète par accusé de réception n° 944 MLV du 31 mars 2015 ;

Vu la lettre n° 2355 PR du 23 avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 23 avril 2015 ;

Vu l'avis rendu par la commission de contrôle budgétaire et financier n° 59-2015 CCBF/APF du 5 mai 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de *douze millions cinq cent cinquante et un mille trois cent trente-sept francs CFP* (12 551 337 F CFP) en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer les études relatives à l'opération de réhabilitation du lotissement Papatea, commune de Tautira, Taiarapu-Est, dont le coût réel est estimé à *douze millions cinq cent cinquante et un mille trois cent trente-sept francs CFP* (12 551 337 F CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation financière de la Polynésie française s'élèvera à 100 % du coût final de l'opération mais ne pourra excéder le montant plafond de 12 551 337 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 916-04, AP 296-2015, AE 209-2015, article 204.

Art. 4. — Une avance de 30 % peut être versée sur présentation, par le bénéficiaire, d'une lettre de commande ou d'un ordre de service de démarrage des études prévues au marché.

Des acomptes après justification de l'utilisation de l'avance perçue, pourront être versés à la demande du maître d'ouvrage, au fur et à mesure de l'avancement réel des études sur présentation de justificatifs de l'état d'avancement physique et financier (état de mandatements HTVA et TTC visés par l'agent comptable du bénéficiaire et situation d'avancement des études certifiée exacte).

Ces acomptes ne pourront excéder 80 % du montant prévisionnel de la participation financière de la Polynésie française.

Le solde sera versé sur production, par le bénéficiaire, de la justification technique et financière de la réalisation effective des études de l'opération et de la concordance de ses caractéristiques avec celles du dossier technique et financier :

- décision de réception de la production d'études ;
- états de mandatement et bilan de clôture HTVA et TTC visés par l'agent comptable du bénéficiaire.

Art. 5. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

Art. 6. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la

ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

Pour le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières  
et du domaine, absent :  
*Le ministre de la jeunesse  
et des sports,*  
René TEMEHARO.

**ARRETE n° 630 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention forfaitaire de fonctionnement en faveur des directions de l'enseignement privé pour l'exercice 2015.**

NOR : DEE1500332AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu la convention n° 3378 du 24 juillet 2000 modifiée par le 14e avenant, sur les rapports entre la Polynésie française et les enseignements privés catholique et protestant ;

Vu la lettre n° 2514 PR du 30 avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 30 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier n° 66-2015 CCBF/APF du 13 mai 2015 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention forfaitaire de fonctionnement de *trois cent quarante-neuf millions quatre cent mille francs CFP* (349 400 000 F CFP) en faveur des directions de l'enseignement privé catholique et protestant destinée à financer les compléments de rémunération des personnels de direction et de secrétariat des écoles du premier degré, les personnels affectés aux services pédagogiques, d'aide sociale et de psychologie et les personnels des internats et des foyers, comme suit :

- direction de l'enseignement privé catholique pour un montant de *deux cent quatre-vingt-un millions neuf cent mille francs CFP* (281 900 000 FCFP) ;
- direction de l'enseignement privé protestant pour un montant de *soixante-sept millions cinq cent mille francs CFP* (67 500 000 FCFP).

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-02, article 655-12, centre de travail 813-F, exercice 2015.

Art. 3.— En application des articles 11 et 12 de la convention n° 3378 du 24 juillet 2000, le versement de la subvention sera opéré par trimestre soit par fraction de 25 % à chaque direction :

- pour la direction de l'enseignement privé catholique (281 900 000 F CFP), en 4 fractions :
  - 1re fraction, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française pour un montant de *soixante-dix millions quatre cent soixante-quinze mille francs CFP* (70 475 000 F CFP) ;
  - 2e fraction au 30 juin 2015, pour un montant de *soixante-dix millions quatre cent soixante-quinze mille francs CFP* (70 475 000 F CFP) ;
  - 3e fraction au 30 septembre 2015, pour un montant de *soixante-dix millions quatre cent soixante-quinze mille francs CFP* (70 475 000 F CFP) ;
  - 4e et dernière fraction au 30 décembre 2015, pour un montant de *soixante-dix millions quatre cent soixante-quinze mille francs CFP* (70 475 000 FCFP),
- pour la direction de l'enseignement privé protestant (67 500 000 FCFP), en 4 fractions :
  - 1re fraction, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française pour un montant de *seize millions huit cent soixante-quinze mille francs CFP* (16 875 000 F CFP) ;
  - 2e fraction au 30 juin 2015, pour un montant de *seize millions huit cent soixante-quinze mille francs CFP* (16 875 000 F CFP) ;
  - 3e fraction au 30 septembre 2015, pour un montant de *seize millions huit cent soixante-quinze mille francs CFP* (16 875 000 F CFP) ;
  - 4e et dernière fraction au 30 décembre 2015, pour un montant de *seize millions huit cent soixante-quinze mille francs CFP* (16 875 000 F CFP).

Art. 4.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directions de l'enseignement privé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation  
et de l'enseignement supérieur,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

**CONVENTION SUR LES RAPPORTS  
ENTRE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET LES ENSEIGNEMENTS PRIVES  
CATHOLIQUE ET PROTESTANT**

**ANNEXE 10B**

\*\*\*\*\*

- Etat des charges supportées par l'Enseignement Protestant acceptées par la Polynésie française déterminant la contribution financière forfaitaire.
- Compléments de rémunération des personnels de direction et de secrétariat des écoles du 1<sup>er</sup> degré.
- Personnels affectés aux services pédagogiques, d'aide sociale et de psychologie.
- Personnels des internats et des foyers.

Total général :        **67 500 000 francs**

**CONVENTION SUR LES RAPPORTS  
ENTRE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET LES ENSEIGNEMENTS PRIVES  
CATHOLIQUE ET PROTESTANT**

**ANNEXE 10A**

\*\*\*\*\*

- Etat des charges supportées par l'Enseignement Catholique acceptées par la Polynésie française déterminant la contribution financière forfaitaire.
- Compléments de rémunération des personnels de direction et de secrétariat des écoles du 1<sup>er</sup> degré.
- Personnels affectés aux services pédagogiques, d'aide sociale et de psychologie.
- Personnels des internats et des foyers.

Total général :        **281 900 000 francs**

**14<sup>ème</sup> AVENANT N° / MEE du**  
(NOR : DEE1500332CO)

à la convention n° 003378 du 24 juillet 2000 sur les rapports  
entre la Polynésie française et les Enseignements Privés  
Catholique et Protestant.

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- Vu l'arrêté n° 677/PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du Vice-Président du gouvernement de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 8701/VP du 22 septembre 2014 modifié, portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;
- Vu la convention n° 003378 du 24 juillet 2000 sur les rapports entre la Polynésie française et les Enseignements Privés Catholique et Protestant ;

**ENTRE :**

La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur  
Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

**d'une part,**

**ET :**

L'Enseignement Catholique représenté par :

- Monseigneur Pascal CHANG SOI, Administrateur Apostolique de l'archidiocèse de Papeete, Président du Conseil d'Administration de la Mission Catholique (CAMICA) et représentant le Conseil d'Administration de la Mission Catholique des Iles Marquises (CAMCIM),
- Monsieur Jimmy WONG, Président du Comité Interdiocésain de l'Enseignement Catholique de Polynésie française (CO.DI.E.C.),

L'Enseignement Protestant représenté par :

- Monsieur le Pasteur Taaroanui MARAEA, Président du Conseil d'Administration des biens de l'Eglise Protestante Maohi,
- Monsieur Philippe NEUFFER, Président du Conseil d'Administration de l'Enseignement Protestant de Polynésie française,

**d'autre part,**

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1er.** - A l'article 14 de la convention n° 003378 du 24 juillet 2000 sur les rapports entre la Polynésie française et les Enseignements Privés Catholique et Protestant, les annexes 10a et 10b sur la contribution financière forfaitaire de la Polynésie française remplacent les annexes 9a et 9b.

Ces annexes prennent effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Fait à Papeete, le

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
 Administrateur Apostolique de  
 l'archidiocèse de Papeete,  
 Président du Conseil d'Administration  
 de la Mission Catholique  
 et représentant le Conseil d'Administration  
 de la Mission Catholique des Iles  
 Marquises,

Pascal CHANG SOI

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
 Le Président du Comité Interdiocésain  
 de l'Enseignement Catholique  
 de Polynésie française,

Jimmy WONG

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
 Le Président du Conseil d'Administration  
 des Biens de l'Eglise Protestante Maohi,

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
 Le Président du Conseil d'Administration  
 de l'Enseignement Protestant  
 de Polynésie française,

Taaroanui MARAEA

Philippe NEUFFER

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Pour la Polynésie française  
 Le Ministre  
 de l'éducation  
 et de l'enseignement supérieur

Nicole SANQUER-FAREATA

**ARRETE n° 631 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Union du sport scolaire polynésien (USSP) pour le financement de son activité générale pour l'année 2015 et du déplacement au Brésil pour le championnat du monde scolaire ISF de beach-volley.**

NOR : DEE1500467AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Union du sport scolaire polynésien pour l'exercice 2015 en date du 27 mars 2015 ;

Vu la lettre n° 2544 PR du 4 mai 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 4 mai 2015 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier n° 67-2015 CCBF/APF du 13 mai 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *dix-huit millions trois cent*

*vingt-cinq mille francs CFP* (18 325 000 F CFP) en faveur de l'association Union du sport scolaire polynésien (USSP) répartie de la manière suivante :

- 15 525 000 F CFP pour le financement de son activité générale pour l'année 2015 ;
- 2 800 000 F CFP pour le financement du déplacement au Brésil d'une délégation sportive au championnat du monde scolaire ISF (International School Federation) de beach-volley.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-02, article 6574, centre de travail 813-F, exercice 2015.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *neuf millions cent soixante-deux mille cinq cents francs CFP* (9 162 500 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *neuf millions cent soixante-deux mille cinq cents francs CFP* (9 162 500 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de l'utilisation de la première fraction.

Art. 4.— L'USSP s'engage à produire avant le 31 décembre 2015, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention de fonctionnement aurait reçu une destination autre que celle prévue à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'USSP dans le cadre du financement de son activité générale au titre de l'année 2015 et du déplacement au Brésil pour le championnat du monde scolaire ISF de beach-volley.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'USSP et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation  
et de l'enseignement supérieur,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

**CONVENTION N° /MEE du**

**relative aux objectifs et obligations de l'association Union du Sport Scolaire Polynésien (U.S.S.P.) dans le cadre du financement de son activité générale au titre de l'année 2015 et du déplacement au Brésil pour le championnat du monde scolaire ISF de beach-volley.**

**Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;**

**Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;**

**Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;**

**Vu l'arrêté n° 677/PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du Vice-Président du gouvernement de la Polynésie française ;**

**Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;**

**Vu l'arrêté n° 691/CM du 17 mai 2010 modifié, portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;**

**Vu l'arrêté n° 895/CM du 12 juin 2014 portant création, organisation et fonctionnement de la Direction Générale de l'Éducation et des Enseignements (DGEE) ;**

**Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Union du Sport Scolaire Polynésien pour l'exercice 2015 en date du 27 mars 2015 ;**

**Vu l'arrêté n° 0631 /CM du 22 MAI 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Union du Sport Scolaire Polynésien (U.S.S.P.) pour le financement de son activité générale pour l'année 2015 et du déplacement au Brésil pour le championnat du monde scolaire ISF de beach-volley ;**

**ENTRE :**

**La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur Madame Nicole SANQUER-FAREATA, pour le compte de la Direction Générale de l'Éducation et des Enseignements, ci-après dénommée DGEE, BP 20673 – 98713 PAPEETE, Rue Tuterai Tane PIRAE, Tél. 40 46 29.00 – Fax: 40 42 40 39, email : [courrier@education.pf](mailto:courrier@education.pf),**

**ET :**

**L'association Union du Sport Scolaire Polynésien, BP 51141 – 98716 PIRAE, Tél/Fax: 40 43 28 97, ci-après dénommée l'U.S.S.P., représentée par son président Monsieur Manuel SILVEIRA,**

**d'une part,****d'autre part,**

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

*L'U.S.S.P. a pour objet, de fédérer les Associations sportives des établissements d'enseignement du second degré publiques ou privées de Polynésie française, en prolongement des objectifs généraux de l'éducation physique et sportive dispensée pendant les heures de scolarité.*

*La pratique du sport scolaire ayant lieu principalement les mercredis après-midi, l'U.S.S.P. a pour mission d'assurer et de favoriser l'organisation des rencontres sportives (championnat de districts, inter districts, inter archipels et internationale) permettant la participation la plus massive et la plus durable de ses licenciés, à leur meilleur niveau respectif, tout au long de l'année scolaire.*

*Elle met en place des formations à la vie associative promouvant l'engagement des élèves au travers de responsabilités diverses telles que l'accompagnement, le secrétariat, l'arbitrage, l'organisation des rencontres ; assure la promotion des activités et des épreuves sportives ouvertes aux établissements d'enseignements du second degré publics ou privés.*

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :****Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association Union du Sport Scolaire Polynésien (U.S.S.P.) résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention de fonctionnement dans le cadre du financement de son activité générale au titre de l'année 2015 et du déplacement au Brésil d'une délégation sportive au championnat du monde scolaire ISF (International School Federation) de beach-volley.

**Article 2. - Les objectifs à atteindre**

Les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association au titre de son activité générale pour l'exercice 2015 et du déplacement au Brésil sont :

- fédérer les associations sportives des établissements d'enseignement du second degré publiques ou privées de Polynésie française ;
- contribuer, organiser et développer pour le plus grand nombre à l'apprentissage et à la pratique des APS et celui de la vie associative ; en prolongement des objectifs généraux de l'éducation physique et sportive dispensée pendant les heures de scolarité ;
- assurer et favoriser l'organisation de rencontres sportives permettant la participation la plus massive et la plus durable de ses licenciés, à leur meilleur niveau respectif, tout au long de l'année scolaire ;
- assurer par tous les moyens à sa disposition, la promotion des activités et des épreuves sportives ouvertes aux établissements d'enseignements du second degré publics ou privés ;
- assurer les relations nécessaires avec le sport civil dans le but d'établir une cohérence faite de continuité et de complémentarité entre la pratique du sport scolaire et celle du sport civil, dans le respect des objectifs assignés à chacun ;
- prise en charge du déplacement au Brésil de la délégation sportive au championnat du monde scolaire ISF (International School Federation) de beach-volley, des frais d'hébergement et annexes.

**Article 3. - Montant et modalités d'attribution**

La subvention de fonctionnement prévue s'élève à dix huit millions trois cent vingt cinq mille francs pacifique (18 325 000 FCFP) répartie de la manière suivante :

- 15 525 000 F CFP pour le financement de son activité générale pour l'année 2015,
- 2 800 000 F CFP pour le financement du déplacement au Brésil d'une délégation sportive au championnat du monde scolaire ISF (International School Federation) de beach-volley.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50%, soit neuf millions cent soixante deux mille cinq cents francs pacifique (9 162 500 FCFP) à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50%, soit neuf millions cent soixante deux mille cinq cents francs pacifique (9 162 500 FCFP) sur présentation des pièces justificatives.

**Article 4. - Obligations du bénéficiaire de la subvention**

En contrepartie de la participation financière du Pays, l'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et à faire référence de l'aide financière du ministère chargé de l'éducation à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registre, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution assimilable à une subvention, c'est-à-dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- fournir toutes pièces justifiant de l'utilisation de l'aide financière visée à l'article 3 ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informée le ministre chargé de l'éducation, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au ministre chargé de l'éducation, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc...)

**Article 5. - Modalités de paiement**

Le paiement est effectué sur le compte de :

- Domiciliation : Banque de TAHITI
- Intitulé du compte : Union de Sport Scolaire Polynésien
- Code Etablissement : 12239
- Code guichet : 00007
- N° Compte : 84191302000
- Clé RIB : 28

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

**Article 6. - Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Centre de travail : 813-F
- Exercice : 2015
- Sous-Chapitre : 96902
- Article : 6574

**Article 7. - Election de domicile**

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile en leur résidence administrative respective.

**Article 8. - Litige**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Papeete mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.).

**Article 9. - Durée de la convention, enregistrement, nombre d'exemplaires**

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Elle est établie, au jour de la signature, en 4 exemplaires originaux (1 MEE, 2 DGEE, 1 U.S.S.P.).

Elle n'est valable que pour l'année 2015.

Fait à Papeete, le

Fait à

, le

Fait à

, le

Le Président de l'U.S.S.P.

Pour la Polynésie française  
Le Ministre  
de l'éducation  
et de l'enseignement supérieur

Manuel SILVEIRA

Nicole SANQUER-FAREATA

Visa CDE :

<sup>1</sup> Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

**ARRETE n° 632 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Confédération du sport scolaire et universitaire de Polynésie (CSSU) pour le financement d'une action intitulée "XXVe édition des championnats de Polynésie de cross scolaire" pour l'année 2015.**

NOR : DEE1500429AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 3 mars 2015 de la Confédération du sport scolaire et universitaire de Polynésie (CSSU) pour l'exercice 2015 ;

Vu la lettre n° 2545 PR du 4 mai 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 4 mai 2015 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier n° 68-2015 CCBF/APF du 13 mai 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un *million cinq cent cinquante-six francs CFP* (1 000 556 F CFP) en faveur de la Confédération du sport scolaire et universitaire de Polynésie (CSSU) dans le cadre du financement d'une action intitulée "XXVe édition des championnats de Polynésie de cross scolaire" pour l'année 2015.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-05, article 6574, centre de travail 813-F, exercice 2015.

Art. 3.— Le versement de la subvention sur le compte de la Confédération du sport scolaire et universitaire de Polynésie (CSSU) s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *cinq cent mille deux cent soixante-dix-huit francs CFP* (500 278 F CFP), à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;

- le solde de 50 %, soit *cinq cent mille deux cent soixante-dix-huit francs CFP* (500 278 F CFP), sur présentation des pièces justificatives des dépenses de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— La Confédération du sport scolaire et universitaire de Polynésie (CSSU) s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation totale de cette subvention dans le cadre du projet présenté et ce dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention de fonctionnement aurait reçu une destination autre que celle prévue à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de celle-ci.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Confédération du sport scolaire et universitaire de Polynésie (CSSU) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation  
et de l'enseignement supérieur,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

**ARRETE n° 633 CM du 22 mai 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires pour la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaurumai dit "3 cascades", sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra.**

NOR : DEQ1500450AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions divers relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1440 CM du 21 septembre 2011 portant déclaration d'utilité publique la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaaaurumai dit "3 cascades" sis à Tiarei dans la commune de Hitia'a O Te Ra et de cessibilité des parcelles de terres nécessaires à cette opération ;

Vu l'ordonnance d'expropriation n° 1 du 18 janvier 2012 rectifiée par ordonnance n° 54 du 11 septembre 2012 par lesquelles ont été déclarées expropriées pour cause d'utilité publique au profit de la Polynésie française les parcelles de terre nécessaires à la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaaaurumai dit "3 cascades" sis à Tiarei dans la commune de Hitia'a O Te Ra ;

Vu les certificats de non-pourvoi en cassation n° 42 du 25 juillet 2012 et n° 79 du 16 octobre 2012 contre les ordonnances d'expropriation, délivrés par le greffier, secrétaire de la juridiction d'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu les jugements n° 43-4, 44-5, 47-8, 48-9, 49-10, 50-11 et 51-12 du 16 septembre 2014 ;

Vu le certificat de non-appel contre les jugements ci-dessus référencés, délivré le 4 février 2015 par le greffier, secrétaire de la juridiction de l'expropriation près le tribunal de première instance de Papeete ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires pour la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaaaurumai dit "3 cascades", sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra, conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan Cadastre Nom de la terre Superficie expropriée	Propriétaires	Indemnités fixées par le juge de l'expropriation			Indemnités à consigner en FCFP
		Jugements du 16/09/14	Nature de l'indemnité	Montants en FCFP	
Plan n° 1 AZ 1 FAREVI 21 980 m <sup>2</sup>	Ayants droit de Teroro a Maiiriti a PUAO	43-4	Principale :  Remploi :	31 544 000 4 731 600	36 275 600
Plan n° 2 AZ 2 FARERAUAIA 41 732 m <sup>2</sup>	Ayants droit de Rai a Tehitimaue a FAUA et ayants droit de Moemoe a Tehitimaue a FAUA	44-5	Principale :  Remploi :	41 732 000 6 259 800	47 991 800
Plan n° 5 AZ 5 VAIPOHE RAHI 18 331 m <sup>2</sup>	Ayants droit de Faua a Pihaniu a FAUA	47-8	Principale :  Remploi :	18 331 000 2 749 650	21 080 650
Plan n° 6 AZ 6 VAIPOHE ITI 26 058 m <sup>2</sup>	Ayants droit de Teriifatau a Horoi a FAUA	48-9	Principale :  Remploi :	26 058 000 3 908 700	29 966 700
Plan n° 7 AZ 7 TEAHOROHORO 10 548 m <sup>2</sup>	Ayants droit de Hapaitoa a Faatiraha a UU	49-10	Principale :  Remploi :	10 548 000 1 582 200	12 130 200
Plan n° 8 AZ 8 TEPUE 23 762 m <sup>2</sup>	Ayants droit de Haumani a Maihia a FAUA	50-11	Principale :  Remploi :	23 762 000 3 564 300	27 326 300
Plan n° 9 AZ 9 VAIMAHUTA 12 597 m <sup>2</sup>	Ayants droit de Toimata TEMARII FATEATA	51-12	Principale :  Remploi :	12 597 000 1 889 550	14 486 550
Total:					189 257 800

Art. 2.— La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au chapitre 904-01, AP 327-2014, AE 497-2014, article 211.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 634 CM du 22 mai 2015 ordonnant le lancement de la procédure de révision du plan général d'aménagement de la commune de Papara.**

NOR : SAU150074BAC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 578 CM du 23 avril 2010 publié au JOPF n° 15 NS du 30 avril 2010 approuvant la 3e révision du plan général d'aménagement de la commune de Papara ;

Vu la délibération n° 2014-46 du 14 août 2014 de la commune de Papara approuvant le lancement des études pour la révision du PGA de la commune de Papara ;

Vu la lettre du maire de Papara n° 2014-1359-URBA/vU du 21 octobre 2014 précisant les membres de la commission locale d'aménagement de la commune de Papara ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est ordonné le lancement des études relatives à la révision du plan général d'aménagement de la commune de Papara.

Art. 2.— L'étude et l'établissement du plan général d'aménagement sont confiés au service de l'urbanisme.

Art. 3.— Il est créé une commission locale d'aménagement (CLA) de la commune de Papara qui fonctionnera jusqu'à l'approbation du plan général d'aménagement. Elle est chargée d'assurer la concertation entre la population, les différents acteurs socio-économiques de la collectivité, les services techniques intéressés et le chargé d'études, de fixer les orientations du plan, de suivre les différentes étapes de l'étude et de l'établissement du plan général d'aménagement, de faire toutes propositions sur les projets d'aménagement qui lui sont soumis et d'arrêter le projet qui doit être conforme au schéma d'aménagement ou aux options d'intérêt territorial s'ils existent.

Art. 4.— La composition de la commission locale d'aménagement présidée par le maire de la commune est ainsi fixée :

- le maire de la commune de Papara ou son représentant ;
- les représentants désignés par le Président de la Polynésie française sur proposition de la commune de Papara ;
- le chef de la subdivision administrative des îles du Vent ou son représentant ;
- le chargé de projet du service de l'urbanisme ;
- les chefs de service ou directeurs suivants (ou leur représentant) :
  - le directeur des affaires foncières ;
  - le chef du service de l'urbanisme ;
  - le chef du service du développement rural ;
  - le directeur des ressources marines et minières ;
  - le directeur des transports terrestres ;
  - le directeur de la jeunesse et des sports ;
  - le chef du Centre de l'hygiène et de la salubrité publique ;
  - le directeur de l'équipement ;
  - le directeur de l'environnement ;
  - le chef du service de la culture ;
- les directeurs des organismes privés EDT et OPT ;
- les responsables d'associations représentatives de la commune de Papara.

La commission peut en outre faire appel à tout service du pays, organisme ou personnalité qui sera jugé utile pour la bonne marche des travaux.

Art. 5.— Les modalités d'établissement et d'approbation du plan général d'aménagement de la commune sont celles qui sont définies par le livre Ier, titre Ier, du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de la commune et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 635 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'établissement Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour l'organisation des expositions et des événements dans le cadre de son activité générale pour 2015.**

NOR : SCP1500492AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 16 mars 2015 formulée par la directrice du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour l'exercice 2015 ;

Vu la lettre n° 2469 PR du 29 avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française, déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 29 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française n° 60-2015 CCBF/APF du 5 mai 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *treize millions cent cinquante mille francs CFP* (13 150 000 F CFP) en faveur du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour financer l'organisation des expositions et des événements dans le cadre de son activité générale pour 2015.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96802, article 6573, centre de travail 750-F.

Art. 3.— Le versement du montant total de l'aide financière sera versé sur le compte du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit *six millions cinq cent soixante-quinze mille francs CFP* (6 575 000 F CFP), à compter de la signature de la convention par les parties ;
- un acompte de 30 %, soit *trois millions neuf cent quarante-cinq mille francs CFP* (3 945 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance ;
- le solde de 20 %, soit *deux millions six cent trente mille francs CFP* (2 630 000 F CFP), sur présentation d'un relevé de mandats visé par la trésorerie des établissements publics pour la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du projet présenté.

Art. 4.— Le Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha s'engage à produire, auprès du service de la culture et du patrimoine, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du versement du solde de 20 %, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de présentation de justificatifs ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie des sommes perçues.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée, une convention définit les obligations du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha et les objectifs à atteindre au moyen du financement obtenu.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, et le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement,*  
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

## CONVENTION N° / MCE / SCP du

Définissant les obligations du Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention accordée par la Polynésie française pour le financement de l'organisation des expositions et des événements, dans le cadre de son activité générale pour l'année 2015

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté 212/PR du 25 mars 2015, relatif aux attributions du Ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;
- Vu la délibération n° 2014-125 APF du 05 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;
- Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 691/CM du 17 mai 2010 modifié, portant application de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 16 mars 2015, formulée par la Directrice du Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha pour l'exercice 2015 ;
- Vu l'arrêté **0635** CM du **22 MAI 2015** approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'établissement « Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha » pour l'organisation des expositions et des événements dans le cadre de son activité générale au titre de l'année 2015 ;

### ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte du Service de la Culture et du patrimoine (SCP), représentée par le Ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement, Monsieur Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU,

d'une part,

### ET :

Le Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha, établissement public créé par délibération n° 80-112 du 08 septembre 1980 de la commission permanente de l'Assemblée Territoriale de la Polynésie française, modifiée par délibération n° 2000-137 APF du 09 novembre 2000. L'arrêté n° 1168/CM du 15 décembre 2005 consacrera la dénomination « Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha » représenté par sa Directrice Madame Théano JAILLET,

d'autre part,

## **IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les obligations du Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention de fonctionnement accordée par la Polynésie française pour le financement de l'organisation des expositions et des événements, dans le cadre de son activité générale pour l'année 2015.

Dans la limite des crédits disponibles et dans les conditions définies par la présente convention, la Polynésie française consent au Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha, qui l'accepte sans réserve ni restriction, l'octroi d'une subvention de fonctionnement d'un montant de treize millions cent cinquante mille francs (13 150 000 F CFP).

### **Article 2. - Obligations du bénéficiaire de la subvention**

A l'exclusion de toutes autres dépenses, le Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha est tenue d'affecter la subvention octroyée à la couverture intégrale ou partielle des dépenses liées à la mise en œuvre de son programme d'actions 2015, tel que définit dans sa lettre de demande de subvention en date du 16 mars 2015.

### **Article 3. - Objectifs à atteindre**

Le Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha s'engage à œuvrer dans le respect de ses obligations statutaires pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée pour l'année 2015, dans le cadre du projet présenté et concernant notamment la réalisation des manifestations suivantes :

- Organisation des expositions et événements pour 2015

### **Article 4. - Modalités de paiement**

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

### **Article 5. - Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2014
- Sous-Chapitre : 96802
- Article : 6573

### **Article 6. - Modalités de versement de la subvention**

Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha selon les modalités suivantes ;

- Un premier versement de 50 %, soit six millions cinq cent soixante quinze mille francs (6 575 000 F CFP), à compter de la signature de la présente convention par les parties ;
- un acompte de 30 %, soit trois millions neuf cent quarante cinq mille francs (3 945 000 F CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance ;
- le solde de 20%, soit deux millions six cent trente mille francs (2 630 000 F CFP) sur présentation d'un relevé de mandats visé par la Trésorerie des établissements publics pour la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du projet présenté.

Le Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha s'engage à produire auprès du Service de la Culture et du patrimoine, dans un délai de 6 mois à compter de la date du versement du solde de 20%, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

#### Article 7. - Election de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

**Ministère  
de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement**

B.P. 2551, 98713 Papeete – TAHITI

Bâtiment Immeuble CGPM – Rue du Général de Gaule - Papeete

Tél. : (689) 40 54 87 80 - Fax. : (689) 40 42 99 03

Email : [secretariat@culture.min.gov.pf](mailto:secretariat@culture.min.gov.pf)

Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha

BP 380 354 – 98713 Tamanu - PUNAAUIA

Tél. (689) 54 84 35 – Fax (689) 58 43 00

Email : [secretdirect@museetahiti.pf](mailto:secretdirect@museetahiti.pf)

#### Article 8. - Clause pénale

A défaut de présentation des justificatifs ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, il sera établi à l'encontre de Musée de Tahiti et des îles – Te Fare Manaha un ordre de recette pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

#### Article 9. - Litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'application de la présente convention et après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.), les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Papeete.

#### Article 10. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires

La présente convention est établie, au jour de la signature, pour une période de un an, en trois (3) exemplaires originaux.

Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ . Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

La directrice  
du Musée de Tahiti et des îles  
Te Fare Manaha

Le Ministre  
de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement

Théano JAILLET

Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU

**ARRETE n° 636 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'établissement Conservatoire artistique de la Polynésie française - Fare Upa Rau pour l'organisation des événements culturels dans le cadre de son activité générale pour 2015.**

NOR : SCP1500566AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement n° 36 CAPF/DIR en date du 12 mars 2015 formulée par le directeur du Conservatoire artistique de la Polynésie française - Fare Upa Rau pour l'exercice 2015 ;

Vu la lettre n° 2470 PR du 29 avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française, déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 29 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française n° 61-2015 CCBS-APF du 5 mai 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *neuf millions de francs CFP* (9 000 000 F CFP) en faveur du Conservatoire artistique de la Polynésie française - Fare Upa Rau pour financer l'organisation des événements culturels dans le cadre de son activité générale pour 2015.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96801, article 6573, centre de travail 750-F.

Art. 3.— Le versement du montant total de l'aide financière sera versé sur le compte du Conservatoire artistique de la Polynésie française - Fare Upa Rau selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit *quatre millions cinq cent mille francs CFP* (4 500 000 F CFP), à compter de la signature de la convention par les parties ;
- un acompte de 30 %, soit *deux millions sept cent mille francs CFP* (2 700 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance ;
- le solde de 20 %, soit *un million huit cent mille francs CFP* (1 800 000 F CFP), sur présentation d'un relevé de mandats visé par la trésorerie des établissements publics pour la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du projet présenté.

Art. 4.— Le Conservatoire artistique de la Polynésie française - Fare Upa Rau s'engage à produire, auprès du service de la culture et du patrimoine, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du versement du solde de 20 %, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de présentation de justificatifs ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée, une convention définit les obligations du Conservatoire artistique de la Polynésie française - Fare Upa Rau et les objectifs à atteindre au moyen du financement obtenu.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, et le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Conservatoire artistique de la Polynésie française - Fare Upa Rau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement,*  
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

## CONVENTION N° / MCE / SCP du

Définissant les obligations du Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention accordée par la Polynésie française pour le financement de l'organisation des événements culturels dans le cadre de son activité générale pour l'année 2015

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté 212/PR du 25 mars 2015, relatif aux attributions du Ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;
- Vu la délibération n° 2014-125 APF du 05 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;
- Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 691/CM du 17 mai 2010 modifié, portant application de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la demande de subvention de fonctionnement n° 36/CAPF/DIREN date du 12 mars 2015, formulée par le Directeur du Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau pour l'exercice 2015 ;
- Vu l'arrêté n° **0636** CM du **22 MAI 2015** approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'établissement « Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau » pour l'organisation des événements culturels dans le cadre de son activité générale au titre de l'année 2015 ;

### ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte du Service de la Culture et du patrimoine (SCP), représentée par le Ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement, Monsieur Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU,

d'une part,

### ET :

Le Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau, établissement public créé par délibération n° 89-102 AT du 20 juillet 1989 de la commission permanente de l'Assemblée Territoriale de la Polynésie française, modifiée par Arrêté n° 1827 CM du 11 décembre 2013, représenté par son Directeur Monsieur Fabien DINARD,

d'autre part,

## **IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**

### **Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les obligations du Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention de fonctionnement accordée par la Polynésie française pour le financement de l'organisation des événements culturels, dans le cadre de son activité générale pour l'année 2015.

Dans la limite des crédits disponibles et dans les conditions définies par la présente convention, la Polynésie française consent au Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau, qui l'accepte sans réserve ni restriction, l'octroi d'une subvention de fonctionnement d'un montant de neuf millions de francs (9 000 000 F CFP).

### **Article 2. - Obligations du bénéficiaire de la subvention**

A l'exclusion de toutes autres dépenses, le Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau est tenu d'affecter la subvention octroyée à la couverture intégrale ou partielle des dépenses liées à la mise en œuvre de son programme d'actions 2015, tel que définit dans sa lettre de demande de subvention en date du 12 mars 2015.

### **Article 3. - Objectifs à atteindre**

Le Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau s'engage à œuvrer dans le respect de ses obligations statutaires pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée pour l'année 2015, dans le cadre des projets présentés et concernant notamment la réalisation des manifestations suivantes :

- Spectacle vivant « Te Aroha Mamaia » au Marae ARAHURAHU de Paea ;
- Festival de « Ta'iri Pa'umotu ».

### **Article 4. - Modalités de paiement**

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

### **Article 5. - Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2015
- Sous-Chapitre : 96801
- Article : 6573

### **Article 6. - Modalités de versement de la subvention**

Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte du Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau, selon les modalités suivantes :

- Un premier versement de 50 %, soit quatre millions cinq cent mille francs (4 500 000 F CFP), à compter de la signature de la présente convention par les parties ;
- un acompte de 30 %, soit deux millions sept cent mille francs (2 700 000 F CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance ;
- le solde de 20%, soit un million huit cent mille francs (1 800 000 F CFP) sur présentation d'un relevé de mandats visé par la Trésorerie des établissements publics pour la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du projet présenté.

Le Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau s'engage à produire auprès du Service de la Culture et du patrimoine, dans un délai de 6 mois à compter de la date du versement du solde de 20%, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

#### **Article 7. - Election de domicile**

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

**Ministère  
de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement**

B.P. 2551, 98713 Papeete – TAHITI

Bâtiment Immeuble CGPM – Rue du Général de Gaule - Papeete

Tél. : (689) 40 54 87 80 - Fax. : (689) 40 42 99 03

Email : [secretariat@culture.min.gov.pf](mailto:secretariat@culture.min.gov.pf)

**Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau**

BP 463 – 98713 Chemin vicinal de Tipaerui - Papeete

Tél. (689) 40 50 14 14 – Fax (689) 40 43 71 29

Email : [directeur@conservatoire.pf](mailto:directeur@conservatoire.pf)

#### **Article 8. - Clause pénale**

A défaut de présentation des justificatifs ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, il sera établi à l'encontre du Conservatoire Artistique de la Polynésie française – Fare Upa Rau un ordre de recette pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

#### **Article 9. - Litiges**

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'application de la présente convention et après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.), les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Papeete.

#### **Article 10. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires**

La présente convention est établie, au jour de la signature, pour une période de un an, en trois (3) exemplaires originaux.

Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
Le directeur  
du Conservatoire Artistique de la Polynésie  
française – Fare Upa Rau

**Fabien DINARD**

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
Le Ministre  
de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement

**Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU**

**ARRETE n° 637 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture pour l'organisation de divers événements culturels dans le cadre de son activité générale de l'année 2015.**

NOR : SCP1500539AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement CPTA/MT/n° 411-2015 TFTN en date du 1er avril 2015 formulée par le directeur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture pour l'exercice 2015 ;

Vu la lettre n° 2471 PR du 29 avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 29 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française n° 62-2015 CCBF/APF du 5 mai 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *soixante-dix-sept millions de francs CFP* (77 000 000 F CFP) en faveur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture pour financer l'organisation de divers événements culturels dans le cadre de son activité générale de l'année 2015.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96801, article 6573, centre de travail 750-F.

Art. 3.— La subvention sera versée sur le compte de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit *trente-huit millions cinq cent mille francs CFP* (38 500 000 F CFP), à compter de la signature de la convention par les parties ;
- un acompte de 30 %, soit *vingt-trois millions cent mille francs CFP* (23 100 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance ;
- le solde de 20 %, soit *quinze millions quatre cent mille francs CFP* (15 400 000 F CFP), sur présentation d'un relevé de mandats visé par la trésorerie des établissements publics pour la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du projet présenté.

Art. 4.— L'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture s'engage à produire, auprès du service de la culture et du patrimoine, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du versement du solde de 20 %, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de présentation des justificatifs ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée, une convention définit les obligations de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture et les objectifs à atteindre au moyen du financement obtenu.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, et le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement,*  
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

**CONVENTION N°****/ MCE / SCP du**

Définissant les obligations de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la culture et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention accordée par la Polynésie française pour le financement de divers événements culturels dans le cadre de son activité générale de l'année 2015.

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté 212/PR du 25 mars 2015, relatif aux attributions du Ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;
- Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la délibération n° 2014-125 APF du 4 décembre 2013 modifiée, approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2014 ;
- Vu l'arrêté n° 691/CM du 17 mai 2010 modifié, portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la demande de subvention de fonctionnement CPTA/MT/n° 411/2015/TFTN en date du 1<sup>er</sup> avril 2015, formulée par le Directeur par intérim de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture pour l'exercice 2015 ;
- Vu l'arrêté n° 535/CM du 06 mai 2015 portant nomination de Mme Hinatea AHNNE en qualité de directrice par intérim de l'établissement public « Te Fare Tauhiti Nui – maison de la culture » ;
- Vu l'arrêté n° **0637** /CM du **22 MAI 2015** approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture dans le cadre de son activité générale au titre de l'année 2015 ;

**ENTRE :**

La Polynésie française, pour le compte du Service de la Culture et du patrimoine, représentée par le Ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement, Monsieur Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU ,

**d'une part,****ET :**

L'établissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture, créé par la délibération de la commission permanente de l'Assemblée Territoriale de la Polynésie française n° 80-126 du 23 septembre 1980 modifiée, représenté par sa Directrice par intérim , Madame Hinatea AHNNE.

**d'autre part,**

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :****Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les obligations de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention de fonctionnement accordée par la Polynésie française pour le financement de divers événements culturels, dans le cadre de son activité générale de l'année 2015.

Dans la limite des crédits disponibles et dans les conditions définies par la présente convention, la Polynésie française consent à l'établissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture, qui l'accepte sans réserve ni restriction, l'octroi d'une subvention de fonctionnement d'un montant de soixante dix sept millions de francs (77 000 000 F CFP).

**Article 2. - Obligations du bénéficiaire de la subvention**

A l'exclusion de toutes autres dépenses, l'établissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture est tenu d'affecter la subvention octroyée à la couverture intégrale ou partielle des dépenses liées à la mise en œuvre de son programme d'événements culturels 2015, tel que définit dans sa lettre de demande de subvention en date du 1<sup>er</sup> avril 2015.

**Article 3. - Objectifs à atteindre**

L'établissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture s'engage à œuvrer dans le respect de ses obligations statutaires pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé pour l'année 2015, en vue de la réalisation des manifestations suivantes :

- Tahiti Festival International du Ukulele ;
- Heiva i Tahiti ;
- Tahiti Photo Festival ;
- Hura Tapairu.

**Article 4. - Modalités de paiement**

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

**Article 5. - Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- |                                    |         |
|------------------------------------|---------|
| - Budget de la Polynésie française | : 100   |
| - Exercice                         | : 2015  |
| - Sous-Chapitre                    | : 96801 |
| - Article                          | : 6573  |

**Article 6. - Modalités de versement de la subvention**

Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture, selon les modalités suivantes ;

- un premier versement de 50 %, soit trente huit millions cinq cent mille francs (38 500 000 F CFP), à compter de la signature de la convention par les parties ;
- un acompte de 30 %, soit vingt trois millions cent mille francs (23 100 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance ;
- le solde de 20 %, soit quinze millions quatre cent mille francs (15 400 000 F CFP) sur présentation d'un relevé de mandats, visé par la Trésorerie des établissements publics pour la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du projet présenté.

L'établissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture s'engage à produire, auprès du Service de la Culture et du patrimoine, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du versement du solde de 20 %, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

**Article 7. - Election de domicile**

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

**Ministère  
de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement**  
B.P. 2551, 98713 Papeete – TAHITI  
Bâtiment Immeuble CGPM – Rue du Général de Gaule - Papeete  
Tél. : (689) 40 54 87 80 - Fax. : (689) 40 42 99 03  
Email : [secretariat@culture.min.gov.pf](mailto:secretariat@culture.min.gov.pf)

**Etablissement Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture**

BP 3625 – 98713 Papeete - TAHITI  
646 Boulevard POMARE – 98713 PAPEETE,  
Tél. (689) 40 544 544– Fax (689) 40 428 569  
Email : [tauhiti@maisondelaculture.pf](mailto:tauhiti@maisondelaculture.pf)

**Article 9. - Litiges**

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'application de la présente convention et après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.), les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Papeete.

**Article 10. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires**

La présente convention est établie, au jour de la signature, pour une période de un an, en trois (3) exemplaires originaux.

Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_. Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_.

La directrice par intérim  
de l'établissement  
Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la culture<sup>1</sup>

Le Ministre  
de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement

**Hinatea AHNNE**

**Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU**

<sup>1</sup> Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

**ARRETE n° 638 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture pour l'acquisition d'un élévateur.**

NOR : SCP1500579AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement DIR/mt/n° 1192-2015 TFTN en date du 19 mars 2015 formulée par le directeur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture pour l'exercice 2015 ;

Vu la lettre n° 2513 PR du 30 avril 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 30 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française n° 62-2015 CCBF/APF du 5 mai 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de *sept millions de francs CFP* (7 000 000 F CFP) en faveur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture pour financer l'acquisition d'un élévateur, dont le coût réel est estimé à *sept millions huit cent dix mille francs CFP* (7 810 000 F CFP).

Art. 2.— Le montant de la participation financière de la Polynésie française s'élèvera à 89,62 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant plafond de *sept millions de francs CFP* (7 000 000 F CFP).

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 908, AP 103-2015, AE 217-2015, article 204.

Art. 4.— La subvention sera versée sur le compte de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit *trois millions cinq cent mille francs CFP* (3 500 000 F CFP), après notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée et dès parution au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- une fraction de 30 %, soit *deux millions cent mille francs CFP* (2 100 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives et du compte d'emploi des crédits correspondants à la première tranche perçue à titre d'avance ;
- le solde de 20 %, soit *un million quatre cent mille francs CFP* (1 400 000 F CFP), sur présentation d'un relevé de mandats visé par la trésorerie des établissements publics pour la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— Si, à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 6.— A défaut de présentation des justificatifs ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, et le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement,*  
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

**ARRETE n° 639 CM du 22 mai 2015 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de l'association Tomite Heiva Nui No Tumaraa pour le financement des prix des concours artisanaux du Heiva I Tumaraa 2015 organisé de juin à août 2015.**

NOR : ART1500599AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2012-10 du 22 mai 2012 relative au seuil applicable aux aides financières de la Polynésie française soumises à l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de Mme Vaihere Langomazino, présidente de l'association Tomite Heiva Nui No Tumaraa, en date du 17 mars 2015 pour l'exercice 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) en faveur de l'association Tomite Heiva Nui No Tumaraa pour le financement des prix des concours artisanaux du Heiva I Tumaraa 2015 organisé de juin à août 2015.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96505, article 657-4, exercice 2015, centre de travail 825-F.

Art. 3.— L'association Tomite Heiva Nui No Tumaraa percevra un premier versement de 50 % du montant de la subvention, soit *cent cinquante mille francs CFP* (150 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Un deuxième versement correspondant à 40 % du montant de la subvention, soit *cent vingt mille francs CFP* (120 000 F CFP),

sera effectué sur justification d'utilisation de l'avance, et le solde, soit *trente mille francs CFP* (30 000 F CFP), sur production des pièces justifiant des dépenses à hauteur du montant de la subvention attribuée.

Art. 4.— L'association Tomite Heiva Nui No Tumaraa doit produire dans un délai de 6 mois à compter de la date de versement de la subvention, les pièces justificatives auprès du service de l'artisanat traditionnel de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de production des justificatifs, ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, et le ministre du développement des activités du secteur primaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du développement  
des activités du secteur primaire,*  
Frédéric RIVETA.

NOR : CMA1500697AC

**Par arrêté n° 619 CM du 22 mai 2015.**— Est rendue exécutoire la délibération n° 3-2015 CMA du 30 mars 2015 portant adoption du budget primitif du Centre des métiers d'art pour l'exercice 2015.

Le budget est arrêté à la somme de *cent trente-neuf millions quatre cent quatre-vingt-deux mille six cent quatre-vingt-neuf francs CFP* (139 482 689 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I fonctionnement	Section II opérations en capital	Total
Recettes	111 250 000	28 232 689	139 482 689
Dépenses	113 982 689	25 500 000	139 482 689
Résultat	- 2 732 689	2 732 689	0

**DELIBERATION N°03/2015/CMA DU 30 MARS 2015**

portant adoption du budget primitif du Centre des Métiers d'Art pour l'exercice 2015.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DES METIERS D'ART**

Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n°3757 AA du 28 février 1980 rendant exécutoire la délibération n°80-16/AT du 07 février 1980 portant création du Centre des Métiers d'Art ;

Vu la délibération n°95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n°580/CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n°1110/CM du 30 juillet 2003 portant nomination de Monsieur Edouard CHIN en qualité de commissaire de gouvernement auprès du Centre des Métiers d'Art ;

Vu l'arrêté n°0660/CM du 5 juillet 2006 portant nomination de Monsieur Viri TAIMANA en qualité de directeur du Centre des Métiers d'Art ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 30 mars 2015

**ADOpte :**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le budget primitif du Centre des Métiers d'Art pour l'exercice 2015, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de **CENT TRENTE NEUF MILLIONS QUATRE CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT NEUF FRANCS (139 482 689F CFP)** est approuvé.

Il se décompose comme suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	TOTAL
Recettes (en F CFP)	111 250 000	28 232 689	139 482 689
Dépenses (en F CFP)	113 982 689	25 500 000	139 482 689
RESULTAT (en F CFP)	-2 732 689	2 732 689	0

**Article 2.** – Le Directeur et l'Agent Comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Un administrateur,*  
Suzanne LII.

*La présidente du conseil d'administration,*  
Priscille Tea FROGIER.

## BUDGET PRINCIPAL

## CENTRE DES METIERS D'ARTS

## BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2015

CADRE 1  
( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6 )

Feuillet 1

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHE ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 01/04/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
SECTION I - FONCTIONNEMENT										
60					ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS					
	1				ACHATS STOCKES-MATIERES PREMIERES	500 000	465 062	200 000	- 300 000	
					Sous-total 601	500 000	465 062	200 000	- 300 000	
	5				ACHAT DE MATERIEL, EQUIPEMENT ET TRAVAUX	900 000	657 362	700 000	- 200 000	
					Sous-total 605	900 000	657 362	700 000	- 200 000	
	6				ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	6 910 000	5 240 447	3 653 500	- 3 256 500	
					Sous-total 606	6 910 000	5 240 447	3 653 500	- 3 256 500	
					Total chapitre 60.....	8 310 000	6 362 871	4 553 500	- 3 756 500	
61					ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES					
	3				LOCATIONS	10 000	0	10 000	0	
					Sous-total 613	10 000	0	10 000	0	
	5				TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS	1 220 000	485 662	300 000	- 920 000	
					Sous-total 615	1 220 000	485 662	300 000	- 920 000	
	6				PRIMES ASSURANCES	1 000 000	775 450	790 000	- 210 000	
					Sous-total 616	1 000 000	775 450	790 000	- 210 000	
	8				DIVERS	170 000	164 321	25 000	- 145 000	
					Sous-total 618	170 000	164 321	25 000	- 145 000	
					Total chapitre 61.....	2 400 000	1 425 433	1 125 000	- 1 275 000	
62					AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI					
	2				REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	275 000	36 100	275 000	0	
					Sous-total 622	275 000	36 100	275 000	0	
	3				PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION	2 050 000	2 046 606	1 400 000	- 650 000	
					Sous-total 623	2 050 000	2 046 606	1 400 000	- 650 000	
	4				TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS PERSO	30 000	0	6 500	- 23 500	
					Sous-total 624	30 000	0	6 500	- 23 500	
	5				DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS	2 100 000	1 504 851	500 000	- 1 600 000	
					Sous-total 625	2 100 000	1 504 851	500 000	- 1 600 000	
	6				FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	700 000	490 139	500 000	- 200 000	
					Sous-total 626	700 000	490 139	500 000	- 200 000	
	8				CHARGES EXTERNES DIVERSES	3 387 500	1 836 670	1 750 000	- 1 637 500	
					Sous-total 628	3 387 500	1 836 670	1 750 000	- 1 637 500	
					Total chapitre 62.....	8 542 500	5 914 366	4 431 500	- 4 111 000	
63					IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES					
	5				AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES ..	115 475	109 885	60 000	- 55 475	
					Sous-total 635	115 475	109 885	60 000	- 55 475	
					Total chapitre 63.....	115 475	109 885	60 000	- 55 475	

**CADRE 1**  
**( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4 )**

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 01/04/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
64					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					CHARGES DE PERSONNEL					
	1				REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ	57 000 000	54 399 038	55 300 000	- 1 700 000	
					Sous-total 641	57 000 000	54 399 038	55 300 000	- 1 700 000	
	5				CHARGES SOCIALES CPS	15 000 000	14 518 118	15 230 000	230 000	
					Sous-total 645	15 000 000	14 518 118	15 230 000	230 000	
	7				AUTRES CHARGES SOCIALES	120 000	102 700	50 000	- 70 000	
				Sous-total 647	120 000	102 700	50 000	- 70 000		
					Total chapitre 64.....	72 120 000	69 019 856	70 580 000	- 1 540 000	
65	6				AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					
					REMUNERATION DES STAGIAIRES	33 000 000	31 871 867	30 000 000	- 3 000 000	
					Sous-total 656	33 000 000	31 871 867	30 000 000	- 3 000 000	
					Total chapitre 65.....	33 000 000	31 871 867	30 000 000	- 3 000 000	
68	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	3 714 034	3 713 070	3 232 689	- 481 345	
					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	3 714 034	3 713 070	3 232 689	- 481 345	
					Sous-total 681	3 714 034	3 713 070	3 232 689	- 481 345	
					Total chapitre 68.....	3 714 034	3 713 070	3 232 689	- 481 345	
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....	128 202 009	118 417 348	113 982 689	- 14 219 320	

**CADRE 1**  
**( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4 )**

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 01/04/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE  (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
21					SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
					IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	3				CONSTRUCTIONS	150 000 000	0	25 000 000	- 125 000 000	
					Sous-total 213	150 000 000	0	25 000 000	- 125 000 000	
	5				INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIELS ET OUTILLAGES	1 798 006	242 889	400 000	- 1 398 006	
					Sous-total 215	1 798 006	242 889	400 000	- 1 398 006	
	8				AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 747 010	1 987 680	100 000	- 2 647 010	
				Sous-total 218	2 747 010	1 987 680	100 000	- 2 647 010		
				Total chapitre 21.....	154 545 016	2 230 569	25 500 000	- 129 045 016		
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL .....	154 545 016	2 230 569	25 500 000	- 129 045 016	

**CADRE 2**  
**( DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 7 )**

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 01/04/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
70					<b>SECTION I - FONCTIONNEMENT</b>					
	1				VENTES DE MARCHANDISES	2 400 000	828 900	5 900 000	3 500 000	
					VENTES PRODUITS FINIS					
					Sous-total 701	2 400 000	828 900	5 900 000	3 500 000	
	6				PRESTATIONS SERVICES	300 000	300 000	0	- 300 000	
					Sous-total 706	300 000	300 000	0	- 300 000	
	7				VENTES MARCHANDISES	6 000 000	0	4 250 000	- 1 750 000	
					Sous-total 707	6 000 000	0	4 250 000	- 1 750 000	
	8				PRODUITS DES ACTIVITES ANNEES	1 000 000	1 130 400	1 000 000	0	
					Sous-total 708	1 000 000	1 130 400	1 000 000	0	
					Total chapitre 70.....	9 700 000	2 259 300	11 150 000	1 450 000	
74	4				SUBVENTION EXPLOITATION					
					SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POLYNESIE FRANCAISE	110 046 000	110 046 000	100 000 000	- 10 046 000	
					Sous-total 744	110 046 000	110 046 000	100 000 000	- 10 046 000	
					Total chapitre 74.....	110 046 000	110 046 000	100 000 000	- 10 046 000	
75	8				AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					
					DIVERS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	127 407	224 952	100 000	- 27 407	
					Sous-total 758	127 407	224 952	100 000	- 27 407	
					Total chapitre 75.....	127 407	224 952	100 000	- 27 407	
77	5				PRODUITS EXCEPTIONNELS					
					PRODUITS CESSIONS ELEMENTS ACTIFS	303 500	303 500	0	- 303 500	
					Sous-total 775	303 500	303 500	0	- 303 500	
					Total chapitre 77.....	303 500	303 500	0	- 303 500	
					<b>TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....</b>	<b>120 176 907</b>	<b>112 833 752</b>	<b>111 250 000</b>	<b>- 8 926 907</b>	

**CADRE 2**  
**( DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4 )**

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHE ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 01/04/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
13	8				<b>SECTION II - OPERATION EN CAPITAL</b>					
					<b>SUBVENTION INVESTISSEMENT</b>					
					AUTRES SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS					
					Sous-total 138	150 000 000	0	25 000 000	- 125 000 000	
					Total chapitre 13.....	150 000 000	0	25 000 000	- 125 000 000	
28	1				<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS</b>					
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
					Sous-total 281	3 714 034	3 713 070	3 232 689	- 481 345	
					Total chapitre 28.....	3 714 034	3 713 070	3 232 689	- 481 345	
					<b>TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL .....</b>	<b>153 714 034</b>	<b>3 713 070</b>	<b>28 232 689</b>	<b>- 125 481 345</b>	

**CADRE 3**  
**(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)**

DEPENSES			Section I - FONCTIONNEMENT		RECETTES
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	4 553 500	70	VENTES DE MARCHANDISES	11 150 000
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEUR	1 125 000	74	SUBVENTION EXPLOITATION	100 000 000
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'AC	4 431 500	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	100 000
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES	60 000			
64	CHARGES DE PERSONNEL	70 580 000			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	30 000 000			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	3 232 689			
	<b>Total des DEPENSES ....</b>	<b>113 982 689</b>		<b>Total des RECETTES ....</b>	<b>111 250 000</b>
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)			Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)	2 732 689
	<b>Montant TOTAL .....</b>	<b>113 982 689</b>		<b>Montant TOTAL .....</b>	<b>113 982 689</b>

**CADRE 3**  
**(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)**

DEPENSES			Section II - OPERATION EN CAPITAL		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 500 000	13 28	SUBVENTION INVESTISSEMENT AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	25 000 000 3 232 689	
	<b>Total des DEPENSES ....</b>	<b>25 500 000</b>		<b>Total des RECETTES ....</b>	<b>28 232 689</b>	
	Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement	2 732 689		Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement		
	<b>Montant TOTAL .....</b>	<b>28 232 689</b>		<b>Montant TOTAL .....</b>	<b>28 232 689</b>	
	<b>TOTAL BRUT DES DEPENSES ...</b>	<b>142 215 378</b>		<b>TOTAL BRUT DES RECETTES ....</b>	<b>142 215 378</b>	
	A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)	2 732 689		A déduire : recettes internes (Virements entre sections)	2 732 689	
	<b>TOTAL NET DES DEPENSES ....</b>	<b>139 482 689</b>		<b>TOTAL NET DES RECETTES ....</b>	<b>139 482 689</b>	

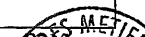
Ministère du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle,  
de la recherche et de la condition féminine  
Etablissement : **CENTRE DES METIERS D'ART**

Annexe 1

**SITUATION DE L'EFFECTIF BUDGETAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE 2015**  
(Arrêté n°1270/CM du 26 novembre 1996 et circulaire 839/MEF du 13 février 2012)

EFFECTIF BUDGETAIRE		PERSONNEL EN PLACE				Date prochain avancement	Observations	RECAPITULATIF POSTE	
N° de poste	Intitulé du poste	Nom Prénoms	Statut	Cat.	Echelon			Pourvu	Vacant
041115	Directeur	TAIMANA Viri	FP	A	Chev. 2			x	
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE</b>									
041202	Rédacteur	ANANIA David	FP	B	8	19/04/2015		x	
041203	Rédacteur	PORLIER Raimere	FP	B	10			x	
041214	Rédacteur principal		FP	B			Poste gelé		x
041410	Agent de bureau qualifié	TERIITETOFA Hinano	FP	D	11	Plafond		x	
<b>FILIERE SOCIO EDUCATIVE, SPORTIVE ET CULTURELLE</b>									
041104	Conseiller d'éducation artistique 2 <sup>ème</sup> classe	LECHAT Moea	ANT	A	1		Contrat de 4 ans (du 1/10/14 au 30/09/18)	x	
041113	Conseiller d'éducation artistique 2 <sup>ème</sup> classe	MARTIN Jessie	FP	A	5	31/05/2016		x	
041116	Conseiller d'éducation artistique 2 <sup>ème</sup> classe	PASQUINI Luce	ANT	A	1		Contrat de 2 ans (du 13/12/14 au 12/12/16)	x	
041118	Conseiller d'éducation artistique 2 <sup>ème</sup> classe	DEVATINE Jean-Daniel	ANT	A	1		Contrat de 2 ans (du 8/09/14 au 7/09/2016)	x	
041217	Assistant d'éducation artistique 2 <sup>ème</sup> classe	PETERANO Fabienne	ANT	B	1		Contrat de 4 ans (du 16/08/11 au 15/08/15) Poste gelé à compter du 16/08/15	x	
041305	Adjoint d'éducation artistique		FP	C			Poste gelé		x
041308	Adjoint d'éducation artistique 2 <sup>ème</sup> classe	Steeve TEROU	ANT	C	1		Contrat de 2 ans (du 22/08/14 au 23/08/16)	x	
041309	Adjoint d'éducation artistique 2 <sup>ème</sup> classe	VAITOARE Hihirau épse NANAI	ANT	C	1		Contrat de 4 ans (du 1/10/14 au 30/09/18)	x	
041311	Adjoint d'éducation artistique 2 <sup>ème</sup> classe	TETUIRA Roger	FP	C	11	Plafond		x	
041312	Adjoint d'éducation artistique 2 <sup>ème</sup> classe	REY Tevaite	ANT	C	1		Contrat de 4 ans (du 13/10/14 au 12/10/18)	x	

A Papeete, le 30  
Le Directeur,  
Viri TAIMANA

 CENTRE DES METIERS D'ART

Ministère du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle,  
de la recherche et de la condition féminine  
Etablissement : CENTRE DES METIERS D'ART

Annexe 2

**PARC AUTOMOBILE**  
(Arrêté n°749/CM du 23 mai 2013)

Véhicule n°	Carte grise	Type	Marques	Assurance	Police n°	Date de mise en service	Etat du véhicule (bon ou mauvais)		Ne circule plus (motif)	Epave	Observations (1)
							Carrosserie	Moteur			
D 6715		LCKFUC	CITROEN C4	ALLIANZ	7210014291	28/08/2008	Mauvais	Bon			Acquisition Budget CMA
D 6716		XC9HUCP9	CITROEN JUMPY	ALLIANZ	7210014292	27/08/2008	Bon	Bon			Acquisition Budget CMA
D 6717		SE21	KIAMOTORS	ALLIANZ	7210014209	28/08/2008	Mauvais	Bon			Acquisition Budget CMA
D 6718		TEJ5FOCUSACT125	SCOOTER KEEWAY	ALLIANZ	7210014309	29/08/2008	Mauvais	Mauvais			Acquisition Budget CMA

(1) Préciser : acquisition sur le budget ou programme concerné

(2)

A Papeete, le 30 mars 2015

Le Directeur,

Viri TAIMANA.

Ministère du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle,  
de la recherche et de la condition féminine

Etablissement : CENTRE DES METIERS D'ART

Annexe 3

**TABLEAU DES AMORTISSEMENTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2015**  
(lettre n°HC/793 DRCL/AE du 06 mai 2009)

Imputation budgétaire	Immobilisations	Valeur d'origine matériels affectés	Valeur d'origine matériels acquis	Acquisitions de l'année	Cession de l'année	Total des acquisitions	Amortissements cumulés au 31/12/14	Dotations de l'année	Reprises de l'année	Amortissements cumulés au 31/12/2015	Valeur nette comptable au 31/12/2015
20531	logiciels, licences		163 600			163 600	163 600	0		163 600	0
21126	Terrain, aménagement en affectation	32 361 000				32 361 000	0	0		0	32 361 000
21316	Bâtiments affectés	32 639 000				32 639 000	32 639 000	0		32 639 000	0
2135	Aménagements, constructions		96 604 272			96 604 272	89 841 057	1 482 913		91 323 970	5 280 302
21537	Installation technique		5 056 787			5 056 787	2 329 240	505 679		2 834 919	2 221 868
21547	Matériel		12 489 472			12 489 472	12 170 612	203 300		12 373 912	115 560
2155	Outils		22 915 497			22 915 497	22 461 661	188 333		22 649 994	265 503
2182	Matériel de transport		9 218 550			9 218 550	9 218 550	0		9 218 550	0
21831	Matériel de bureau		6 351 021			6 351 021	5 378 521	194 500		5 573 021	778 000
21832	Matériel informatique		11 538 403			11 538 403	9 625 186	611 577		10 236 763	1 301 640
2184	Mobilier de bureau		7 201 565			7 201 565	6 932 441	46 387		6 978 828	222 737
	<b>TOTAL</b>	<b>65 000 000</b>	<b>171 539 167</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>236 539 167</b>	<b>190 759 868</b>	<b>3 232 689</b>	<b>0</b>	<b>193 992 557</b>	<b>42 546 610</b>

Présenté par l'Ordonnateur du Centre des Métiers d'Art

A PAPEETE, le 30 mars 2015

Le Directeur du Centre des Métiers d'Art,

Viri TAIMANA

Adoptée par délibération n° 03/2015/CMA du conseil d'administration dans sa séance du 30 mars 2015

A Papeete, le 30 mars 2015  
La Présidente du Conseil d'Administration,

Priscille, Tea FROGIER

Approuvé par arrêté n° ...../CM en Conseil des Ministres dans sa séance du ..... et publié au Journal Officiel de la Polynésie Française du ..... à la page .....

Le Directeur,

Viri TAIMANA.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 298 PR du 20 mai 2015 portant désignation des membres du comité d'attribution des subventions aux associations en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française et de leurs suppléants, à raison de leurs compétences dans les domaines de la culture et de l'art contemporain et dans les domaines du patrimoine et de la transmission des savoirs.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 568 CM du 13 mai 2015 portant organisation et composition du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté n° 568 CM du 13 mai 2015 portant organisation et composition du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française, sont désignés membres et suppléants du comité d'attribution, avec voix délibérative pour une durée de trois ans, renouvelable, à raison de leurs compétences :

*Dans les domaines de la culture et de l'art contemporain :*

- Mme Manouche Lehartel, membre désigné à raison de ses compétences dans le domaine du spectacle vivant et de la muséographie, *suppléante* : Mme Marguerite Lai ;

- M. Eric Bourgeois, membre désigné à raison de ses compétences dans le domaine la communication, *suppléante* : Mme Laiza Pautehea.

*Dans les domaines du patrimoine et de la transmission des savoirs :*

- M. Heitapu Chang, membre désigné à raison de ses compétences dans le domaine de la musique, *suppléant* : M. Colin Raoulx ;
- Mme Denise Raapoto, membre désigné à raison de ses compétences dans le domaine des langues polynésiennes et des savoirs traditionnels, *suppléante* : Mme Michèle De Chazeaux.

Art. 2. — Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement,*  
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

**ARRETE n° 300 PR du 21 mai 2015 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des décharges d'activité de service.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 2015 modifiée portant statut de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 2015 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-223 AT du 14 décembre 2015 modifiée relative à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 423 CM du 13 mars 2014 portant attribution des sièges aux organisations syndicales de fonctionnaires au sein du conseil supérieur de la fonction publique de la Polynésie française et nomination de leurs représentants titulaires et suppléants au sein de cet organisme ;

Vu l'arrêté n° 1087 PR du 29 décembre 2014 modifié portant création des comités techniques paritaires des services et établissements publics administratifs de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu les résultats des élections des représentants du personnel aux comités techniques paritaires de la fonction publique de la Polynésie française du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — En application des articles 16 à 23 de la délibération n° 95-223 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisée, le crédit mensuel de 2 827 heures alloué aux organisations syndicales représentatives au titre des décharges d'activité de service se répartit comme suit :

- CSTP-FO : 1 288,6 heures/mois ;
  - A Tia I Mua : 979,1 heures/mois ;
  - SFP : 392,9 heures/mois ;
  - STIP-AEP : 77 heures/mois ;
  - Otahi-Noa Taua : 65 heures/mois ;
  - SPHPF : 24,4 heures/mois.
- Total : 2 827 heures/mois.

Art. 2. — Les organisations syndicales feront connaître les noms des agents qu'elles entendent faire bénéficier de décharges d'activité de service à la direction générale des ressources humaines, qui en informe le chef de service ou le directeur de l'établissement public administratif concerné.

Si la désignation d'un agent est incompatible avec la bonne marche du service, le ministre en charge de la fonction publique invitera l'organisation syndicale à porter son choix sur un autre agent, après avis de la commission administrative paritaire du cadre d'emploi auquel appartient l'intéressé(e).

Art. 3. — Les heures accordées mensuellement et non utilisées ne sont pas reportables sur le mois suivant, sauf autorisation donnée par le chef de service ou du directeur d'établissement qui en informe sans délai la direction générale des ressources humaines.

Art. 4. — L'arrêté n° 345 PR du 13 avril 2012 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des décharges d'activité de service est abrogé.

Art. 5. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Edouard FRITCH.

**MINISTÈRE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE,  
DU TOURISME ET DES TRANSPORTS  
AÉRIENS INTERNATIONAUX,  
DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE  
ET DES ENTREPRISES**

**ARRETE n° 4039 MRE du 20 mai 2015 portant attribution d'une licence de navigation charter "grande plaisance" à la société Ultimate Lady Charters Ltd pour le navire à moteur "Ultimate Lady".**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée par Tahiti Yacht Services, représentant de la société Ultimate Lady Charters Ltd du 27 mars 2015 ;

Vu l'avis non défavorable n° 88 SAM PF-2015 du 7 mai 2015 du service des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à moteur "Ultimate Lady" à la société Ultimate Lady Charters Ltd.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de vingt-cinq (25) jours. En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, la durée minimale d'activité est de douze (12) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération précitée.

Par le Président de la Polynésie française :  
Le vice-président,  
Nuihau LAUREY.

Art. 2.— Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3.— Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans la cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à moteur "Ultimate Lady" est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 4.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2015.  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 4070 MRE/DAE du 21 mai 2015 portant extension des enregistrements de 97 marques françaises.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-30 du 25 juillet 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4102023 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-31 du 1er août 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4104183 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-32 du 8 août 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4106523 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-34 du 22 août 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4108976 et n° 4108979 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-35 du 29 août 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4110188 et n° 4111124 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-38 du 19 septembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4113812 et n° 4113929 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-40 du 3 octobre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4116900 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-42 du 17 octobre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4120044 et n° 4120428 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-44 du 31 octobre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4112777 et n° 4123659 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-45 du 7 novembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4125228, n° 4125243, n° 4125248, n° 4126804 et n° 4126962 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-47 du 21 novembre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4129088 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-48 du 28 novembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4131073, n° 4131266, n° 4131299 et n° 4131488 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-50 du 12 décembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4134261, n° 4134802, n° 4134857, n° 4134902 et n° 4135404 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-52 du 26 décembre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4139276 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-1 du 2 janvier 2015 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 36 NS du 14 août 2014, page 3636 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4102023 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 46 NS du 8 septembre 2014, page 3718 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4104183, n° 4106523, n° 4108976, n° 4108979, n° 4110188 et n° 4111124 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 54 NS du 16 octobre 2014, page 3886 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4113812 et n° 4113929 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 62 NS du 8 septembre 2014, page 3718 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4112777, n° 4116900, n° 4120044, n° 4120428 et n° 4123659 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 1 NS du 8 janvier 2014, page 2 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4125228, n° 4125243, n° 4125248, n° 4126804, n° 4126962, n° 4129088, n° 4131073, n° 4131266, n° 4131299 et n° 4131488 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 2 NS du 15 janvier 2014, page 197 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4134261, n° 4134802, n° 4134857, n° 4134902 et n° 4135404 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 5 NS du 29 janvier 2015, page 110 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4139276 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 17 NS du 27 février 2015, page 1650 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-14 du 3 avril 2015 volume 2 ayant publié l'enregistrement des marques objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et les JOPF susvisés, et listés dans les 2 annexes au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

## ANNEXE N° 1 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES ENREGISTREMENTS DE 97 MARQUES FRANÇAISES

69 extensions effectuées sans modification par rapport aux demandes publiées

Numero de la marque (n° INPI)	Date de dépôt demande d'extension	Déposant	Mandataire ou destinataire de la correspondance	Classes de produits et de services	Références BOPI publication demande d'extension	Références BOPI Enregistrement de la marque	Références JOFF publication demande d'extension
4126962	17 OCTOBRE 2014	SOCIETE DU FIGARO	SOCIETE DU FIGARO	9, 16, 18, 25, 35, 41.	BOPI 2014-45 du 07/11/2014	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 1 NS du 08/01/2015
4129088	27 OCTOBRE 2014	M. Arnaud TESSALONIKOS	DS AVOCATS	9, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 45.	BOPI 2014-47 du 21/11/2014	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 1 NS du 08/01/2015
4134261	17 NOVEMBRE 2014	DE NEUVILLE	SB ALLIANCE	35	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4134857	19 NOVEMBRE 2014	AGRIAL	CABINET LE GUEN MAILLET	9, 16, 35, 41.	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4135404	20 NOVEMBRE 2014	Mlle Huillet-Larroque Agostini Nadine	Agostini Nadine HUILLET-LARROQUE	5, 16, 25, 37.	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4139276	4 DÉCEMBRE 2014	COMPAGNIE GERVAIS DANONE	REGIMBEAU	29, 30, 32.	BOPI 2014-52 du 26/12/2014	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 4 NS du 29/01/2015
4139919	8 DÉCEMBRE 2014	DODO	CABINET NUSS	6, 20, 22, 24, 25, 35.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4139936	8 DÉCEMBRE 2014	SIF UNIS FRANCE	S.A. FEDIT-LORIOT ET AUTRES CONSEILS EN PROPRIETE INDUSTRIELLE	8, 21.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140008	8 DÉCEMBRE 2014	CAREDD	DS AVOCATS	9, 35, 4	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140046	8 DÉCEMBRE 2014	LES GRANDS CHAIS DE FRANCE	LES GRANDS CHAIS DE FRANCE	33	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140058	8 DÉCEMBRE 2014	CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANIQUES	S.A. FEDIT-LORIOT ET AUTRES CONSEILS EN PROPRIETE INDUSTRIELLE	42	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140063	8 DÉCEMBRE 2014	XL AIRWAYS FRANCE	IXAS CONSEIL	35, 39, 43.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140111	8 DÉCEMBRE 2014	Western Digital Technologies	CABINET Bouchara - Avocats	9	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140115	8 DÉCEMBRE 2014	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	30	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140129	8 DÉCEMBRE 2014	Provalliance Salons Luxembourg S.C.A.	NOVAGRAAF FRANCE	3, 21, 26, 44.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140135	8 DÉCEMBRE 2014	BAXTER INTERNATIONAL INC	GAMBRO INDUSTRIES	5	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140139	8 DÉCEMBRE 2014	BAXTER INTERNATIONAL INC	GAMBRO INDUSTRIES	5	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140165	8 DÉCEMBRE 2014	BIOFARMA	BIOFARMA	5	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140174	8 DÉCEMBRE 2014	GROUPAMA IMMOBILIER	NOVAGRAAF FRANCE	36	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140180	8 DÉCEMBRE 2014	BIOFARMA	BIOFARMA	5	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140199	8 DÉCEMBRE 2014	MYD'L	CABINET NETTER	6	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140200	8 DÉCEMBRE 2014	MYD'L	CABINET NETTER	6	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140271	9 DÉCEMBRE 2014	Mme. Nathalie LEISEROWICZ	CABINET HERRBURGER	16, 41.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140276	9 DÉCEMBRE 2014	Mme. Nathalie LEISEROWICZ	CABINET HERRBURGER	16, 41.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140283	9 DÉCEMBRE 2014	CASINO GUICHARD PERRACHON	CABINET GERMAIN & MAUREAU	29, 30, 31, 32, 33.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140436	9 DÉCEMBRE 2014	ART'EMBAL	SANTARELLI	16, 21.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140437	9 DÉCEMBRE 2014	Mlle VINCENT CAROLINE	Caroline VINCENT	14, 18, 25.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140473	9 DÉCEMBRE 2014	GROUPE LACTALIS	LACTALIS G.P.O.	29, 30, 32.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140521	9 DÉCEMBRE 2014	AGENCE DE BOUARD - LA MAISON DES VOYAGES	AVOXA CPI	39, 41, 43.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140523	9 DÉCEMBRE 2014	Mlle LONG-VAN NGUYEN-SAUVAGE	Mlle LONG-VAN NGUYEN-SAUVAGE	25, 35, 38, 39, 41, 43, 44.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140669	10 DÉCEMBRE 2014	RENAULT s.a.s.	RENAULT	12	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140801	10 DÉCEMBRE 2014	LAITERIE CORALIS	CABINET LE GUEN MAILLET	29	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140836	10 DÉCEMBRE 2014	ARKEMA FRANCE	ARKEMA FRANCE	1, 17, 20.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140849	10 DÉCEMBRE 2014	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	3	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140859	10 DÉCEMBRE 2014	VLADY FRANCE CONSEIL	VLADY FRANCE CONSEIL	16, 35, 41.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140885	10 DÉCEMBRE 2014	Mme. Valérie LAVIGNE	Francoise MALEMPRE	3, 14, 18, 25.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140887	10 DÉCEMBRE 2014	LA DIFFUSION TECHNIQUE FRANCAISE	LA DIFFUSION TECHNIQUE FRANCAISE	10	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140890	10 DÉCEMBRE 2014	GUERLAIN SOCIETE ANONYME	GUERLAIN SOCIETE ANONYME	3	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140892	10 DÉCEMBRE 2014	GUERLAIN SOCIETE ANONYME	GUERLAIN SOCIETE ANONYME	3	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140921	10 DÉCEMBRE 2014	SARL NAUTILE SOFTWARE	SARL NAUTILE SOFTWARE	9, 42.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140947	11 DÉCEMBRE 2014	LA DIFFUSION TECHNIQUE FRANCAISE	LA DIFFUSION TECHNIQUE FRANCAISE	10	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4140949	11 DÉCEMBRE 2014	FRANCE BIOTEX	SCHMIT-CHRETIEN	20, 24.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4141006	11 DÉCEMBRE 2014	Etat français	Agence du patrimoine immatériel de l'Etat (Etat français)	9, 16, 38, 41, 42.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4141025	11 DÉCEMBRE 2014	HERMES INTERNATIONAL	HERMES INTERNATIONAL	21	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015

29 Mai 2015

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

4639

4141028	10 DÉCEMBRE 2014	TRADE SPOTTING	FIDAL	35, 42.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141046	11 DÉCEMBRE 2014	LudwinFundraising Solutions	Ludwin Fundraising Solutions	35, 41.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141092	11 DÉCEMBRE 2014	ALCATEL LUCENT	ALCATEL-LUCENT INTERNATIONAL	9, 38, 42.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141102	11 DÉCEMBRE 2014	ALCATEL LUCENT	ALCATEL-LUCENT INTERNATIONAL	9, 38, 42.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141146	11 DÉCEMBRE 2014	LEEM - Les Entreprises du Médicament	Gilbey LEGAL	41, 43.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141229	11 DÉCEMBRE 2014	ALPINIA FINANCE	CABINET MH AVOCATS	36	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141247	11 DÉCEMBRE 2014	S.A. ARNOUX & FILS	CABINET GERMAIN & MAUREAU	33	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141250	11 DÉCEMBRE 2014	S.A. ARNOUX & FILS	CABINET GERMAIN & MAUREAU	33	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141340	12 DÉCEMBRE 2014	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	30	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141344	12 DÉCEMBRE 2014	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	30	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141350	12 DÉCEMBRE 2014	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	30	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141358	12 DÉCEMBRE 2014	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	30	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141369	12 DÉCEMBRE 2014	RESEAU COMPOST PLUS	CABINET BREV & SUD	1, 35, 40, 41, 42.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141415	12 DÉCEMBRE 2014	McDonald's International PropertyCompany	DLA Piper UK LLP	30	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141418	12 DÉCEMBRE 2014	McDonald's International PropertyCompany	DLA Piper UK LLP	29, 30, 32, 43.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141421	12 DÉCEMBRE 2014	McDonald's International PropertyCompany	DLA Piper UK LLP	43	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141424	12 DÉCEMBRE 2014	M. Frédéric TEMSTET	CABINET BREV & SUD	9, 16, 25, 35, 41, 45.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141427	12 DÉCEMBRE 2014	McDonald's International PropertyCompany	DLA PIPER UK LLP	29, 30, 32, 43.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141447	12 DÉCEMBRE 2014	IMS HEALTH	DLA PIPER UK LLP	9, 16, 35, 41, 42.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141450	12 DÉCEMBRE 2014	IMS HEALTH	DLA PIPER UK LLP	9, 16, 35, 41, 42.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141487	12 DÉCEMBRE 2014	ETABLISSEMENTS RIVOIRE-JACQUEMIN	CABINET GERMAIN & MAUREAU	29	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141504	12 DÉCEMBRE 2014	Mme. emiliemoutsis	Emilie MOUTSIS	14, 16, 25, 26, 35, 41.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141570	12 DÉCEMBRE 2014	M. STEPHANE FAIDER	Stephane FAIDER	25, 28, 41.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141607	12 DÉCEMBRE 2014	Compagnie Française des Grands Vins	Wetzel & Goyard - W&G	32, 33.	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4141621	12 DÉCEMBRE 2014	VADECO	GEVERS FRANCE	24, 25, 35	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-14 du 03/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015

**ANNEXE n°2 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION  
DES ENREGISTREMENTS DE 97 MARQUES FRANCAISES  
28 marques étendues avec modification**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°36 NS du 14/08/2014 – p 3636
- et au BOPI n°2014-30 du 25/07/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 102 023**

**Dépôt du :** 30 JUIN 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

CEHIE, SA, Chez Hôtel l'Elysée Val d'Europe, 7 cours du Danube, 77700 SERRIS.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CEHIE, Mlle martin sabrina, Hôtel l'Elysée Val d'Europe, 7 cours du Danube, 77700 SERRIS.

**HOTELELYSEE.COM**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 43.

**BOPI de publication antérieure :** 14/30

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°46 NS du 08/09/2014 – p 3718
- et au BOPI n°2014-31 du 01/08/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 104 183**

**Dépôt du :** 9 JUILLET 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

MedinCell, SA à directoire, 1 Avenue Charles Cros, 34830 JACOU.

**No SIREN :** 444 606 750.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

I2D Paris, M. Heuzé David, 19 rue Auguste Chabrières, 75015 PARIS.



**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 5, 10, 44.

**BOPI de publication antérieure :** 14/31

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°46 NS du 08/09/2014 – p 3718
- et au BOPI n°2014-32 du 08/08/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 106 523**

**Dépôt du :** 20 JUILLET 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Société Laitière des Volcans d'Auvergne, SAS, THEIX, 63122 SAINT GENES CHAMPANELLE.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Mme HUTIN Marie-Pia, 21 rue de Marignan, 75008 PARIS.

**JUS DE FRUIT DES CHEFS**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 32.

**BOPI de publication antérieure :** 14/32

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°46 NS du 08/09/2014 – p 3718
- et au BOPI n°2014-34 du 22/08/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 108 976**

**Dépôt du :** 29 JUILLET 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

ASMODEE, Société par Actions Simplifiée, Quartier Villaroy, 18 rue Jacqueline Auriol, 78280 GUYANCOURT.

**No SIREN :** 399 899 806.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET VIDON, Marques & Juridique PI, 16B, rue de Jouanet, BP 90333, 35703 RENNES Cedex 7.

**ASMODEE**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 9, 28, 41.

**BOPI de publication antérieure :** 14/34

**No National : 14 4 108 979**

**Dépôt du :** 29 JUILLET 2014

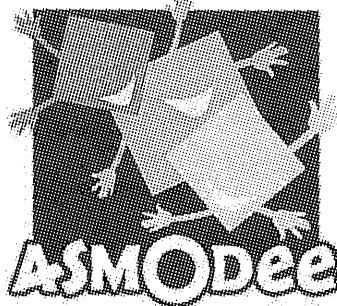
**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

ASMODEE, Société par Actions Simplifiée, Quartier Villaroy, 18 rue Jacqueline Auriol, 78280 GUYANCOURT.

**No SIREN :** 399 899 806.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET VIDON, Marques & Juridique PI, 16B, rue de Jouanet, BP 90333, 35703 RENNES Cedex 7.



**Marque déposée en couleurs.**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 9, 28, 41.

**BOPI de publication antérieure :** 14/34

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°46 NS du 08/09/2014 – p 3718
- et au BOPI n°2014-35 du 29/08/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 110 188**

**Dépôt du :** 4 AOÛT 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Société Centrale pour le Commerce et l'Industrie, Société

Anonyme, 16 rue Octave Feuillet, 75116 PARIS.

No SIREN : 562 017 772.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET LAVOIX, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75009 PARIS.



**Marque déposée en couleurs.**

**Description de la marque :** Pantone 7710, Pantone 7458, Pantone 5435, Pantone 1255, Pantone 135, Pantone 7411, Pantone 214, Pantone Cool Gray 8.

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 2, 4, 7, 9, 11, 17, 19, 20, 21, 27, 35, 37.

**BOPI de publication antérieure :** 14/35

**No National :** 14 4 111 124

**Dépôt du :** 8 AOÛT 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE PARIS, Association (Loi 1901), 25 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

INLEX IP EXPERTISE, 5 rue Feydeau, 75002 PARIS.



OFFICE DU TOURISME DE PARIS

**Marque déposée en couleurs.**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 39, 41.

**BOPI de publication antérieure :** 14/35

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°54 NS du 16/10/2014 – p 3886
- et au BOPI n°2014-38 du 19/09/2014 (vol.1)

**No National :** 14 4 113 812

**Dépôt du :** 27 AOÛT 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

M. Moire Jocelyn, 5 chemin des granges, 10440 LA RIVIERE DE CORPS.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

M. Moire Jocelyn, 5 chemin des granges, 10440 LA RIVIERE DE CORPS.

**Thermographic ART**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 16.

**BOPI de publication antérieure :** 14/38

**No National :** 14 4 113 929

**Dépôt du :** 27 AOÛT 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SOCIÉTÉ POUR L'ÉDITION RADIOPHONIQUE EDIRADIO, Société anonyme, 22 rue Bayard, 75008 PARIS.

No SIREN : 775 670 599.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

PROMARK, 62 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.

**ECO 2.0**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 9, 38, 41.

**BOPI de publication antérieure :** 14/38

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°62 NS du 20/11/2014 – p 4818
- et au BOPI n°2014-40 du 03/10/2014 (vol.1)

**No National :** 14 4 116 900

**Dépôt du :** 10 SEPTEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

BEAUTY SUCCESS, Société par Actions Simplifiée, 21 avenue du Château, 24430 MARSAC SUR L'ISLE.

No SIREN : 311 889 877.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

@MARK, S.E.L.A.R.L. d'Avocats, 16, rue Milton, 75009 PARIS.

**LABORATOIRE BEAUTY SUCCESS PARIS**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 3, 5, 44.

**BOPI de publication antérieure :** 14/40

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°62 NS du 20/11/2014 – p 4818
- et au BOPI n°2014-42 du 17/10/2014 (vol.1)

**No National :** 14 4 120 044

**Dépôt du :** 23 SEPTEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SNAP-ON INCORPORATED, Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 2801 80th Street, 53143 KENOSHA, Wisconsin, Etats-Unis d'Amérique.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

DLA PIPER UK LLP, Mme Julien-Raes Laurence, 15-17 rue Scribe, 75009 PARIS.

**CONTROLTECH**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 8.

BOPI de publication antérieure : 14/42

**No National : 14 4 120 428**

**Dépôt du :** 24 SEPTEMBRE 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

M. lacheze heinrich, le sous-bois, 53640 LE RIBAY.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

M. lacheze heinrich, le sous-bois, 53640 LE RIBAY.

**C.T.I.**  
**Contrôle technique Immobilier**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 36.

**BOPI de publication antérieure :** 14/42

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°62 NS du 20/11/2014 – p 4818
- et au BOPI n°2014-44 du 31/10/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 112 777**

**Dépôt du :** 3 OCTOBRE 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

M. HERON FABRICE, 2 RUE SAINT FRANCOIS D'ASSISE, 69001 LYON.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

M. HERON FABRICE, 2 RUE SAINT FRANCOIS D'ASSISE, 69001 LYON.

**docpix**

**www.docpix.fr**  
**Image, recherche, archivage**

**Marque déposée en couleurs.**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 16, 35, 40.

**BOPI de publication antérieure :** 14/44

**No National : 14 4 123 659**

**Dépôt du :** 7 OCTOBRE 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

DK AMBASSADOR, Société par actions simplifiée, 12 rue de Port Mahon, 75002 PARIS.

**No SIREN :** 789 620 531.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

ALAIN BENSOUSSAN, SELAS, M. Département Marques, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS.



**Marque déposée en couleurs.**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 35, 36, 39, 41.

**BOPI de publication antérieure :** 14/44

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°1 NS du 08/01/2015 – p 2
- et au BOPI n°2014-45 du 07/11/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 125 228**

**Dépôt du :** 13 OCTOBRE 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SOPRA STERIA GROUP, Société Anonyme, PAE Les Glaisins, 74940 ANNECY-LE-VIEUX.

**No SIREN :** 326 820 065.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.

**sopra steria**

**Marque déposée en couleurs.**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 9, 16, 35, 36, 38, 41, 42, 45.

**BOPI de publication antérieure :** 14/45

**No National : 14 4 125 243**

**Dépôt du :** 13 OCTOBRE 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SOPRA STERIA GROUP, Société Anonyme, PAE Les Glaisins, 74940 ANNECY-LE-VIEUX.

**No SIREN :** 326 820 065.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.

**sopra hr**  
**SOFTWARE**

**Marque déposée en couleurs.**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 9, 16, 35, 36, 38, 41, 42, 45.

**BOPI de publication antérieure :** 14/45

**No National : 14 4 125 248**

**Dépôt du :** 13 OCTOBRE 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SOPRA STERIA GROUP, Société Anonyme, PAE Les Glaisins,  
74940 ANNECY-LE-VIEUX.  
No SIREN : 326 820 065.  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.



Marque déposée en couleurs.  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 38, 41, 42, 45.  
BOPI de publication antérieure : 14/45

No National : 14 4 126 804  
Dépôt du : 17 OCTOBRE 2014  
à : DÉPÔT ÉLECTRONIQUE PARIS  
EXTERION MEDIA (FRANCE) SA, Société anonyme à conseil  
d'administration, 3 Esplanade du Foncet, 92130 ISSY-  
LESMOULINEAUX.  
No SIREN : 552 052 698.  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
AB INITIO, 5 rue Daunou, 75002 PARIS.

Giraudy by ExterionMedia

Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 38.  
BOPI de publication antérieure : 14/45

Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées

- au JOPF n°1 NS du 08/01/2015 - p 2
- et au BOPI n°2014-48 du 28/11/2014 (vol.1)

No National : 14 4 131 073  
Dépôt du : 31 OCTOBRE 2014  
à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE  
CATIMINI, Société par Actions Simplifiée, 94 rue Choletaise,  
49450 SAINT MACAIRE EN MAUGES.  
No SIREN : 072 201 809.  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
FINANCIERE ZANNIER, Mme SERMET-COLLY Laurence,  
Direction Juridique, ZI DU CLOS MARQUET, BP 88, 42400 SAINT  
CHAMOND.



Marque déposée en couleurs.

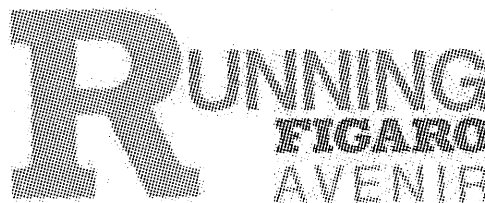
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits ou services : 3.  
BOPI de publication antérieure : 14/48

No National : 14 4 131 266  
Dépôt du : 4 NOVEMBRE 2014  
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE  
SOCIETE DU FIGARO, SAS, 14, Boulevard Haussmann, 75009  
PARIS.  
No SIREN : 542 077 755.  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
SOCIETE DU FIGARO, Direction Juridique, Soizick de LINARES,  
14, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS.



Marque déposée en couleurs.  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits ou services : 9, 16, 18, 25, 35, 41.  
BOPI de publication antérieure : 14/48

No National : 14 4 131 299  
Dépôt du : 4 NOVEMBRE 2014  
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE  
SOCIETE DU FIGARO, SAS, 14, Boulevard Haussmann, 75009  
PARIS.  
No SIREN : 542 077 755.  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
SOCIETE DU FIGARO, Direction Juridique, Soizick de LINARES,  
14, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS.



Marque déposée en couleurs.  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits ou services : 9, 16, 18, 25, 35, 41.  
BOPI de publication antérieure : 14/48

No National : 14 4 131 488  
Dépôt du : 5 NOVEMBRE 2014  
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE  
GROUPE PROMEO, société anonyme, Espace Don Quichotte,  
547 Quai des Moulins, 34200 SETE.  
No SIREN : 430 417 600.  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CABINET BREV&SUD, M. RHEIN Alain, 55 avenue Clément Ader,  
34170 CASTELNAU LE LEZ.

L'ARBRE BLANC

Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits ou services : 16, 20, 21, 35, 36, 37, 41, 42,  
43, 45.

BOPI de publication antérieure : 14/48

Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées

- au JOPF n°2 NS du 15/01/2015 – p 197
- et au BOPI n°2014-50 du 12/12/2014 (vol.1)

No National : 14 4 134 802

Dépôt du : 18 NOVEMBRE 2014

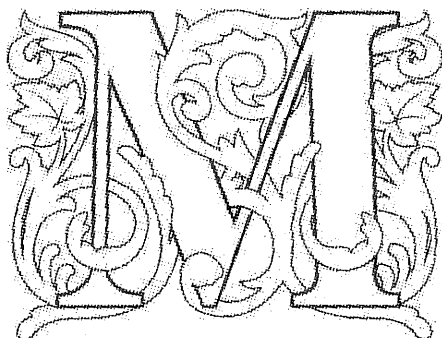
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

MARTELL & Co, Société Anonyme, Place Edouard Martell, 16100 COGNAC.

No SIREN : 342 438 892.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

AB INITIO, 5 Rue DAUNOU, 75002 PARIS.



Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 14, 18, 25, 41, 43.

BOPI de publication antérieure : 14/50

No National : 14 4 134 902

Dépôt du : 17 NOVEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

INSUDIET, SAS, 1 ZONE INDUSTRIELLE DU TAILLIS, 49270 CHAMPTOCEAUX.

No SIREN : 381 581 255.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

INSUDIET, SERVICE JURIDIQUE, 1 ZI DU TAILLIS, 49270 CHAMPTOCEAUX.

insunéa léox

Marque déposée en couleurs.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 5, 29, 30, 32.

BOPI de publication antérieure : 14/50

Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées

- au JOPF n°7 NS du 19/02/2015 – p 1650
- et au BOPI n°2015-01 du 02/01/2015 (vol.1)

No National : 14 4 139 900

Dépôt du : 5 DÉCEMBRE 2014

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

BORDEAUX PRODUCTION, SAS, 7 chemin de Pelet, 33440 AMBARES.

No SIREN : 808 122 907.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LES JURISTES ASSOCIES DU SUD-OUEST, Cabinet d'Avocats,  
29/31 rue Ferrère, 33000 BORDEAUX, Représentée par Maître  
Pierre GOUBET.

Charley T

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 16, 25, 41.

BOPI de publication antérieure : 15/01

No National : 14 4 140 886

Dépôt du : 10 DÉCEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

RINCE AND CO, Société privée à responsabilité limitée, 29d Rue  
de la Terre à Briques, 7522 Tournai-MARQUAIN, Belgique.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BUREAU DUTHOIT LEGROS ASSOCIES, Mme LEFRANCBOZMAROV  
Marion, 31 Rue des Poissonceaux, 59044 LILLE  
CEDEX.



Marque déposée en couleurs.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 32.

BOPI de publication antérieure : 15/01

No National : 14 4 141 069

Dépôt du : 11 DÉCEMBRE 2014

à : DÉPÔT ÉLECTRONIQUE PARIS

EXALINKS, Société par Actions Simplifiée, 1047 route des  
Dolines, Allée Pierre Ziller, BP 19, Business Pôle Sophia  
Antipolis, 06560 VALBONNE.

No SIREN : 800 610 016.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet HAUTIER, Mme SCHIES Maric-Clotilde, 20 Rue de la  
Liberté, 06000 NICE.

EXALINKS

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 35, 38, 42.

BOPI de publication antérieure : 15/01

No National : 14 4 141 073

Dépôt du : 11 DÉCEMBRE 2014

à : DÉPÔT ÉLECTRONIQUE PARIS

EXALINKS, Société par Actions Simplifiée, 1047 route des  
Dolines, Allée Pierre Ziller, BP 19, Business Pôle Sophia  
Antipolis, 06560 VALBONNE.

No SIREN : 800 610 016.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet HAUTIER, Mme SCHIES Maric-Clotilde, 20 Rue de la  
Liberté, 06000 NICE.

NEOPARD

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 35, 38.

BOPI de publication antérieure : 15/01

**ARRETE n° 4093 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant extension des renouvellements de 64 marques françaises.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-14 du 3 avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

# **ANNEXE À L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 64 MARQUES FRANÇAISES**

**BOPI n° 2015-14 du 03/04/2015**

**Date de la déclaration de renouvellement :** 20 JANVIER 2015  
**Déclarant :** LABORATOIRE DU DERMOPHIL INDIEN, société anonyme, LA BRINDOSSIERE, 61600 MAGNY-LE-DESERT  
**No SIREN :** 375 650 116  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET BOETTCHER, Mlle LERAT Charlotte, 16 rue Médéric, 75017 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 295 574  
**Marque française**  
**Signe concerné :** DERMOPHIL INDIEN  
**Date du dépôt :** 11 JANVIER 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 04/49  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3, 5.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015  
**Déclarant :** D.I.F.C.O.M LA CAVE DES PERES, Société anonyme, 16 rue de Docteur Roux, 59650 VILLENEUVE D'ASCQ  
**No SIREN :** 316 591 999  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 358 277  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 BUREAU DUTHOIT LEGROS ASSOCIES, Mme LEFRANCBOZMAROV Marion, 31 Rue des Poissonceaux, CS 40009, 59044 LILLE CEDEX.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 295 585  
**Marque française**  
**Signe concerné :** FOUDROYANTE  
**Date du dépôt :** 11 JANVIER 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/16  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 32.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015  
**Déclarant :** SCHWEPPE INTERNATIONAL LIMITED, société de droit britannique, 7 Albemarle Street, LONDON W1S 4HQ, Royaume-uni  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 515 068  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme KAUFMANN Delphine, 2 Rue Sarah Bernhardt, Bâtiment O2, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE CEDEX.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 296 070  
**Marque française**  
**Signe concerné :** OASIS  
**Date du dépôt :** 16 JANVIER 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/14  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 18, 21, 34, 35, 39, 41.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015  
**Déclarant :** ELECTROLUX HOME PRODUCTS, INC., société organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, 10200 David Taylor Drive, 28262 CHARLOTTE, Caroline du Nord, Etats-Unis d'Amérique  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 9.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 296 175  
**Marque française**  
**Signe concerné :** PHILCO (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 17 JANVIER 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/19  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9, 11.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 20 JANVIER 2015  
**Déclarant :** Veeder-Root Company, société constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 125 Powder-Forest Drive, Simsbury, CONNECTICUT 06070, ETATS-UNIS D'AMERIQUE  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 641 100  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 BOURGEOIS REZAC MIGNON, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 296 284  
**Marque française**  
**Signe concerné :** VEEDER-ROOT  
**Date du dépôt :** 18 JANVIER 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/07  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 20 JANVIER 2015  
**Déclarant :** Veeder-Root Company, société constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 125 Powder-Forest Drive, Simsbury, CONNECTICUT 06070, ETATS-UNIS D'AMERIQUE  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 BOURGEOIS REZAC MIGNON, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 296 285  
**Marque française**  
**Signe concerné :** VR  
**Date du dépôt :** 18 JANVIER 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/07  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015  
**Déclarant :** SOCIETE D EDITION DE CANAL PLUS, Société

anonyme, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX  
No SIREN : 329 211 734

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 62 806 - 264 406

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CLAIRMONT AVOCATS, M. BARISSAT Laurent, 9 rue Pierre le  
grand, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 296 287

Marque française

Signe concerné : L'AUTRE JOURNAL (semi-figurative)

Date du dépôt : 18 JANVIER 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/18

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 JANVIER 2015

Déclarant : D.I.F.C.O.M. LA CAVE DES PERES, Société anonyme,  
16 Rue du Docteur Roux, 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

No SIREN : 316 591 999

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 358 277

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
BUREAU DUTHOIT LEGROS ASSOCIES, Mme LEFRANCBOZMAROV  
Marion, 31 Rue des Poissonceaux, CS 40009, 59044  
LILLE CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 297 799

Marque française

Signe concerné : FOUROYANTE

Date du dépôt : 1er FÉVRIER 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/21

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 JANVIER 2015

Déclarant : NOVA, Société en Nom Collectif, 19 rue de la  
République, 76150 MAROMME

No SIREN : 693 002 560

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
PROMARK, M. Berthet Alain, 152 avenue des Champs Elysées,  
75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 297 812

Marque française

Signe concerné : NOVA

Date du dépôt : 1er FÉVRIER 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/07

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 JANVIER 2015

Déclarant : BURGER KING CORPORATION, Société de Droit  
américain, 5505 Blue Lagoon Drive, 33126 MIAMI, Florida, Etats-  
Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
Cabinet LAURENT & CHARRAS, Mme DUTHOIT-LIARDO Anaïs,

Le Contemporain, 50 Chemin de la Bruyère, 69574 DARDILLY  
Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 298 457

Marque française

Signe concerné : BURGER KING (semi-figurative)

Date du dépôt : 5 FÉVRIER 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/21

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 32, 35, 37, 40, 42, 43, 44,  
45.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 JANVIER 2015

Déclarant : CST INDUSTRIES, INC., Société organisée selon les  
lois de l'Etat du Delaware, 9701 Renner Boulevard, Suite 150,  
LENEXA, KANSAS 66219, Etats-Unis d'Amérique

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 39 726 - 260 214 - 331 331

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20, rue de Chazelles, 75847  
PARIS Cedex 17.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 298 588

Marque française

Signe concerné : HARVESTORE

Date du dépôt : 8 FÉVRIER 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/03

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 6, 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 JANVIER 2015

Déclarant : SCHWEPES INTERNATIONAL LIMITED, société de  
droit britannique, 7 Albemarle Street, LONDON W1S 4HQ,  
Royaume-Uni

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 351 331

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
NOVAGRAAF FRANCE, Mme KAUFMANN Delphine, 2 Rue Sarah  
Bernhardt, Bâtiment O2, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE  
CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 298 849

Marque française

Signe concerné : ORANGIA

Date du dépôt : 11 FÉVRIER 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/13

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 JANVIER 2015

Déclarant : TAKEDA PHARMACEUTICAL COMPANY LIMITED,  
Une société de droit japonais, 1-1 Doshomachi 4-chome, Chuoku,  
Osaka, Japon

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
Cabinet DESBARRES & STAEFFEN, M. DESBARRES Thierry, 18  
Avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

Enregistrement concerné

**No national ou No d'enregistrement :** 1 298 893

**Marque française**

**Signe concerné :** Takeda

**Date du dépôt :** 11 FÉVRIER 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/19

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 10.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** TAKEDA PHARMACEUTICAL COMPANY LIMITED, Une société de droit japonais, 1-1 Doshomachi 4-chome, Chuoku, Osaka, Japon

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet DESBARRES & STAEFFEN, M. DESBARRES Thierry, 18 Avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 298 894

**Marque française**

**Signe concerné :** TAKEDA

**Date du dépôt :** 11 FÉVRIER 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/19

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 10.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** BPIFRANCE FINANCEMENT, Société anonyme, 27/31 Avenue du Général Leclerc, 94700 MAISONS ALFORT

**No SIREN :** 320 252 489

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 549 291

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet HARLE et PHELIP, 14/16 Rue Ballu, 75009 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 299 138

**Marque française**

**Signe concerné :** ANVAR

**Date du dépôt :** 13 FÉVRIER 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/38

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 7, 9, 16, 28, 35, 36, 41, 42, 45.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** COMPAGNIE FRANCAISE DE MANUTENTION, Société par actions simplifiée, ZI de l'Hermitage, Boulevard Pierre et Marie Curie, 44150 ANCENIS

**No SIREN :** 097 271 035

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

IPSILON BREMA-LOYER, Mme SEDGWICK Anna, 63 Avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 300 161

**Marque française**

**Signe concerné :** CARIX (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 22 FÉVRIER 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/21

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 7, 12, 39.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** SOCIETE NATIONALE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET ALLUMETTES, Société par actions simplifiée, 143 Boulevard Romain Rolland, 75014 PARIS

**No SIREN :** 331 355 263

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélia, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 300 584

**Marque française**

**Signe concerné :** FLEUR DE SAVANE

**Date du dépôt :** 27 FÉVRIER 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/06

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 34.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 15 JANVIER 2015

**Déclarant :** SUNSWEET GROWERS INC., Société organisée sous les lois de l'Etat de Californie, 901 N. Walton Avenue, 95991 YUBA CITY, Etat de Californie, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS CEDEX 09.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 310 282

**Marque française**

**Signe concerné :** SUNSWEET (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 23 MAI 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/19

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 29, 32.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** MEGMILK SNOW BRAND Co., Ltd., Société de droit japonais, 1-1, Naebo-cho, 6-chome, Higashi-ku, Sapporo, Japon

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 556 804

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

INLEX IP EXPERTISE, Mme DULMAN JULIE, 5 RUE FEYDEAU, 75002 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 310 607

**Marque française**

**Signe concerné :** (figurative)

**Date du dépôt :** 28 MAI 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/49

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 29.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 21 JANVIER 2015

**Déclarant :** AbbVie Inc., Société américaine de l'Etat de l'Illinois, 1 North Waukegan Road, North Chicago, ILLINOIS 60064, Etats-Unis d'Amérique

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 20 724 - 613 856

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 311 526

**Marque française**

**Signe concerné :** FORENE

**Date du dépôt :** 4 JUIN 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/29

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 5.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015

**Déclarant :** HUMEAU BEAUPREAU, SAS, 80 rue des Forges, 49600 BEAUPREAU

**No SIREN :** 393 092 390

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 414 005

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet DEGEZ KERJEAN, Me Sylvie DEGEZ, avocat, 2 rue du Quinconce, 49100 ANGERS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 329 272

**Marque française**

**Signe concerné :** SARRAZIENNE (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 2 MAI 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/43

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 25.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** JAILLANCE, Société anonyme à conseil d'administration, Avenue de la Clairette, 26150 DIE

**No SIREN :** 382 748 986

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET WEINSTEIN, 176 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 329 368

**Marque française**

**Signe concerné :** CLAIRDIE

**Date du dépôt :** 22 AVRIL 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/42

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 33.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** Teledyne LeCroy, Inc., Société organisée sous les lois de l'Etat de Delaware, 1049 Camino Dos Rios, THOUSAND OAKS, CALIFORNIE 91360, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SELAS CASALONGA, 5-7 Avenue Percier, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 94 546 249

**Marque française**

**Signe concerné :** WAVESTATION

**Date du dépôt :** 25 NOVEMBRE 1994

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 04/43

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 9.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** CALVIN KLEIN COSMETIC CORPORATION, Société organisée selon les lois de l'Etat de Delaware, 501 Silverside Road, Wilmington, 19809 DELAWARE, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Hirsch & Associés, Selarl d'Avocats, M. Hirsch Marc Roger, 137 rue de l'Université, 75007 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 95 552 462

**Marque française**

**Signe concerné :** (Figurative)

**Date du dépôt :** 6 JANVIER 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/17

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 3.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 20 JANVIER 2015

**Déclarant :** TEKA FIAÇÃO LTDA., Société de droit brésilien, Rua Paulo Kuehnrich, 68, Prédio Fiação, Etat de Santa Catarina, 89052-900 BLUMENAU, Brésil

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 456 599

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

S.A. FEDIT-LORIOT ET AUTRES CONSEILS EN PROPRIETE INDUSTRIELLE, M. BINOUX Olivier, 38, avenue Hoche, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 95 552 630

**Marque française**

**Signe concerné :** TEKA (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 9 JANVIER 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/17

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 22, 23, 24, 25, 27.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 20 JANVIER 2015

**Déclarant :** BLUE SHEPHERD S.à.r.l, Société de droit

Luxembourgeois, 55 Avenue de la Liberté, L 1931

LUXEMBOURG, LUXEMBOURG

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 640 476

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET WEINSTEIN, 176 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 95 552 845

**Marque française**

**Signe concerné :** LOFT

**Date du dépôt :** 10 JANVIER 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/24  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 43.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 20 JANVIER 2015  
**Déclarant :** SERVICES LOGICIELS D'INTEGRATION BOURSIERE – SLIB, Société anonyme, 1 BOULEVARD HAUSSMANN, 75009 PARIS  
**No SIREN :** 380 059 113  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 298 575 - 461 459  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 INLEX IP EXPERTISE, M. SOUTOUL FRANCK, 5 RUE FEYDEAU, 75002 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 554 424  
**Marque française**  
**Signe concerné :** SLIB  
**Date du dépôt :** 20 JANVIER 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/14  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 35, 36, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015  
**Déclarant :** JTB Corp., Une société de droit japonais, 2-3-11 Higashi-Shinagawa, Shinagawa-ku, Tokyo, Japon  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 195 819  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet DESBARRES & STAEFFEN, M. DESBARRES Thierry, 18 Avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 555 479  
**Marque française**  
**Signe concerné :** JTB  
**Date du dépôt :** 27 JANVIER 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/06  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 39, 42, 43.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 21 JANVIER 2015  
**Déclarant :** PARK In-Jae, 104 Dong 801 Ho, 184 Junggyero, Nowon-gu, 139-795 SEOUL, Corée, République  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 9.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 555 498  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CRATER  
**Date du dépôt :** 27 JANVIER 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/04  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 15.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015  
**Déclarant :** ATALIAN, Société par actions simplifiée à associé unique, 110 rue de L'ourcq, 75019 PARIS  
**No SIREN :** 572 181 170  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET WEINSTEIN, 176 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 556 373  
**Marque française**  
**Signe concerné :** TFN (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 2 FÉVRIER 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/26  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 35, 37, 39, 42, 45.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015  
**Déclarant :** COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN, Société en commandite par actions, 12 cours Sablon, 63000 CLERMONT-FERRAND  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 448 636  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Denneweyer & Associates, M. Bloch François, 55 rue des Bruyères, 1274 HOWALD, Luxembourg.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 556 441  
**Marque française**  
**Signe concerné :** XML  
**Date du dépôt :** 1er FÉVRIER 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/12  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 12.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015  
**Déclarant :** ATALIAN, Société par actions simplifiée à associé unique, 110 rue de L'ourcq, 75019 PARIS  
**No SIREN :** 572 181 170  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET WEINSTEIN, 176 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 559 211  
**Marque française**  
**Signe concerné :** GROUPE TFN  
**Date du dépôt :** 20 FÉVRIER 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/13  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 35, 37, 39, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015  
**Déclarant :** MATERIS PEINTURES, Société par Actions Simplifiée, 71 boulevard du Général Leclerc, 92110 CLICHY

**No SIREN :** 592 028 294  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 640 281  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme PETRIGH Laurence, 31-33 rue de la Baume, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 560 060  
**Marque française**  
**Signe concerné :** MURS D'AUTREFOIS  
**Date du dépôt :** 24 FÉVRIER 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/20  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 2, 19, 22, 37.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015  
**Déclarant :** CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.), Société de droit japonais, 6-2, Honmachi 1-chome, Shibuya-ku, Tokyo, Japon  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 563 328  
**Marque française**  
**Signe concerné :** TWINCEPT  
**Date du dépôt :** 17 MARS 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/30  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 14.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015  
**Déclarant :** KRAFT FOODS BELGIUM INTELLECTUAL PROPERTY BVBA, société de droit belge, Brusselsesteenweg 450, 1500 HALLE, Belgique  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 535 361  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 SODEMA CONSEILS, S.A., M. LAPEYRE Lionel, 16 rue du Général Foy, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 333 959  
**Marque française**  
**Signe concerné :** PIM'S L'ORIGINAL ORANGE  
**Date du dépôt :** 10 JANVIER 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/24  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 30.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 17 JANVIER 2015  
**Déclarant :** E-LEARNING / CROSSKNOWLEDGE, Société par actions simplifiée à associé unique, 4 RUE DU PORT AUX VINS, 92156 SURESNES CEDEX  
**No SIREN :** 429 782 006  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 SCP BBO, M. BENOUAICH Laurent, 147 Rue de la Pompe, 75116 PARIS.

**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 335 194  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CROSSKNOWLEDGE ACADEMY  
**Date du dépôt :** 17 JANVIER 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/25  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 35, 38, 41.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015  
**Déclarant :** CELIO FRANCE, Société par actions simplifiée, 21 rue Blanqui, 93406 SAINT OUEEN  
**No SIREN :** 313 334 856  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 TMARK CONSEILS, M. DESCHAMPS François, 31 rue Tronchet, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 335 296  
**Marque française**  
**Signe concerné :** céliobusiness (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 17 JANVIER 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/25  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 18, 24, 25.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015  
**Déclarant :** HUMEAU BEAUPREAU, SAS, 80 rue des Forges, 49600 BEAUPREAU  
**No SIREN :** 393 092 390  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 423 231  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet DEGEZ KERJEAN, Me Sylvie DEGEZ, avocat, 2 rue du Quinconce, 49100 ANGERS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 335 879  
**Marque française**  
**Signe concerné :** BOTLAND  
**Date du dépôt :** 20 JANVIER 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/25  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 18, 25.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015  
**Déclarant :** HUMEAU BEAUPREAU, SAS, 80 rue des Forges, 49600 BEAUPREAU  
**No SIREN :** 393 092 390  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 423 231  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet DEGEZ KERJEAN, Me Sylvie DEGEZ, avocat, 2 rue du Quinconce, 49100 ANGERS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 335 887  
**Marque française**  
**Signe concerné :** AIRIALE  
**Date du dépôt :** 20 JANVIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/25

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 18, 25.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** LIPPI LA CLOTURE, Société à responsabilité limitée à associé unique, La Fouillouse, 16440 MOUTHIERS-SUR-BOEME  
**No SIREN :** 412 621 294

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SCHMIT-CHRETIEN, Mme VIMES Sandrine, 7-9 Allées Haussmann, 33300 BORDEAUX.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 336 387

**Marque française**

**Signe concerné :** PRACTIS

**Date du dépôt :** 17 JANVIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/26

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 6.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 DÉCEMBRE 2014

**Déclarant :** lefevre christian, 14 passage d'enfer, 75014 PARIS

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

M. lefevre christian, 14 passage d'enfer, 75014 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 336 428

**Marque française**

**Signe concerné :** RollerBasket

**Date du dépôt :** 24 JANVIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/26

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 9, 16, 25, 38, 41, 42, 45.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015

**Déclarant :** LACTALIS NUTRITION SANTE, Société par Actions Simplifiée, Parc d'Activités de Torcé Secteur Est, 35370 TORCE  
**No SIREN :** 451 194 963

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 635 426

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

LACTALIS GESTION PLANIFICATION ORGANISATION, Mme LE ROUX Marina, 10 à 20 rue Adolphe Beck, 53089 LAVAL CEDEX 9.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 337 049

**Marque française**

**Signe concerné :** (Figurative)

**Date du dépôt :** 26 JANVIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/26

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 5, 28, 29, 30, 32.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015

**Déclarant :** PIERRE-PLUS, Société civile de placement immobilier à capital variable, 43/47 avenue de la Grande Armée, 75116 PARIS

**No SIREN :** 382 886 323

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 576 055

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

ALAIN BENSOUSSAN, SELAS, Département Marque, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 337 283

**Marque française**

**Signe concerné :** GRAND'TOUR

**Date du dépôt :** 27 JANVIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/26

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 35, 36, 37, 41, 42.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 21 JANVIER 2015

**Déclarant :** WERNER & MERTZ GmbH, Société allemande

" GmbH ", 96 Rheinallee, 55120 MAINZ, Allemagne

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 640 452

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 9.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 338 135

**Marque française**

**Signe concerné :** DYNATECH PHENIX

**Date du dépôt :** 1er FÉVRIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/27

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 3.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 15 JANVIER 2015

**Déclarant :** SPONTEX, Société par actions simplifiée, 420 rue d'Estienne d'Orves, 92705 COLOMBES CEDEX

**No SIREN :** 309 552 040

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET BEAU DE LOMENIE, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 339 091

**Marque française**

**Signe concerné :** SPONTEX STOP GRAISSE

**Date du dépôt :** 4 FÉVRIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/27

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 21.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015

**Déclarant :** HERTZ SYSTEM, INC., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 225 Brae Boulevard, Park Ridge, NEW JERSEY 07656, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MACHINET Emmanuelle,

158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 339 403

**Marque française**

**Signe concerné** : PACK TRANQUILLITÉ

**Date du dépôt** : 7 FÉVRIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 05/28

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension** : Polynésie française.

**Classes de produits et de services** : 12, 39.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 19 JANVIER 2015

**Déclarant** : HERTZ SYSTEM, INC., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 225 Brae Boulevard, Park Ridge, NEW JERSEY 07656, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :

CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MACHINET Emmanuelle, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 339 404

**Marque française**

**Signe concerné** : PACK CONFORT

**Date du dépôt** : 7 FÉVRIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 05/28

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension** : Polynésie française.

**Classes de produits et de services** : 12, 39.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 19 JANVIER 2015

**Déclarant** : HERTZ SYSTEM, INC., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 225 Brae Boulevard, Park Ridge, NEW JERSEY 07656, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :

CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MACHINET Emmanuelle, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 339 406

**Marque française**

**Signe concerné** : PACK CONFORT PLUS

**Date du dépôt** : 7 FÉVRIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 05/28

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension** : Polynésie française.

**Classes de produits et de services** : 12, 39.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 16 JANVIER 2015

**Déclarant** : ORANGINA SCHWEPES HOLDING FRANCE, société par actions simplifiée, 133 Rue Victor Hugo, 92309 LEVALLOISPERRET CEDEX

**No SIREN** : 056 807 076

**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :

NOVAGRAAF FRANCE, Mme KAUFMANN Delphine, 2 Rue Sarah Bernhardt, Bâtiment O2, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE CEDEX.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 340 315

**Marque française**

**Signe concerné** : OASIS (semi-figurative)

**Date du dépôt** : 10 FÉVRIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 05/28

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension** : Polynésie française.

**Classes de produits et de services** : 32.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 16 JANVIER 2015

**Déclarant** : Panama Jack International, Inc., société constituée selon les lois de l'Etat de Floride, 230 Ernestine Street, Orlando, FL 32801, Etats Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :

CABINET PASCALE LAMBERT ET ASSOCIES, 18 AVENUE DE L'OPERA, 75001 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 340 601

**Marque française**

**Signe concerné** : PANAMA JACK

**Date du dépôt** : 11 FÉVRIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 05/28

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension** : Polynésie française.

**Classes de produits et de services** : 9.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 16 JANVIER 2015

**Déclarant** : Panama Jack International, Inc., société constituée selon les lois de l'Etat de Floride, 230 Ernestine Street, Orlando, FL 32801, Etats Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :

CABINET PASCALE LAMBERT ET ASSOCIES, 18 AVENUE DE L'OPERA, 75001 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 340 602

**Marque française**

**Signe concerné** : (figurative)

**Date du dépôt** : 11 FÉVRIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 05/28

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension** : Polynésie française.

**Classes de produits et de services** : 9.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 21 JANVIER 2015

**Déclarant** : BIOGARAN, Société par actions simplifiée, 15 bd Charles de Gaulle, 92700 COLOMBES

**No SIREN** : 405 113 598

**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :

biofarma, Mme courcelle charlotte, 50 rue Carnot, 92284 SURESNES CEDEX.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 340 856

**Marque française**

**Signe concerné** : PARFELIA

**Date du dépôt** : 14 FÉVRIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 05/29

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension** : Polynésie française.

**Classes de produits et de services** : 5.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 21 JANVIER 2015

**Déclarant :** BIOGARAN, Société par actions simplifiée, 15 bd

Charles de Gaulle, 92700 COLOMBES

**No SIREN :** 405 113 598

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

biofarma, Mme courcelle charlotte, 50 rue Carnot, 92284

SURESNES CEDEX.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 340 859

**Marque française**

**Signe concerné :** PACILIA

**Date du dépôt :** 14 FÉVRIER 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/29

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 5.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015

**Déclarant :** Conte-Marty Natalie, 27 rue Kléber, 92130 ISSY LES

MOULINEAUX

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Mme Conte-Marty Natalie, 27 rue Kléber, 92130 ISSY LES

MOULINEAUX.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 343 934

**Marque française**

**Signe concerné :** FAINE

**Date du dépôt :** 1er MARS 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/31

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 35, 41, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 21 JANVIER 2015

**Déclarant :** VITAGORA, Association Loi 1901, Maison des Industries Alimentaires, 4 boulevard Jean Veillet, 21065 DIJON CEDEX

**No SIREN :** 487 507 121

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 452 496

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

JURISPATENT – CABINET GUIU, Mme GUIU Sandrine, 10 rue

Paul Thénard, 21000 DIJON.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 344 583

**Marque française**

**Signe concerné :** VITAGORA THE TASTE, NUTRITION AND HEALTH INNOVATION POLE (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 3 MARS 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/31

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 35, 36, 41, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 21 JANVIER 2015

**Déclarant :** BLOMET Joël, Moulin de Verville, 95760

VALMONDOIS

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET PLASSERAUD, M. GLAIZE Frédéric, 52 rue de la

Victoire, 75440 PARIS Cedex 09.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 345 472

**Marque française**

**Signe concerné :** PREVOR

**Date du dépôt :** 8 MARS 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/38

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 41, 45.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** COINTREAU, société par actions simplifiée, Carrefour

Molière, 49124 SAINT BARTHELEMY D'ANJOU

**No SIREN :** 582 143 384

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CLS REMY COINTREAU, Mme ROBINO-LE VU KATIA, 2

boulevard des Bretonnières, BP 30079, 49181 SAINT

BARTHELEMY D'ANJOU.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 356 599

**Marque française**

**Signe concerné :** COINTREAU POLITAN

**Date du dépôt :** 2 MAI 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/40

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 30, 32, 33.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015

**Déclarant :** Conte-Marty Natalie, 27 rue Kléber, 92130 ISSY LES

MOULINEAUX

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Mme Conte-Marty Natalie, 27 rue Kléber, 92130 ISSY LES

MOULINEAUX.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 359 665

**Marque française**

**Signe concerné :** Faine développement des compétences individuelles et collectives (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 18 MAI 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/42

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 35, 41, 42, 44.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 15 JANVIER 2015

**Déclarant :** SAINT-GOBAIN WEBER, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance, Rue de Brie, 77170 SERVON

**No SIREN :** 572 060 325

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET LAVOIX, M. LAUBET-XAVIER Jean-Christophe, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 360 910

**Marque française**

**Signe concerné :** WEBER.FIX

**Date du dépôt :** 24 MAI 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/01, 05/43

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 1, 19.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 15 JANVIER 2015

**Déclarant :** SAINT-GOBAIN WEBER, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance, Rue de Brie, 77170 SERVON  
**No SIREN :** 572 060 325

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET LAVOIX, M. LAUBET-XAVIER Jean-Christophe, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 360 913

**Marque française**

**Signe concerné :** WEBER.DRY

**Date du dépôt :** 24 MAI 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/43

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 19.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 15 JANVIER 2015

**Déclarant :** SAINT-GOBAIN WEBER, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance, Rue de Brie, 77170 SERVON  
**No SIREN :** 572 060 325

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET LAVOIX, M. LAUBET-XAVIER Jean-Christophe, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 360 915

**Marque française**

**Signe concerné :** WEBER.PLAST

**Date du dépôt :** 24 MAI 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/43

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 2, 17, 19.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 15 JANVIER 2015

**Déclarant :** SAINT-GOBAIN WEBER, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance, Rue de Brie, 77170 SERVON  
**No SIREN :** 572 060 325

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET LAVOIX, M. LAUBET-XAVIER Jean-Christophe, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 360 919

**Marque française**

**Signe concerné :** WEBER.BAT

**Date du dépôt :** 24 MAI 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/43

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 19.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 JANVIER 2015

**Déclarant :** SCA CHATEAU DE LA GARDINE BRUNEL ET FILS, Société civile agricole, Château de la Gardine, 84230

CHATEAUNEUF-DU-PAPE

**No SIREN :** 300 188 745

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

M. BOUTRON Philippe, FIDAL, 4/6 Avenue d'Alsace, 92982 PARIS LA DEFENSE.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 366 883

**Marque française**

**Signe concerné :** PEUR BLEUE

**Date du dépôt :** 21 JUIN 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/47

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 30, 32, 33.

---

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 JANVIER 2015

**Déclarant :** EDITIONS MILAN MUSIC, Société anonyme, 1 rue de Fleurus, 75006 PARIS

**No SIREN :** 333 204 121

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet Weinstein, M. FRICK Christian, 176 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 95 560 755

**Marque française**

**Signe concerné :** MILAN

**Date du dépôt :** 1er MARS 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/48

**Portée du renouvellement**

**Renouvellement limité aux produits et services suivants :**

Disques acoustiques, disques compacts (audio-vidéo), disques optiques, disques magnétiques, bandes (rubans magnétiques, bandes audio et bandes vidéo à l'exception de ceux qui ont trait à la ville italienne de Milan. ; Papier, carton et produits en ces matières, non compris dans d'autres classes à l'exception de ceux qui ont trait à la ville italienne de Milan ; produits de l'imprimerie à l'exception de ceux qui ont trait à la ville italienne de Milan ; articles pour reliures ; photographies à l'exception de ceux qui ont trait à la ville italienne de Milan ; papeterie ; adhésifs (matières collantes) pour la papeterie ou le ménage ; matériel pour les artistes ; pinceaux ; machines à écrire et articles de bureau (à l'exception des meubles) ; matériel d'instruction ou d'enseignement (à l'exception des appareils) à l'exception de ceux qui ont trait à la ville italienne de Milan ; matières plastiques pour l'emballage (non comprises dans d'autres classes) ; caractères d'imprimerie ; clichés à l'exception de ceux qui ont trait à la ville italienne de Milan. ; Education et divertissement à l'exception de ceux qui ont trait à la ville italienne de Milan.

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 9, 16, 41.

**DECISION n° 4094 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94541719.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 94541719 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-14 du 3 avril 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 94541719 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 4095 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3323606.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3323606 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-14 du 3 avril 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3323606 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 4096 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3356773.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3356773 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-14 du 3 avril 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3356773 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 4097 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3360062.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3360062 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-14 du 3 avril 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3360062 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 4098 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3337997.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3337997 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-14 du 3 avril 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3337997 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 4099 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3336823.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3336823 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-14 du 3 avril 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3336823 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 4100 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3365917.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3365917 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-14 du 3 avril 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3365917 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

# **DECISION n° 4101 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant rejet de des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3337590, n° 3317171 et n° 3317172.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 3337590, n° 3317171 et n° 3317172 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-14 du 3 avril 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 3337590, n° 3317171 et n° 3317172 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**ARRETE n° 4102 MRE/DAE du 22 mai 2015 portant extension des enregistrements de 91 marques françaises.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-21 du 23 mai 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4087027 et n° 4087366 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-26 du 27 juin 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4095911 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-34 du 22 août 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4108970, n° 4109125 et n° 4109195 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-36 du 5 septembre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4111354 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-39 du 26 septembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4114766 et n° 4114773 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-40 du 3 octobre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4117229 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-44 du 31 octobre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4124872 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-46 du 14 novembre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4128205 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-48 du 28 novembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4131278, n° 4131298, n° 4131653 et n° 4131655 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-49 du 5 décembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4132933, n° 4132934 et n° 4133780 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-50 du 12 décembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4134314, n° 4134317, n° 4134318, n° 4134319, n° 4134326, n° 4134793, n° 4134909, n° 4134984 et n° 4135011 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-51 du 19 décembre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4136377 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-52 du 26 décembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4139442, n° 4139603, n° 4139608 et n° 4139674 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-1 du 2 janvier 2015 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4140062 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-2 du 9 janvier 2015 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 29 NS du 16 juillet 2014, page 2536 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4087027 et n° 4087366 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 32 NS du 24 juillet 2014, page 2588 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4095911 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 46 NS du 8 septembre 2014, page 3718 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4108970, n° 4109125 et n° 4109195 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 54 NS du 16 octobre 2014, page 3886 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4111354, n° 4114766 et n° 4114773 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 62 NS du 20 novembre 2014, page 4818 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4117229 et n° 4124872 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 1 NS du 8 janvier 2014, page 2 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4128205, n° 4131278, n° 4131298, n° 4131653 et n° 4131655 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 2 NS du 15 janvier 2014, page 197 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4132933, n° 4132934, n° 4133780, n° 4134314, n° 4134317, n° 4134318, n° 4134319, n° 4134326, n° 4134793, n° 4134909, n° 4134984 et n° 4135011 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 4 NS du 29 janvier 2015, page 110 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4136377, n° 4139442, n° 4139603, n° 4139608 et n° 4139674 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 19 février 2015, page 1660 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-15 du 10 avril 2015 volume 2 ayant publié l'enregistrement des marques objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et les JOPF susvisés, et listés dans les 2 annexes au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

**ANNEXE N° 1 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES ENREGISTREMENTS DE 91 MARQUES FRANÇAISES**  
**74 extensions effectuées sans modification par rapport aux demandes publiées**

Numéro de la marque (n° INPI)	Date dépôt demande d'extension	Déposant	Mandataire ou destinataire de la correspondance	Classes de produits et de services	Références BOPI publication demande d'extension	Références BOPI Enregistrement de la marque	Références JOFF publication demande d'extension
4087027	28 AVRIL 2014	VERNETINE	PROMARK	3, 44.	BOPI 2014-21 du 23/05/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 29 NS du 16/07/2014
4095911	5 JUIN 2014	Maisons Paysannes de France	MAISONS PAYSANNES DE FRANCE	16, 37, 41.	BOPI 2014-26 du 27/06/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 32 NS du 24/07/2014
4109125	30 JUILLET 2014	CHRONOPOST	IPSILON BREMA LOYER	11, 12, 16, 17, 38, 39, 42.	BOPI 2014-34 du 22/08/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 46 NS du 08/09/2014
4109195	30 JUILLET 2014	MERIAL	REGIMBEAU	3, 5.	BOPI 2014-34 du 22/08/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 46 NS du 08/09/2014
4114766	1er SEPTEMBRE 2014	M. Fabien BITTON	IPSILON BREMA-LOYER	19, 27.	BOPI 2014-39 du 26/09/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 54 NS du 16/10/2014
4133780	14 NOVEMBRE 2014	KERING	SANTARELLI	41	BOPI 2014-49 du 05/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4134314	17 NOVEMBRE 2014	Mme. Florence Foresti	SELARL Schmidt Brunet & associés	35	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4134317	17 NOVEMBRE 2014	GROUPAMA GAN VIE	NOVAGRAAF FRANCE	36	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4134318	17 NOVEMBRE 2014	GROUPAMA GAN VIE	NOVAGRAAF FRANCE	36	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4134319	17 NOVEMBRE 2014	MENAGE ET VOUS	Next Marq	37, 39, 40.	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4134326	17 NOVEMBRE 2014	VALEO SERVICE	SANTARELLI	7, 9, 11, 12, 17.	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4134793	18 NOVEMBRE 2014	ORIGINAL GOURMET FOOD COMPANY INC.	IN CONCRETO	30	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4134909	19 NOVEMBRE 2014	AGRIAL	CABINET LE GUEN MAILLET	9, 16, 35, 41.	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4134984	19 NOVEMBRE 2014	M. Grégory Mollet-Viéville	SCP DTMV	6, 12, 19, 25, 28, 35, 37, 38, 39, 41, 44.	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 2 NS du 15/01/2015
4139442	2 DÉCEMBRE 2014	NORMAND DE BREUVERY ASSURANCES	SELARL LAURENCE CURIEL AVOCAT	35, 36, 42.	BOPI 2014-52 du 26/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 4 NS du 29/01/2015
4139603	5 DÉCEMBRE 2014	ALLIANCE DES CRUS BOURGEOIS DU MEDOC	GEVERS FRANCE	33, 35, 41.	BOPI 2014-52 du 26/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 4 NS du 29/01/2015
4139608	5 DÉCEMBRE 2014	ALLIANCE DES CRUS BOURGEOIS DU MEDOC	GEVERS FRANCE	33, 35, 41.	BOPI 2014-52 du 26/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 4 NS du 29/01/2015
4139674	5 DÉCEMBRE 2014	SIMU	CABINET LAVOIX	7, 9, 35, 37, 38, 41, 42, 45.	BOPI 2014-52 du 26/12/2014	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 4 NS du 29/01/2015
4140062	8 DÉCEMBRE 2014	HERMES INTERNATIONAL	HERMES INTERNATIONAL	18	BOPI 2015-01 du 02/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4141708	12 DÉCEMBRE 2014	GROUPE AUCHAN	LLR	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4141794	15 DÉCEMBRE 2014	RENAULT s.a.s.	RENAULT	12	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4141876	15 DÉCEMBRE 2014	CHANEL	CHANEL	14	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4141878	15 DÉCEMBRE 2014	CHANEL	CHANEL	14	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4141881	15 DÉCEMBRE 2014	CHANEL	CHANEL	14	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4141979	15 DÉCEMBRE 2014	THER ECO	CABINET SCHMIT-CHRETIEN	7, 11, 37.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142030	15 DÉCEMBRE 2014	AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE	REGIMBEAU	37, 39, 40, 41, 42.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142035	15 DÉCEMBRE 2014	AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE	REGIMBEAU	37, 39, 40, 41, 42.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142123	15 DÉCEMBRE 2014	Mlle Heltiare TARAHU	Heltiare TARAHU	16, 18, 25.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142164	16 DÉCEMBRE 2014	TRANSFORMATIONS SAS	TRANSFORMATIONS	35, 37, 41, 42.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142188	16 DÉCEMBRE 2014	ETABLISSEMENTS RIVOIRE-JACQUEMIN	CABINET GERMAIN & MAUREAU	29	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142301	16 DÉCEMBRE 2014	PARISTRIP	Gérard HAAS	9, 16, 39, 41, 43.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142328	16 DÉCEMBRE 2014	SOCIETE D'EXPLOITATION D'UN SERVICE D'INFORMATION	CLAIRMONT AVOCATS	38	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142342	16 DÉCEMBRE 2014	M. Joan LASKAR	OMNIPAT MDM	35	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142360	16 DÉCEMBRE 2014	Wimpy Kid	MARK & LAW	9, 16, 18, 25, 28, 41.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142366	16 DÉCEMBRE 2014	FROMAGERIES PAPILLON	SELAS CASALONGA	29	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142376	16 DÉCEMBRE 2014	Ludwin Fundraising Solutions	Marc LAVINE	35, 41.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142414	16 DÉCEMBRE 2014	RINCE AND CO	BUREAU DUTHOIT LEGROS ASSOCIES	32	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142547	17 DÉCEMBRE 2014	LVME SOFRIMAR	LVME SOFRIMAR	29, 30, 35.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142590	17 DÉCEMBRE 2014	Very Important Events	Very Important Events	35	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142631	17 DÉCEMBRE 2014	COLLINES DE PROVENCE	CABINET BOETTCHER	3, 5, 9, 21.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142699	17 DÉCEMBRE 2014	S.C. Johnson & Son	GILBEY LEGAL	5	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142790	17 DÉCEMBRE 2014	Société de Recherche Cosmétique S.A.R.L.	IPSILON BREMA LOYER	3, 5, 44.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142793	17 DÉCEMBRE 2014	Société de Recherche Cosmétique S.A.R.L.	IPSILON BREMA LOYER	3, 5, 44.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142833	18 DÉCEMBRE 2014	RENAULT s.a.s.	RENAULT	12	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142875	18 DÉCEMBRE 2014	M. Jacques PRUNIER	LLACER & Associates	5	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142879	18 DÉCEMBRE 2014	M. Jacques PRUNIER	LLACER & Associates	5	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142922	18 DÉCEMBRE 2014	FRED PARIS	CABINET GERMAIN & MAUREAU	9, 14, 35.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4142982	18 DÉCEMBRE 2014	Duck Global Licensing AG (Duck Global Licensing SA) (Duck Global Licensing Ltd)	GILBEY LEGAL	3, 5, 21.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015
4143003	18 DÉCEMBRE 2014	UNION BANCAIRE PRIVEE	CABINET PLASSERAUD	36	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOFF n° 7 NS du 19/02/2015

4143008	18 DÉCEMBRE 2014	Duck Global Licensing AG (Duck Global Licensing SA) (Duck Global Licensing Ltd)	GILBEY LEGAL	3, 5, 21.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143049	18 DÉCEMBRE 2014	UNION BANCAIRE PRIVEE	CABINET PLASSERAUD	36	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143081	18 DÉCEMBRE 2014	PepsiCo	HoganLovells (Paris) LLP	29	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143134	18 DÉCEMBRE 2014	M. Pascal LAUNAY	Pascal LAUNAY	9, 10, 44.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143137	18 DÉCEMBRE 2014	M. Pascal Launay	Pascal LAUNAY	9, 10, 44.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143144	18 DÉCEMBRE 2014	M. Pascal LAUNAY	Pascal LAUNAY	9, 10, 44.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143197	19 DÉCEMBRE 2014	Mutuelle Générale des Affaires Sociales (MGAS)	Mutuelle Générale des Affaires Sociales (MGAS)	36, 44, 45.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143198	19 DÉCEMBRE 2014	Mutuelle Générale des Affaires Sociales (MGAS)	Mutuelle Générale des Affaires Sociales (MGAS)	36, 44, 45.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143201	19 DÉCEMBRE 2014	Mutuelle Générale des Affaires Sociales (MGAS)	Mutuelle Générale des Affaires Sociales (MGAS)	36, 44, 45.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143205	18 DÉCEMBRE 2014	THALASSO.COM	AB INITIO	3, 35, 36, 39, 41, 43, 44.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143230	19 DÉCEMBRE 2014	AGENCE DE BOUARD - LA MAISON DES VOYAGES	AVOXA CPI	39, 41, 43.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143252	19 DÉCEMBRE 2014	CONFISERIE DU ROY RENE	CABINET HAUTIER	21, 29, 30, 35, 43.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143256	19 DÉCEMBRE 2014	M. Steve Cardoen	Steve CARDOEN	8, 28, 41.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143375	19 DÉCEMBRE 2014	Mlle Clotilde Biron	Clotilde BIRON	9, 35, 37, 38, 39.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143429	19 DÉCEMBRE 2014	EURO MEDIA GROUP	CABINET BEAU DE LOMENIE	35, 38, 41, 42.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143436	19 DÉCEMBRE 2014	EURO MEDIA GROUP	CABINET BEAU DE LOMENIE	35, 38, 41, 42.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143448	19 DÉCEMBRE 2014	CASTEL FRERES	CASTEL FRERES	33	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143452	19 DÉCEMBRE 2014	GER'SON	PROMARK	30	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143455	19 DÉCEMBRE 2014	GER'SON	PROMARK	30	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143456	19 DÉCEMBRE 2014	CASTEL FRERES	CASTEL FRERES	33	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143459	19 DÉCEMBRE 2014	BEL LEERDAMMER B.V.	ATMARK	29	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143461	19 DÉCEMBRE 2014	BEL LEERDAMMER B.V.	ATMARK	29	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143467	19 DÉCEMBRE 2014	Comité National Olympique et Sportif Français	Wilson & Berthelot	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143475	19 DÉCEMBRE 2014	Comité National Olympique et Sportif Français	Wilson & Berthelot	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015
4143629	21 DÉCEMBRE 2014	M. Mehdi EL AZMI	Mehdi EL AZMI	16, 35, 38, 41, 42, 45.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-15 du 10/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015

**ANNEXE n°2 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION  
DES ENREGISTREMENTS DE 91 MARQUES FRANCAISES  
17 marques étendues avec modification**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°29 NS du 16/07/2014 – p 2536
- et au BOPI n°2014-21 du 23/05/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 087 366**

**Dépôt du :** 29 AVRIL 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

FRIGOTIMES, SAS, 12 RUE EUGENE DE LOUISE, RIVIERE DES  
GALETS, 97419 LA POSSESSION.

**No SIREN :** 310 863 063.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

FRIGOTIMES, M. THIACK KWAN ERIC, 12 RUE EUGENE DE  
LOUISE, RIVIERE DES GALETS, 97419 LA POSSESSION.

**MIETTES ROUGAIL**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 29, 35.

**BOPI de publication antérieure :** 14/21

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°46 NS du 08/09/2014 – p 3718
- et au BOPI n°2014-34 du 22/08/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 108 970**

**Dépôt du :** 29 JUILLET 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

société Air France, Société anonyme, 45 rue de Paris, 95747  
ROISSY-CHARLES-DE-GAULLE.

**No SIREN :** 420 495 178.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet Meyer & Partenaires, Espace Européen de l'Entreprise, 4  
rue de Dublin, 67300 SCHILTIGHEIM.

**TRAVEL  
BY AIRFRANCE**

**Marque déposée en couleurs.**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 35, 38, 39, 41.

**BOPI de publication antérieure :** 14/34

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°54 NS du 16/10/2014 – p 3886
- et au BOPI n°2014-36 du 05/09/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 111 354**

**Dépôt du :** 11 AOÛT 2014

**à :** I.N.P.I. PARIS

Marotta Controls, Inc, Société organisée selon les lois du New  
Jersey, 78 Boonton Avenue, P.O. Box 427, Montville, NEW  
JERSEY 07045-0427, Etats-Unis d'Amérique.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

REGIMBEAU, Mme THILL Isabelle, 20 rue de Chazelles, 78547  
PARIS CEDEX 17.

**MAROTTA**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 7, 9.

**BOPI de publication antérieure :** 14/36

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°54 NS du 16/10/2014 – p 3886
- et au BOPI n°2014-39 du 26/09/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 114 773**

**Dépôt du :** 1er SEPTEMBRE 2014.

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

M. BITTON Fabien, 3 avenue Daumesnil, 94160 SAINT-MANDE.

M. BITTON David, 60 rue François 1er, 75008 PARIS.

M. DUPERRET Sébastien, 152 rue de la Fauconnerie, 77176  
NANDY.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

IPSILON BREMA-LOYER, Le Centralis, 63 avenue du Général  
Leclerc, 92340 BOURG LA REINE.

**FLOORSTICK**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 19, 27.

**BOPI de publication antérieure :** 14/39

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°62 NS du 20/11/2014 – p 4818
- et au BOPI n°2014-40 du 03/10/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 117 229**

**Dépôt du :** 11 SEPTEMBRE 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

M. WANE Louis, Lotissement Vetea, PIRAE, 98716 TAHITI,  
Polynésie Française.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet Meyer & Partenaires, Espace Européen de l'Entreprise, 4  
rue de Dublin, 67300 SCHILTIGHEIM.

**FAKARAVA LAGOON**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 41, 43, 44.

**BOPI de publication antérieure :** 14/40

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°62 NS du 20/11/2014 – p 4818
- et au BOPI n°2014-44 du 31/10/2014 (vol.1)

**No National : 14 4 124 872**

**Dépôt du :** 10 OCTOBRE 2014

**à :** I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Claire Giraudin, agissant au nom et pour le compte de France Créative, association française en cours de formation, 225 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

INLEX IP EXPERTISE, 5, rue Feydeau, 75002 PARIS.

## France Créative

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 16, 35, 38, 41.

**BOPI de publication antérieure :** 14/44

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°1 NS du 08/01/2015 – p 2
- et au BOPI n°2014-46 du 14/11/2014 (vol.1)

**No National :** 14 4 128 205

**Dépôt du :** 22 OCTOBRE 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

VIGNOBLES DE SAINT-TROPEZ, SCAV, 43 Avenue Paul Roussel, 83990 SAINT-TROPEZ.

**No SIREN :** 783 120 009.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

VIGNOBLES DE SAINT-TROPEZ, M. GUICHET Alain, 43 Avenue Paul Roussel, 83990 SAINT-TROPEZ.

## DOMAINE LADOUCEUR

**Description de la marque :** Domaine LaDouceur en noir et blanc

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 29, 30, 33.

**BOPI de publication antérieure :** 14/46

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°1 NS du 08/01/2015 – p 2
- et au BOPI n°2014-48 du 28/11/2014 (vol.1)

**No National :** 14 4 131 278

**Dépôt du :** 4 NOVEMBRE 2014

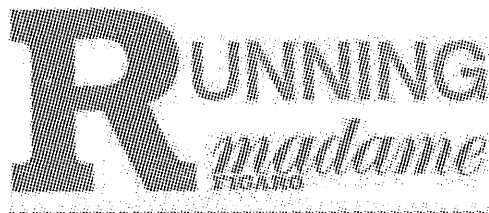
**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SOCIÉTÉ DU FIGARO, SAS, 14, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

**No SIREN :** 542 077 755.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SOCIÉTÉ DU FIGARO, Direction Juridique, Soizick de LINARES, 14, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS.



**Marque déposée en couleurs.**

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 9, 16, 18, 25, 35, 41.

**BOPI de publication antérieure :** 14/48

**No National :** 14 4 131 298

**Dépôt du :** 4 NOVEMBRE 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Airbus Defence and Space SAS, Société par actions simplifiée, 51-61 ROUTE DE VERNEUIL, 78130 LES MUREAUX.

**No SIREN :** 393 341 516.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

BREVALEX, 95 rue d'Amsterdam, 75378 PARIS CEDEX 8.

## Clear Horizon

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 7, 9, 42.

**BOPI de publication antérieure :** 14/48

**No National :** 14 4 131 653

**Dépôt du :** 5 NOVEMBRE 2014

**à :** I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

BLK DNM GROUP, LLC, Société régie par les lois de l'Etat du Delaware, 237 LAFAYETTE STREET, 10012 NEW YORK, Etats-Unis d'Amérique.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

PROMARK, AVOCATS A LA COUR, 62, AVENUE DES CHAMPS ELYSEES, 75008 PARIS.

## BLK DNM

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 25, 35.

**BOPI de publication antérieure :** 14/48

**No National :** 14 4 131 655

**Dépôt du :** 5 NOVEMBRE 2014

**à :** I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

BLK DNM GROUP, LLC, Société régie par les lois de l'Etat du Delaware, 237 LAFAYETTE STREET, 10012 NEW YORK, Etats-Unis d'Amérique.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

PROMARK, AVOCATS A LA COUR, 62, AVENUE DES CHAMPS ELYSEES, 75008 PARIS.



**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits ou services :** 25, 35.

**BOPI de publication antérieure :** 14/48

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°2 NS du 15/01/2015 – p 197
- et au BOPI n°2014-49 du 05/12/2014 (vol.1)

**No National :** 14 4 132 933

**Dépôt du :** 7 NOVEMBRE 2014

**à :** I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

CARREFOUR, société anonyme, 33 Avenue Emile Zola, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

**No SIREN :** 652 014 051.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

NOVAGRAAF FRANCE, 122 RUE EDOUARD AILLANT, 92593 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.

**MA LISTE +**

**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits ou services :** 35.  
**BOPI de publication antérieure :** 14/49

**No National :** 14 4 132 934

**Dépôt du :** 7 NOVEMBRE 2014

**à :** I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

CARREFOUR, société anonyme, 33 Avenue Emile Zola, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

**No SIREN :** 652 014 051.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

NOVAGRAAF FRANCE, 122 RUE EDOUARD VAILLANT, 92593 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.

**MA EASY LISTE**

**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits ou services :** 35.  
**BOPI de publication antérieure :** 14/49

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°2 NS du 15/01/2015 – p 197
- et au BOPI n°2014-50 du 12/12/2014 (vol.1)

**No National :** 14 4 135 011

**Dépôt du :** 17 NOVEMBRE 2014

**à :** I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

M. CUISSET VINCENT, 35 HAMEAU DE NOAILLES, 33400 TALENCE.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SELARL JURIDIAL, M. MEZIANE WILFRIED, 111 COURS DU MARECHAL GALLIENI, 33000 BORDEAUX.



**Marque déposée en couleurs.**  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits ou services :** 34.  
**BOPI de publication antérieure :** 14/50

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°4 NS du 29/01/2015 – p 110
- et au BOPI n°2014-51 du 19/12/2014 (vol.1)

**No National :** 14 4 136 377

**Dépôt du :** 17 NOVEMBRE 2014

**à :** I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

INSUDIET, SAS, 1 ZONE INDUSTRIELLE DU TAILLIS, 49270 CHAMPTOCEAUX.

**No SIREN :** 381 581 255.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

INSUDIET, SERVICE JURIDIQUE, 1 ZI DU TAILLIS, 49270 CHAMPTOCEAUX.

**PROBARIA**

**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits ou services :** 5, 29, 30, 32.  
**BOPI de publication antérieure :** 14/51

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°7 NS du 19/02/2015 – p 1660
- et au BOPI n°2015-02 du 09/01/2015 (vol.1)

**No National :** 14 4 141 935

**Dépôt du :** 15 DÉCEMBRE 2014

**à :** I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Mlle ILELEJI LUCRECE, 63 AVENUE MOZART, 75016 PARIS.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Mlle ILELEJI LUCRECE, 63 AVENUE MOZART, 75016 PARIS.

**LUKHITA<sup>TM</sup> Energy**

**Marque déposée en couleurs.**

**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits ou services :** 4, 35, 37, 40, 41, 42, 45.  
**BOPI de publication antérieure :** 15/02

**No National :** 14 4 143 057

**Dépôt du :** 18 DÉCEMBRE 2014

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

M. MIROGLIO Gian-Marco dit MIRO, 33 b avenue Reille, 75014 PARIS.

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SCP DTMV, 164 Rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

**MIRO SHOW**

**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits ou services :** 9, 16, 41.  
**BOPI de publication antérieure :** 15/02

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT  
DES ACTIVITÉS DU SECTEUR PRIMAIRE**

**ARRETE n° 4071 MDA du 21 mai 2015 abrogeant l'arrêté n° 4063 MAA du 13 mai 2014 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 5 d'une superficie de 1,61 hectare dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Jacques Francis Jean Huteau.**

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 30 CM du 10 janvier 2005 modifié portant affectation d'une partie des terres Tevarovaro-Taputai dit domaine Bachelier, référencée commune de Taputapuatea, section de commune de Avera, au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le bail du 23 juin 2014 conclu entre la Polynésie française et M. Jacques Francis Jean Huteau relatif à la location du lot n° 5 du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent ;

Vu le courrier de M. Jacques Francis Jean Huteau du 26 février 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 4063 MAA du 13 mai 2014 autorisant la location du lot n° 5 d'une superficie de 1,61 hectare dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Jacques Francis Jean Huteau est abrogé.

Art. 2.— La résiliation du bail du 23 juin 2014 susvisé conclu entre la Polynésie française et M. Jacques Francis Jean Huteau, est autorisée à compter du dernier paiement de loyer constaté.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, le ministre du développement des activités du secteur primaire et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, sont chargés de l'exécution, chacun en ce qui le concerne, du

présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du développement  
des activités du secteur primaire,*  
Frédéric RIVETA.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 4072 MDA du 21 mai 2015 accordant à l'Ifremer une dérogation à l'interdiction prévue par les dispositions de l'article 4 de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines d'eau douce du patrimoine naturel polynésien, l'autorisant ainsi à prélever et à déplacer des bécotiers de taille inférieure à douze (12) centimètres pour effectuer des travaux de recherche scientifique.**

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection des espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien, notamment ses articles 4 et 11 ;

Vu la lettre de l'Ifremer du 31 mars 2015 ;

Vu l'avis favorable du ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine du 29 avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée à l'Ifremer une dérogation à l'interdiction prévue par les dispositions de l'article 4 de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée susvisée, l'autorisant à prélever, à déplacer et à détenir, des bécotiers de taille inférieure à douze (12) centimètres, pour effectuer des travaux de recherche scientifique.

Art. 2.— La dérogation prévue à l'article 1er ci-dessus, concerne l'espèce *Tridacna maxima*, dénommée couramment "bécotier". Trente (30) individus au maximum pourront être

prélevés dans l'atoll de Hao à des fins d'étude sur la prévalence et les niveaux d'infestation au parasite *Perkinsus olseni*.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Frédéric RIVETA.

**ARRETE n° 4108 MDA du 22 mai 2015 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Francis Laine sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 140).**

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières du 24 février 2014 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Manihi du 25 février 2015 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Francis Laine du 4 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Francis Laine, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 1er juillet 2015, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 50 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 18,07 hectares (10 hectares et 8,07 hectares) ;
- pour deux maisons d'exploitation et de greffe d'une superficie totale de 60 mètres carrés (40 mètres carrés et 20 mètres carrés).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *trois cent quatre-vingt-trois mille cinquante francs CFP* (383 050 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 50 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 100 000 F CFP ;
- sur la base de 18,07 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 271 050 F CFP ;
- sur la base de 60 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 1er juillet 2015.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Francis Laine, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 1er juillet 2015.

Art. 5.— L'arrêté n° 956 CM du 22 juin 2010 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Francis Laine sis à Ahe, commune de Manihi, est abrogé à compter du 30 juin 2015.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2015.  
Frédéric RIVETA.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL  
ET DU DIALOGUE SOCIAL, DE L'EMPLOI,  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE LA CONDITION FÉMININE**

**ARRETE n° 4073 MTS du 21 mai 2015 portant modification de l'arrêté n° 9717 MSE du 3 décembre 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel de cuisinier(ère).**

Le ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 681 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine ;

Vu le code du travail et notamment son article LP. 6312-16 ;

Vu l'arrêté n° 894 CM du 13 juillet 2012 portant création du titre professionnel de cuisinier(ère) ;

Vu l'arrêté n° 9717 MSE du 3 décembre 2013 modifié portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel de cuisinier(ère),

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 9717 MSE du 3 décembre 2013 modifié est complété comme suit :

- M. Hendry Pito.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Priscille Tea FROGIER.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT  
ET DE LA RENOVATION URBAINE,  
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,  
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

**ARRETE n° 4038 MLV/DAF du 20 mai 2015 portant affectation de plusieurs véhicules administratifs au profit de la direction générale de l'éducation et des enseignements.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1298 CM du 4 septembre 2014 portant nomination de Mme Loyana Legall en qualité de directrice des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 portant délégation de signature à Mme Loyana Legall, directrice des affaires foncières ;

Vu la lettre n° 17416 MEE/DGEE/LOG du 24 avril 2015 de la direction générale de l'éducation et des enseignements,

Arrête :

Article 1er.— Les véhicules administratifs figurant sur la liste annexée au présent arrêté, sont affectés au profit de la direction générale de l'éducation et des enseignements.

Art. 2.— La directrice des affaires foncières est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
La directrice des affaires foncières,  
Loyana LEGALL.

**4038**

**Annexe à l'arrêté n° /MLV/DAF du 20 MAI 2015**  
**Liste des véhicules à affecter à la Direction générale de l'éducation et des enseignements**

Nombre	N° immatriculation	Modèle	Marque
1	D 5057	TWINGO	RENAULT
2	D 5340	BOXER	PEUGEOT
3	D 5350	4X4	HYUNDAI
4	D 5362	L200	MITSUBISHI
5	D 5363	L200	MITSUBISHI
6	D 5364	L200	MITSUBISHI
7	D 5423	EXPERT	PEUGEOT
8	D 4897	VESPA 125	PIAGGIO
9	D 6324	SCOOTER 125	KEEWAY
10	D 6325	SCOOTER 50	KEEWAY
11	D 6398	MEGANE	RENAULT
12	D 6598	KANGOO	RENAULT
13	D 6822	BERLINE	DACIA
14	D 6828	BERLINE	DACIA
15	D 6868	SCOOTER 300	HONDA
16	D 5297	KANGOO	RENAULT
17	D 6688	KANGOO	RENAULT
18	D 5121	SCOOTER 50	PEUGEOT
19	D 5665	PARTNER	PEUGEOT
20	D 5793	EXPERT	PEUGEOT
21	D 5053	TWINGO	RENAULT
22	D 5261	TWINGO	RENAULT
23	D 5036	EXPRESS	RENAULT
24	D 5623	MEGANE	RENAULT
25	D 5950	SCOOTER 125	PIAGGIO
26	D 6478	BERLINGO	CITROEN

**ARRETE n° 4074 MLV du 21 mai 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'emplacement du domaine public maritime remblayé sis place Hawaiki Nui, cadastrée section AD n° 315, commune de Uturoa à Raiatea, au profit de Mme Mihimana Atani.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 modifiée réglementant le commerce des boissons ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu la demande de Mme Mihimana Atani en date du 16 avril 2014, complétée le 18 août 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Uturoa en date du 18 août 2014 ;

Vu l'avis de la commission du domaine public réunie le 22 octobre 2014,

Arrête :

Article 1er. — L'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement d'une superficie de 50 mètres carrés du domaine public maritime remblayé sis place Hawaiki Nui, cadastrée section AD n° 315, commune de Uturoa à Raiatea, est consentie au profit de Mme Mihimana Atani.

Cette occupation est destinée à l'exploitation d'un commerce ambulant (roulotte), en journée du mardi au dimanche de 10 heures à 14 heures et en soirée du mercredi au lundi de 17 h 30 à 23 heures.

Et tel que le tout figure sur le plan joint à la demande de l'intéressée.

Art. 2. — La présente autorisation consentie pour une durée d'une (1) année à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace concédé.
- 2° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

3° Il lui appartient de conclure les assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile et de communiquer à la Polynésie française les attestations relatives aux contrats d'assurances qu'il aura souscrits.

4° Il est tenu de présenter à la Polynésie française, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'attestation des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public.

5° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

6° Il est tenu d'acquitter tous impôts et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité de commerce ambulant.

Art. 3. — Le bénéficiaire peut installer des tables et des chaises autour de son commerce ambulant sans empiéter sur l'espace concédé à un autre bénéficiaire d'autorisation d'occupation, et selon les indications qui lui sont données par les agents de l'administration.

Il lui est interdit de réserver par quelque moyen que ce soit (barrière métallique, ruban de signalisation...) l'emplacement attribué en dehors de la présence du commerce ambulant.

L'installation de ce commerce et de ses accessoires ne doit présenter aucun élément fixe sur le site.

De même, le bénéficiaire n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur le terrain occupé.

Chaque jour, il installe son équipement à l'emplacement concédé et le déplace à son lieu de remise à l'heure de fermeture. Cet équipement ne peut en aucun cas rester sur place.

Si une panne intervenait, le bénéficiaire s'engage, dans l'heure qui suit, à faire intervenir un professionnel pour libérer l'emplacement.

Art. 4. — Conformément à la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 modifiée réglementant le commerce des boissons et à son article 8 relatif aux marchands ambulants, il est interdit au bénéficiaire de vendre, soit en gros, soit en détail, soit pour consommer sur place, soit pour emporter, des boissons alcoolisées.

Art. 5. — La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. En aucun cas, l'occupation ne peut être considérée comme un bail commercial. Toute cession ou toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper le domaine public est interdite.

Art. 6. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 7. — La Polynésie française peut suspendre l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de besoin et pour une période déterminée. Dans ce cas, elle en informe le bénéficiaire au préalable, par courrier simple, qui est tenu de libérer l'emplacement pour toute la période de suspension de l'occupation. La suspension de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire.

Art. 8.— La redevance mensuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à la somme de *dix mille* (10 000) *francs CFP*.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif fixé pour les occupations du domaine public maritime.

Art. 9.— En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 10.— La présente autorisation peut être retirée à tout moment et par lettre recommandée en respectant un préavis d'un mois pour tout motif d'intérêt général par l'autorité compétente sans indemnisation du bénéficiaire évincé. Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée par lettre recommandée avec avis de réception.

Art. 11.— A l'expiration de la présente autorisation, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle arrive, le bénéficiaire est tenu de libérer les lieux occupés.

Art. 12.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières  
et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

#### **MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

**ARRETE n° 4042 MJS du 21 mai 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime (lais de mer) sis à Tahiti, commune de Teva I Uta, commune associée de Mataiea, au profit de M. Georges Teriiehina Terorotua.**

Le ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 684 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu la demande de M. Georges Teriiehina Terorotua du 5 août 2014 ;

Vu la saisine du maire de la commune de Teva I Uta en date du 19 août 2014 ;

Vu l'avis de la commission du domaine public dans sa séance du 16 avril 2015 ;

Vu l'arrêté n° 1607 CM du 13 novembre 2014 portant suspension provisoire de la délivrance des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime, notamment son article 3 ;

Considérant qu'il s'agit d'une demande de régularisation de l'occupation d'un lais de mer remblayé et enroché ;

Considérant que les travaux d'enrochement et de remblai, antérieurs à l'adoption de la première mesure de suspension de la délivrance des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime, n'ont pas été réalisés en dépit d'un refus d'autorisation préalable de l'autorité compétente,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime (lais de mer) d'une superficie de 20,92 mètres linéaires, cadastré section AL n° 199 appartenant à la terre Atitooa 2, cadastré section AL n° 146 sis à Tahiti, commune de Teva I Uta, commune associée de Mataiea, est autorisée au profit de M. Georges Teriiehina Terorotua.

Cette occupation est destinée à l'aménagement d'un ouvrage (par enrochement) de protection des berges dans le respect des règles d'aménagement avec une attention particulière sur l'aspect esthétique et la réalisation d'études techniques de submersion marine.

Et tel que le tout figure sur le plan dressé le 20 février 2014 par la section topographie de la direction de l'équipement joint à la demande l'intéressé.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et M. Georges Teriiehina Terorotua les modalités de l'occupation du domaine public.

Art. 3.— La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de signature de la convention, aux clauses et conditions du présent arrêté et de la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée.

Art. 5.— Le concessionnaire est tenu d'établir sur le lais de mer un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente

Art. 6.— La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à dix mille francs CFP (10 000 F CFP).

S'agissant d'une régularisation, conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, la redevance annuelle est exigible à compter du 28 septembre 2011.

Les redevances pour occupation sans titre dues à compter du 28 septembre 2011 sont payables à la signature de la convention visée à l'article 2 du présent arrêté.

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Art. 7.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres.

Art. 8.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions du présent arrêté et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

Art. 9.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, le ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la jeunesse  
et des sports,*  
René TEMEHARO.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME  
ET DES TRANSPORTS INTÉRIEURS**

**ARRÊTÉ n° 4047 MET du 21 mai 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de la SARL Infratech.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Mahina et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 23 janvier 2015, reçue au GEGDP le 28 janvier 2015, formulée par la SARL Infratech,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° La SARL Infratech, BP 147, 98708 Hitia'a O Te Ra, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (1 000 m<sup>3</sup>) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de Ø > 300 mm, dans une zone située à 2,200 km en amont de la RC et s'étendant sur 50 m, dans la rivière Tuauru, commune de Mahina, île de Tahiti.
- 2° Les matériaux sont destinés à la vente.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelle mécanique (drague) et transportés par des camions de l'entreprise.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, du lever au coucher du soleil, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi de 7 heures à 15 heures, et le vendredi de 7 heures à 14 heures.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2015-250-102 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 m à 1 m, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
  - a) manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
  - b) mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
  - c) montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons Ø > 300 mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation

d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.

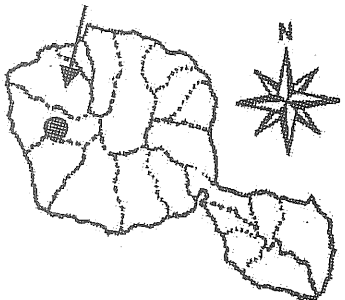
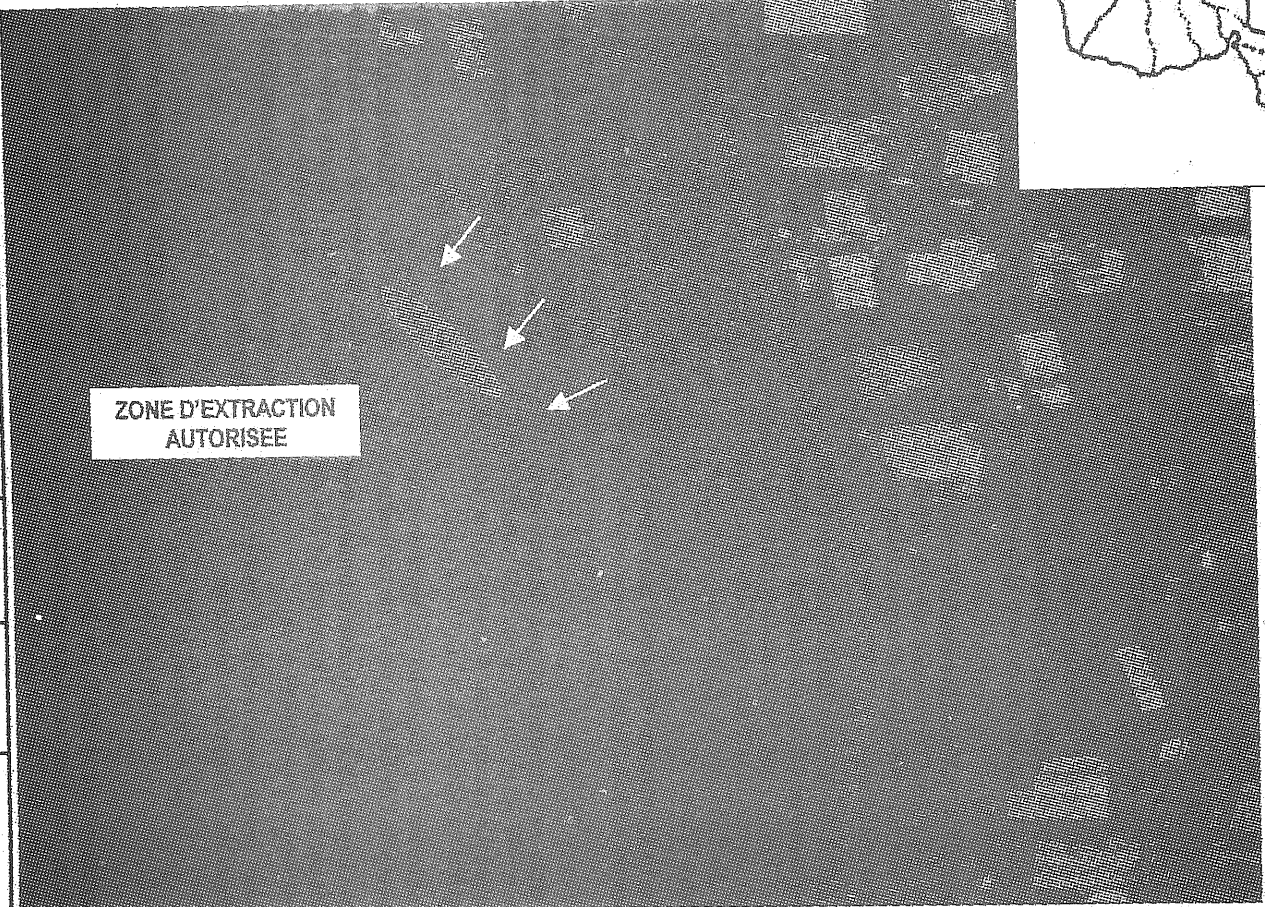
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques la redevance correspondant à la moitié du cubage autorisé, soit la somme de *deux cent mille francs CFP* (1 000 : 2 = 500 m<sup>3</sup> à 400 F CFP/m<sup>3</sup> = 200 000 F CFP).  
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.  
La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de l'administration.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Albert SOLIA.

<b>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</b> Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 74 – Fax 48 54 69 <a href="http://www.equipement.gov.pf">http://www.equipement.gov.pf</a>	<b>SITE D'EXTRACTION</b>		
<b>ILE DE TAHITI</b>	 <div data-bbox="633 745 902 819" style="position: absolute; border: 1px solid black; padding: 2px;"> <b>ZONE D'EXTRACTION AUTORISEE</b> </div>		
<b>COMMUNE DE MAHINA</b>			
<b>LIEU :</b> <i>RIVIERE TUAURU DANS UNE ZONE SITUÉE A 2,200 KM EN AMONT DU PONT DE LA RC ET S'ÉTENDANT SUR 50 M SISE A MAHINA PK 10,5</i>			
<b>QUANTITÉ :</b> <i>1.000 M<sup>3</sup> DE TOUT-VENANT</i>			
<b>DEMANDE DE :</b> <i>SARL INFRATECH</i> <b>EN DATE DU :</b> <i>23/01/2015</i>			
<b>PLAN N°</b> <i>2015-250-102 DEQ/GEGDP</i> <b>DRESSE LE 30/17/2015</b>			
<b>DOSSIER N° 2015-148</b>			

**ARRETE n° 4048 MET du 21 mai 2015 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Taporo IX à desservir les îles de Hao et Amanu lors ses voyages n° 6, n° 7 et n° 8.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 66 MDA du 28 août 2007 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la Compagnie française maritime de Tahiti (CFMT) pour l'exploitation du navire Taporo IX sur la desserte maritime régulière des îles Marquises, de l'atoll de Takapoto et de l'île de Maiao, en remplacement du navire Taporo VI ;

Vu la demande de la Compagnie française maritime de Tahiti (CFMT) en date du 18 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 66 MDA du 28 août 2007 modifié susvisé, le navire Taporo IX est autorisé à desservir les îles de Hao et Amanu lors ses voyages n° 6, n° 7 et n° 8.

Art. 2.— Cette autorisation concerne le transport de 700 big bags de concassés de l'île de Hao vers l'île de Amanu.

Art. 3.— Le navire Taporo IX est autorisé à transporter les engins et matériels de la société JL Polynésie de l'île de Hao vers l'île de Tahiti lors de son voyage n° 6.

Art. 4.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2015.  
Albert SOLIA.

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3444 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Golden Lake.**

Au dernier visa,

*Au lieu de :* "Considérant l'impossibilité d'atteindre le quorum du comité des transports terrestres du fait de la défection des syndicats professionnels et d'usagers" ;

*Lire :* "Considérant l'absence de délégation par les professionnels et l'impossibilité de réunir le comité des transports terrestres."

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3445 MET du 29 avril 2015 portant modification de l'arrêté n° 8061 MET du 14 octobre 2013 et portant attribution d'une licence supplémentaire à Mme Lowyna Otare.**

L'article 2 est remplacé par :

"Art. 2.— Le quatrième tiret de l'article 2 de l'arrêté n° 8061 MET du 14 octobre 2013 susvisé, est rédigé ainsi qu'il suit :

Nombre de véhicules prévus et caractéristiques : 2 véhicules de catégorie B (véhicule à transmission intégrale tout-terrain destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île)".

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3446 MET du 29 avril 2015 portant modification de l'arrêté n° 558 MET du 4 février 2013 et portant attribution de deux licences supplémentaires à M. Dammon Queen.**

L'article 2 est remplacé par :

"Art. 2.— Le quatrième tiret de l'article 2 de l'arrêté n° 558 MET du 4 février 2013 susvisé, est rédigé ainsi qu'il suit :

Nombre de véhicules prévus et caractéristiques : 1 véhicule de catégorie B (autobus de catégorie M2 ou M3 de petite et moyenne capacité de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu) et 2 véhicules de catégorie C (véhicules de catégories M1 ou N1 conçus en tout-terrain et classifiés en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île)".

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3447 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Bora Bora Paragliding.**

Au dernier visa,

*Au lieu de :* "Considérant l'impossibilité d'atteindre le quorum du comité des transports terrestres du fait de la défection des syndicats professionnels et d'usagers" ;

*Lire :* "Considérant l'absence de délégation par les professionnels et l'impossibilité de réunir le comité des transports terrestres."

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3448 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Branscombe Chave.**

Au dernier visa,

*Au lieu de :* "Considérant l'impossibilité d'atteindre le quorum du comité des transports terrestres du fait de la défection des syndicats professionnels et d'usagers" ;

*Lire :* "Considérant l'absence de délégation par les professionnels et l'impossibilité de réunir le comité des transports terrestres."

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3449 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Johny Raiarii Leeteg.**

Au dernier visa,

*Au lieu de :* “Considérant l'impossibilité d'atteindre le quorum du comité des transports terrestres du fait de la défection des syndicats professionnels et d'usagers” ;

*Lire :* “Considérant l'absence de délégation par les professionnels et l'impossibilité de réunir le comité des transports terrestres.”

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3450 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Mario Orto.**

Au dernier visa,

*Au lieu de :* “Considérant l'impossibilité d'atteindre le quorum du comité des transports terrestres du fait de la défection des syndicats professionnels et d'usagers” ;

*Lire :* “Considérant l'absence de délégation par les professionnels et l'impossibilité de réunir le comité des transports terrestres.”

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3451 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Eloy Martinez De Las Rivas.**

Au dernier visa,

*Au lieu de :* “Considérant l'impossibilité d'atteindre le quorum du comité des transports terrestres du fait de la défection des syndicats professionnels et d'usagers” ;

*Lire :* “Considérant l'absence de délégation par les professionnels et l'impossibilité de réunir le comité des transports terrestres.”

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3452 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à l'EURL Rudy's.**

Au dernier visa,

*Au lieu de :* “Considérant l'impossibilité d'atteindre le quorum du comité des transports terrestres du fait de la défection des syndicats professionnels et d'usagers” ;

*Lire :* “Considérant l'absence de délégation par les professionnels et l'impossibilité de réunir le comité des transports terrestres.”

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 3453 MET du 29 avril 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Yvette Léon.**

Au dernier visa,

*Au lieu de :* “Considérant l'impossibilité d'atteindre le quorum du comité des transports terrestres du fait de la défection des syndicats professionnels et d'usagers” ;

*Lire :* “Considérant l'absence de délégation par les professionnels et l'impossibilité de réunir le comité des transports terrestres.”

**Par arrêté n° 4000 MET du 20 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tefakatokiga cadastrée AE-28 (plan 1) nécessaire à la mise aux normes de l'emprise de l'aérodrome de Fakarava, dans

l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
Terre Tefakatokiga AE-28 (plan 1)	
562	Tevahinemaranuu Henriette Teraimateata A Tino A Teihotaata épouse Maro (bf 3.1.1)
561	Anau Siméon Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.2)
561	Tarapati Elisabeth Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.3)
561	Tepuanuiotoa Jean-Baptiste Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.4)
561	Delphine Unu Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.5)
561	Edouard Tino Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.6)
561	Philomène Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.7)
561	Teraimateata Léonard Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.8)

**Par arrêté n° 4001 MET du 20 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tefakatokiga cadastrée AE-24 (plan 2) nécessaire à la mise aux normes de l'emprise de l'aérodrome de Fakarava, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
Terre Tefakatokiga AE-24 (plan 2)	
35 512	Tevahinemaranuu Henriette Teraimateata A Tino A Teihotaata épouse Maro (bf 3.1.1)
35 512	Anau Siméon Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.2)
35 512	Tarapati Elisabeth Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.3)
35 511	Tepuanuiotoa Jean-Baptiste Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.4)
35 511	Delphine Unu Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.5)
35 511	Edouard Tino Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.6)
35 511	Philomène Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.7)
35 511	Teraimateata Léonard Teraimateata A Tino A Teihotaata (bf 3.1.8)

**Par arrêté n° 4002 MET du 20 mai 2015.**— Le tableau contenu à l'article 1er de l'arrêté n° 3456 MET du 29 avril 2015 est remplacé ainsi qu'il suit :

Terre	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
Plan 47 PV 1161	297	Eric Tera Tetuanui (bf 2.1.2.1.1)

Le reste sans changement.

**Par arrêté n° 4003 MET du 20 mai 2015.**— Le tableau contenu à l'article 1er de l'arrêté n° 3455 MET du 29 avril 2015 est remplacé ainsi qu'il suit :

Terre	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
Plan 3	1 443	Eric Tera Tetuanui (bf 2.1.2.1.1)
Plan 11	1 158	
Plan 18	806	
Plan 41	2 137	

Le reste sans changement.

**Par arrêté n° 4004 MET du 20 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 306 (plan 8) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué

conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
Plan 8 PV 306	
12 645	Milton Toofa (bf 7.7.2)
12 645	Lyvia Rahera Toofa épouse Tevaeaari (bf 7.7.4)

**Par arrêté n° 4005 MET du 20 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan 4), Hurihaga Take Take (plan 5) et Hurihaga Kura (plan 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Nom de la terre	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
Kiritaga 2 (plan 4)	14 969	Tetuanui Mahora Rua (bf 1.5.3.1.3)
Hurihaga Take Take (plan 5)	6 002	
Hurihaga Kura (plan 6)	14 156	

**Par arrêté n° 4006 MET du 20 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Toketoke (plan 4), Tahoro (plan 12), Temaufarega (plan 17) et Temaufarega (plan 19) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Katiu, dans la commune de Makemo, archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Nom des terres	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
Toketoke 4	104	Eritapeta Hamani Tagi épouse Atahamu
Tahoro 12	2 052	
Temaufarega 17	23	
Temaufarega 19	155	

**Par arrêté n° 4007 MET du 20 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 330 (plan 20) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
Terre Orero 3 PV 330 (plan 20)	
1 589	L'association Tarauri, mandataire de Raoul Glendi Chung (bf 1.2.4.7)

**Par arrêté n° 4008 MET du 20 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 314 (plan 16) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
PV 314 (plan 16) Terre Huaairu 3	
72	Milton Toofa (bf 1.7.7.2)
72	Lyvie Tahera Toofa (bf 1.7.7.4)

**Par arrêté n° 4043 MET du 21 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tefakatokiga cadastrée AE-28 (plan 1) nécessaire à la mise aux normes de l'emprise de l'aérodrome de Fakarava, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
Terre Tefakatokiga AE-28 (plan 1)	
1 122	Véronique Terai Tetumu veuve Snow (bf 3.12.u)
1 683	Manahune Alain Snow (bf 3.12.1)
1 683	Katuri Heneriko Wenasio Snow (bf 3.12.2)

**Par arrêté n° 4044 MET du 21 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Ahototeina (plan 10) nécessaire à la réalisation du carrefour giratoire de la pointe Vénus, dans la commune de Mahina. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
Terre Ahototeina (plan 10)	
2 589	Rauhaki Rémy Mapu (bf 1.4.4.2)
2 589	Catheline Tevahine Pekahi Mapu épouse Tamaihu (bf 1.4.4.3)
2 589	Augustine Maria Tarape Mapu (bf 1.4.4.4)
2 589	Karere Atua Mapu épouse Timiona (bf 1.4.4.5)

**Par arrêté n° 4045 MET du 21 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan 24	Plan 30	L'association Tamarii Tahai a Etana tane et Etana vahine : Roger Noa Tahai (bf 2.7.1.11)
16 127	11 706	

**Par arrêté n° 4046 MET du 20 mai 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tefakatokiga cadastrée AE-24 (plan 2) nécessaire à la mise aux normes de l'emprise de l'aérodrome de Fakarava, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
Terre Tefakatokiga AE-24 (plan 2)	
71 022	Véronique Terai Tetumu épouse Snow (bf 3.12.u)
106 534	Manahune Alain Snow (bf 3.12.1)
106 534	Katuri Heneriko Wenasio Snow (bf 3.12.2)

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### **ARRETE INTERMINISTERIEL du 11 mai 2015 portant modification, extension et adaptation en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de diverses dispositions intéressant les matériels de guerre, les armes, les éléments d'armes et les munitions.**

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, la garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des comptes publics, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports et la ministre des outre-mer,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 2331-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son livre III ;

Vu le décret n° 2015-130 du 5 février 2015 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité intérieure (partie réglementaire) relatives aux armes et aux munitions en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté du 24 mai 1963 modifié relatif à l'autorisation de port d'armes aux magistrats de l'ordre judiciaire ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1984 modifié fixant les mesures de sécurité des armes et éléments d'armes de la 1re et de la 4e catégorie lors de leur séjour dans les gares, les ports et les aéroports ;

Vu l'arrêté du 14 août 1995 modifié déterminant les modèles mentionnés dans le décret n° 95-589 du 6 mai 1995 relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 1995 modifié fixant le régime des armes et des munitions historiques et de collection ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 1995 modifié relatif au classement de certains matériels, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 1995 fixant les conditions de transformation des armes des particuliers en application de l'article 71 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995, de fabrication d'armes à partir d'éléments d'armes importées ou déjà mises sur le marché ;

Vu l'arrêté du 16 septembre 1997 modifié relatif au classement de certaines armes et munitions en application du B (4e catégorie, paragraphe 2, et 7e catégorie) de l'article 2 et de l'article 5 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 relatif à l'application du décret du 18 avril 1839 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1998 modifié relatif au nombre minimum de séances contrôlées de pratique du tir, au carnet de tir et au registre journalier prévus par les articles 28 et 28-1 du décret du 6 mai 1995 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 mars 1999 modifié relatif au classement de certaines armes et munitions en application du B, 4e catégorie, paragraphe 9, 7e catégorie de l'article 2 et de l'article 5 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 19 novembre 1999 modifié portant désignation de l'établissement technique chargé de l'exécution de certaines missions en matière d'armes à feu et de munitions ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2000 modifié relatif au classement de certaines armes et munitions en application du B de l'article 2 et de l'article 5 (a) du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 modifié fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 28 août 2000 modifié portant application du a de l'article 5 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 31 octobre 2000 modifié relatif à la détention et au port d'armes des personnes des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 2000 modifié fixant les modalités de destruction par les armuriers des armes de 1re et de 4e catégorie et des armes de 5e et de 7e catégorie soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2001 modifié relatif au classement de certaines armes et munitions en application du B de l'article 2 et de l'article 5 (a) du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2001 modifié relatif à la destination des matériels de guerre, armes, éléments d'armes, munitions, éléments de munitions et autres produits explosifs appartenant à l'Etat ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 2002 modifié relatif à l'acquisition et à la détention par les militaires, à titre personnel, d'armes et de munitions nécessaires à l'accomplissement du service ;

Vu l'arrêté du 17 septembre 2004 modifié fixant les conditions techniques d'utilisation des projecteurs hypodermiques par les agents de police municipale pour la capture des animaux dangereux ou errants ;

Vu l'arrêté du 14 février 2005 modifié relatif au classement de certaines armes et munitions en application du B de l'article 2 et de l'article 5 (a) du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 10 octobre 2005 modifié relatif au classement de certaines armes et munitions en application du B de l'article 2 et de l'article 5 (a) du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2005 modifié relatif au classement de certaines armes et munitions en application du B de l'article 2 et de l'article 5 (a) du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2006 modifié fixant les conditions de neutralisation des systèmes d'armes et armes embarqués des matériels de guerre de 2e catégorie pris en application de l'article 55-1 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2006 modifié relatif au classement d'armes et de munitions en application du B de l'article 2 et du a de l'article 5 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 22 août 2006 modifié relatif au classement d'armes en application du B de l'article 2 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2007 modifié fixant la liste des armes dont le port et le transport sont autorisés par le ministre de l'intérieur pris en application de l'article 58-3 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à l'application du décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2007 modifié relatif au classement d'armes et de munitions en application du B de l'article 2 du a de l'article 5 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 2007 modifié portant création de l'application de gestion du répertoire informatisé des propriétaires et possesseurs d'armes ;

Vu l'arrêté du 4 août 2009 modifié relatif au classement d'armes et de munitions en application du B de l'article 2 et du a de l'article 5 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 27 juin 2011 relatif aux spécificités justifiant la cession par le ministère de la défense des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2011 modifié relatif aux conditions de formation à l'usage des armes que sont autorisés à porter les agents employés par les personnes visées à l'article 2 de la loi n° 2010-201 du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;

Vu l'arrêté du 30 août 2013 pris en application des articles L. 317-8 et L. 317-9 du code de la sécurité intérieure et de l'article 173 du décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 modifié ;

Vu l'arrêté du 2 septembre 2013 portant classement de munitions en application du 10° de la catégorie B et du 7° de la catégorie C de l'article 2 du décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 modifié fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu l'arrêté du 21 octobre 2014 portant classement de certaines armes et munitions en catégorie B sur le fondement de l'article 2 du décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2014 fixant la liste des matériels de guerre postérieurs au 1er janvier 1946 éligibles à la collection,

Arrêtent :

Article 1er. — Après l'article 3 de l'arrêté du 24 mai 1963 susvisé, il est inséré un article 3-1 ainsi rédigé :

“Art. 3-1. — Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 2. — Après l'article 11 de l'arrêté du 16 juillet 1984 susvisé, il est inséré un article 11-1 ainsi rédigé :

“Art. 11-1. — Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

“Pour l'application du présent arrêté en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, la référence au préfet est remplacée par la référence au haut-commissaire de la République.”

Art. 3. — L'article 1er-1 de l'arrêté du 14 août 1995 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 1-1. — Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

“Pour l'application de l'annexe en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie :

“1° Les mots : ‘à compter du 6 septembre 2013’ sont remplacés par les mots : ‘à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 2015-130 du 5 février 2015 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité intérieure (partie réglementaire) relatives aux armes et munitions en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie’ ;

“2° Au point 17, après les mots : ‘la Fédération française de tir’, sont ajoutés les mots : ‘ou d'une fédération sportive territoriale compétente en domaine’.

Art. 4. — L'article 28-1 de l'arrêté du 7 septembre 1995 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 28-1. — Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, à l'exception de l'article 4 et sous réserve des adaptations suivantes :

“1° L'importation d'armes, d'éléments d'armes et de munitions en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie s'entend de l'entrée de toute provenance de ces matériels sur le territoire de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie ;

“2° A l'article 3, après les mots : ‘de l'établissement technique désigné par le ministre de la défense’, sont ajoutés les mots : ‘ou d'un établissement désigné ou un armurier agréé, établi sur le territoire français, par arrêté du haut-commissaire de la République’ ;

“3° A l'article 5, les mots : ‘ou, dans le cadre des transferts vers la France des destinataires’ sont supprimés ;

“4° L'article 6 est ainsi rédigé :

“Art. 6. — Un arrêté du haut-commissaire de la République fixe en tant que de besoin les modalités particulières de transit jusqu'à l'établissement technique, ou l'établissement désigné ou l'armurier agréé visés à l'article 3 ci-dessus, de mise en douane et de dédouanement des armes anciennes (e et g du 2° de la catégorie D) importées” ;

“5° A l'article 11 :

“a) Les mots : ‘ou des destinataires en cas de transfert vers la France’ sont supprimés ;

“b) La deuxième phrase est ainsi rédigée : ‘Elles sont applicables aux importations de toute provenance.’ ;

“c) Au deuxième alinéa, les mots : ‘ou des destinataires’ sont supprimés ;

“6° A l'article 12, les mots “ ou des destinataires en cas de transfert ” sont supprimés ;

“7° Après l'article 17, il est inséré un article 17-1 ainsi rédigé :

“Art. 17-1. — Les opérations visant à rendre les armes inaptes au tir de toutes munitions peuvent être exécutées en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie par un établissement désigné ou un armurier agréé, établi sur le territoire français, par arrêté du haut-commissaire de la République dans les cas et les conditions déterminées par le présent arrêté.” ;

“8° A l'article 20, les mots : ‘transférée d'un autre Etat membre’ sont remplacés par les mots : ‘en provenance d'un Etat membre’ et après les mots : ‘de l'établissement technique visé à l'article 3.’ sont remplacés par les mots : ‘de l'établissement technique, ou de l'établissement désigné ou de l'armurier agréé visés à l'article 3.’ ;

“9° A l'article 22 :

“a) Les mots : ‘d'un pays tiers à l'Union européenne’ sont supprimés ;

“b) Les mots : ‘et adressé à l'établissement technique visé à l'article 3 ci-dessus’ sont remplacés par les mots : ‘et adressé à l'établissement technique, ou à l'établissement désigné ou à l'armurier agréé visés à l'article 3 ci-dessus’ ;

“10° A l'article 23 :

“a) Les mots : ‘transférées d'un autre Etat membre vers la France’ sont remplacées par les mots : ‘à destination de la Polynésie française ou de la Nouvelle-Calédonie’ ;

“b) Aux premier et deuxième alinéas, les mots : ‘à l'établissement technique visé à l'article 3 ci-dessus.’ sont remplacés par les mots : ‘à l'établissement technique, ou à l'établissement désigné ou à l'armurier agréé visés à l'article 3 ci-dessus.’ ;

“c) Au deuxième alinéa, les mots : ‘ou un transfert’ sont supprimés ;

“11° L'article 24 est ainsi rédigé :

“Art. 24. — Un même procès-verbal d'expertise peut être appliqué à plusieurs lots d'armes identiques sous réserve que l'échantillon expertisé, conservé dans l'entreprise et scellé par le service des douanes ou par l'établissement technique, ou l'établissement désigné ou l'armurier agréé visés à l'article 3 ci-dessus, puisse être présenté à toute réquisition des autorités habilitées.” ;

“12° A l'article 25 :

“a) Les mots : ‘L'établissement visé à l'article 3 ci-dessus’ sont remplacés par les mots : ‘L'établissement technique, ou l'établissement désigné ou l'armurier agréé visés à l'article 3 ci-dessus’ ;

“b) Les mots : ‘lors d'une importation d'un pays tiers ou à l'acheteur lors d'une importation de l'Union européenne’ sont supprimés ;

“13° A l'article 26 :

“a) Les mots : ‘à l'établissement technique visé à l'article 3 ci-dessus’ sont remplacés par les mots : ‘à l'établissement technique, ou de l'établissement désigné ou de l'armurier agréé visés à l'article 3 ci-dessus’ ;

“b) Les mots : ‘L'établissement technique précité’ sont remplacés par les mots : ‘L'établissement technique, ou l'établissement désigné ou l'armurier agréé précités’ ;

“14° A l'article 27 :

“a) Les mots : ‘sur le territoire national’ sont remplacés par les mots : ‘sur le territoire de la Polynésie française ou de la Nouvelle-Calédonie’ ;

“b) La référence à l'établissement technique est remplacée par la référence à l'établissement technique ou l'établissement désigné ou l'armurier agréé ;

“c) Au dernier alinéa, les mots : ‘et scellé par le service des douanes s'il s'agit d'une importation d'un pays tiers ou scellé par l'établissement visé à l'article 3 s'il s'agit d'un transfert d'un Etat membre vers la France,’ sont remplacés par les mots : ‘et scellé par le service des douanes ou par l'établissement technique, ou l'établissement désigné ou l'armurier agréé visés à l'article 3 ci-dessus.’

Art. 5. — L'article 15-1 de l'arrêté du 11 septembre 1995 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 15-1. — Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 6. — Après l'article 12 de l'arrêté du 11 septembre 1995 susvisé, il est inséré un article 12-1 ainsi rédigé :

“Art. 12-1. — Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 7. — L'article 6 de l'arrêté du 16 septembre 1997 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 6. — Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 8. — L'article 4-1 de l'arrêté du 16 décembre 1998 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 4-1. — Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

“Pour l'application en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de l'article 1er, après les mots : ‘du code des sports,’ sont ajoutés les mots : ‘ou d'une fédération sportive territoriale compétente en ce domaine en application des dispositions applicables localement.’”.

Art. 9.— L'article 2-1 des arrêtés du 11 mars 1999, du 10 octobre 2005, du 5 décembre 2005, du 22 août 2006, du 5 juillet 2007 susvisés est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 2-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 10.— L'article 5-1 de l'arrêté du 19 novembre 1999 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 5-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 11.— L'article 6-1 de l'arrêté du 25 janvier 2000 et de l'arrêté du 15 novembre 2000 susvisés est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 6-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 12.— L'article 10-1 de l'arrêté du 28 août 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 10-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 13.— Après l'article 4 de l'arrêté du 31 octobre 2000 susvisé, il est inséré un article 4-1 ainsi rédigé :

“Art. 4-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie sous réserve des adaptations suivantes :

“1° La référence au préfet de département est remplacée par la référence au haut-commissaire de la République ;

“2° La référence au directeur régional ou départemental des affaires maritimes est remplacée, en Polynésie française, par la référence au chef du service d'Etat des affaires maritimes en Polynésie française et, en Nouvelle-Calédonie, par la référence au directeur du service des affaires maritimes en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 14.— L'article 4-1 de l'arrêté du 30 avril 2001 et de l'arrêté du 24 juillet 2006 susvisés est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 4-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 15.— L'article 9-1 de l'arrêté du 31 juillet 2001 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 9-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 16.— L'article 2 de l'arrêté du 10 janvier 2002 susvisé est rétabli dans la rédaction suivante :

“Art. 2.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 17.— Après l'article 5 de l'arrêté du 17 septembre 2004 susvisé, il est inséré un article 5-1 ainsi rédigé :

“Art. 5-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française sous réserve des adaptations suivantes :

“1° A l'article 4, les deuxième et troisième alinéas sont supprimés ;

“2° A l'article 5 :

“a) Le premier alinéa est supprimé ;

“b) Au deuxième alinéa, les mots : ‘mentionnés au dernier alinéa de l'article précédent’ sont supprimés.”

Art. 18.— L'article 3-1 de l'arrêté du 14 février 2005 et de l'arrêté du 18 janvier 2007 susvisés est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 3-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 19.— L'article 10-1 de l'arrêté du 12 mai 2006 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 10-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie sous réserve des adaptations suivantes :

“1° La référence à la préfecture est remplacée par la référence au haut-commissariat de la République ;

“2° A l'article 4, les mots : ‘de six mois’ sont remplacés par les mots : ‘d'un an’.”

Art. 20.— L'article 7-1 de l'arrêté du 15 novembre 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 7-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, à l'exception du septième alinéa de l'article 5 et sous réserve des adaptations suivantes :

“1° Les références au préfet de département sont remplacées par les références au haut-commissaire de la République ;

“2° Les références à la préfecture ou aux services préfectoraux sont remplacées respectivement par les références au haut-commissariat de la République ou aux services du haut-commissariat de la République ;

“3° La référence au commandant du groupement de gendarmerie départementale est remplacée en Polynésie française, par la référence au commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, par la référence au commandant de la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie et les îles Wallis et Futuna ;

“4° Les informations enregistrées dans l'application de gestion du répertoire informatisé des propriétaires et possesseurs d'armes sont communiquées sur leur demande aux agents des services des douanes de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie, dans le cadre de leurs attributions, aux fins d'authentification des autorisations d'acquisition, de détention et de port d'armes.”

Art. 21.— Après l'article 2 de l'arrêté du 4 août 2009, de l'arrêté du 21 octobre 2014 et de l'arrêté du 27 octobre 2014 susvisés, il est inséré un article 2-1 ainsi rédigé :

“Art. 2-1.— Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 22.— L'arrêté du 22 décembre 2010 relatif au classement d'armes en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française et à la mise en œuvre des décrets n° 2009-450 et n° 2009-451 du 21 avril 2009 est abrogé.

Art. 23.— Après l'article 4 de l'arrêté du 27 juin 2011 et de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisés, il est inséré un article 4-1 ainsi rédigé :

“Art. 4-1. — Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

Art. 24. — Après l'article 2 de l'arrêté du 30 août 2013 et de l'arrêté du 2 septembre 2013 susvisés, il est inséré un article 2-1 ainsi rédigé :

“Art. 2-1. — Le présent arrêté est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.”

“Pour l'application de l'article 3 en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, les mots : ‘le 6 septembre 2013’ sont remplacés par les mots : ‘à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 2015-130 du 5 février 2015 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité intérieure (partie réglementaire) relatives aux armes et munitions en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.’”

Art. 25. — La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, la garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des comptes publics, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports et la ministre des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 11 mai 2015.

*La ministre des outre-mer,*  
George PAU-LANGEVIN.

*La ministre de l'écologie,  
du développement durable  
et de l'énergie,*  
Ségolène ROYAL.

*La garde des sceaux,  
ministre de la justice,*  
Christiane TAUBIRA.

*Le ministre des finances  
et des comptes publics,*  
Michel SAPIN.

*Le ministre de la défense,*  
Jean-Yves LE DRIAN.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Bernard CAZENEUVE.

*Le ministre de la ville,  
de la jeunesse et des sports,*  
Patrick KANNER.

#### **DECISION du 11 mai 2015 organisant l'examen d'aptitude à la profession de mandataire liquidateur pour l'année 2015.**

Le premier président de la cour d'appel de Papeete et le procureur général près ladite cour,

Vu la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise ;

Vu la délibération n° 90-37 AT du 15 février 1990 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise ;

Vu la décision du 11 mai 2015 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude à la profession de mandataire liquidateur,

Décident :

L'examen d'aptitude à la profession de mandataire liquidateur pour l'année 2015 se déroulera dans les conditions suivantes :

Les épreuves d'admissibilité se dérouleront au palais de justice de Papeete dans la salle de visioconférence aux dates et heures suivantes :

- mercredi 14 octobre 2015 de 8 heures à 12 heures : épreuve portant sur un ou plusieurs sujets de droits civil ou commercial ;
- jeudi 15 octobre 2015 de 8 heures à 12 heures : épreuve consistant en la résolution d'un cas pratique de comptabilité ;
- vendredi 16 octobre 2015 de 8 heures à 12 heures : épreuve ayant pour objet le traitement d'un dossier portant sur l'une des missions susceptibles d'être confiées à un mandataire liquidateur.

Les épreuves commenceront à partir du 12 novembre 2015 au matin et consisteront en :

- exposé de dix minutes sur un sujet d'économie ;
- interrogation orale de 20 minutes portant sur le droit pénal, la procédure pénale ou la procédure civile ;
- interrogation orale de 15 minutes portant sur le droit fiscal ;
- interrogation orale de 15 minutes portant sur le droit social ;
- interrogation orale de 15 minutes portant sur la réglementation professionnelle et la gestion d'un cabinet de mandataire liquidateur.

Fait à Papeete, le 11 mai 2015.

Pour le procureur général : *L'avocate générale,*  
Brigitte ANGIBAUD.

Pour le premier président : *Le secrétaire général,*  
Isabelle PINET-URIOT.

#### **DECISION du 11 mai 2015 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude à la profession de mandataire liquidateur pour l'année 2015.**

Le premier président de la cour d'appel de Papeete et le procureur général près ladite cour,

Vu la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise, et notamment son article 21 ;

Vu la délibération n° 90-37 AT du 15 février 1990 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise,

Arrêtent :

Article 1er. — L'examen d'aptitude à la profession de mandataire liquidateur se déroulera au palais de justice de Papeete les 14, 15 et 16 octobre 2015 en ce qui concerne les épreuves d'admissibilité et à compter du 12 novembre 2015 en ce qui concerne les épreuves d'admission.

Art. 2. — Tout candidat qui souhaite se présenter aux épreuves de l'examen d'aptitude adresse sa demande, par

lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au plus tard deux mois avant la date de la première épreuve, au secrétariat de la commission régionale d'inscription des mandataires liquidateurs, cour d'appel de Papeete, BP 101, 98713 Papeete.

Le dossier de candidature comprend :

- 1° Une requête de l'intéressé ;
- 2° Une photocopie de la carte d'identité nationale ;
- 3° Une copie certifiée conforme de l'un des titres ou diplômes énumérés à l'article 4 du décret n° 85-1389 du 27 décembre 1985, ou la justification des dispenses prévues par la loi ;
- 4° Une copie du certificat de fin de stage ou la justification d'une dispense de stage ;
- 5° Le cas échéant, la justification de la dispense d'une ou plusieurs épreuves de l'examen d'aptitude.

Art. 3.— L'examen comprend des épreuves écrites d'admissibilité et des épreuves orales d'admission portant sur le programme annexé au présent arrêté.

Les sujets des épreuves écrites et de l'exposé oral prévus au 1° du deuxième alinéa de l'article 8 sont arrêtés par le jury.

Art. 4.— Le président de la commission arrête, un mois avant la date de la première épreuve, la liste des candidats admis à subir les épreuves de l'examen d'aptitude. Des convocations individuelles indiquant le jour, l'heure et le lieu des épreuves sont adressées à chaque candidat.

Art. 5.— Les épreuves d'admissibilité comprennent :

- 1° Une épreuve d'une durée de quatre heures à caractère pratique portant sur un ou plusieurs sujets de droit civil ou commercial.  
La note est affectée d'un coefficient 3.
- 2° Une épreuve d'une durée de quatre heures consistant en la résolution d'un cas pratique de comptabilité.  
La note est affectée d'un coefficient 3.
- 3° Une épreuve d'une durée de cinq heures ayant pour objet le traitement d'un dossier portant sur l'une des missions susceptibles d'être confiées à un mandataire liquidateur.  
La note est affectée d'un coefficient 6.

Art. 6.— Pour les épreuves d'admissibilité, les candidats peuvent utiliser les codes et recueils de lois et décrets comportant des références d'articles de doctrine et de jurisprudence, à l'exclusion toutefois des codes annotés et commentés, article par article, par des professionnels du droit.

Ils peuvent également se servir de codes ou recueils de lois et décrets ne contenant aucune indication de doctrine ou de jurisprudence sans autre note que des références à des textes législatifs ou réglementaires.

Art. 7.— La correction des épreuves d'admissibilité est organisée de manière à préserver l'anonymat de chaque candidat.

Chaque composition est examinée par deux correcteurs et reçoit une note de 0 à 20.

Cette note est multipliée par le coefficient prévu pour l'épreuve correspondante.

L'admissibilité est prononcée par le jury au vu de la moyenne des notes obtenues par le candidat aux épreuves écrites si celle-ci est égale ou supérieure à 10 sur 20. Lorsque le candidat a été dispensé par la commission de certaines épreuves écrites, le jury prend en considération, selon le cas, la note ou la moyenne des notes obtenues.

Le jury arrête, par ordre alphabétique, la liste des candidats déclarés admissibles. Les résultats sont notifiés individuellement à chaque candidat.

Art. 8.— Nul ne peut se présenter aux épreuves orales d'admission s'il n'a été déclaré admissible par le jury.

Les épreuves d'admission comprennent :

- 1° Une épreuve d'une durée de trente minutes comportant un exposé de dix minutes sur un sujet d'économie suivi d'une discussion avec le jury. Les candidats disposent d'une heure pour la préparation de cette épreuve.  
La note est affectée d'un coefficient 3.
- 2° Une interrogation orale d'une durée de vingt minutes portant sur le droit pénal, la procédure pénale et la procédure civile.  
La note est affectée d'un coefficient 3.
- 3° Une interrogation orale d'une durée de quinze minutes portant sur le droit fiscal.  
La note est affectée d'un coefficient 2.
- 4° Une interrogation orale d'une durée de quinze minutes portant sur la réglementation professionnelle et la gestion d'un cabinet de mandataire liquidateur.  
La note est affectée d'un coefficient 2.

Art. 9.— Les épreuves orales se dérouleront en séance publique. Elles sont notées de 0 à 20. Chaque note est affectée du coefficient prévu pour l'épreuve correspondante.

Art. 10.— L'admission est prononcée par le jury au vu de la moyenne obtenue par le candidat à l'ensemble des épreuves qu'il a subi, à condition que cette moyenne soit égale ou supérieure à 10 sur 20.

Le jury arrête la liste des candidats déclarés admis. Cette liste est publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française. Les résultats sont notifiés individuellement à chaque candidat.

Art. 11.— *Programme*

#### *Epreuves d'admissibilité*

Première épreuve : Droit civil et commercial.

Principes généraux.

Droit des structures de l'entreprise (fonds de commerce, société...).

Droit de l'entreprise en difficulté.

Technique juridiques de financement, sûretés.

Deuxième épreuve - Comptabilité.

Comptabilité générale et analytique.

#### *Epreuves d'admission*

Première épreuve : Economie.

Principaux aspects de la vie économique.

Economie de l'entreprise.

Institutions financières.

Fonctions économiques de l'Etat.

Deuxième épreuve : Droit pénal, procédure pénale et procédure civile.

Principes généraux du droit pénal.

Droit pénal des affaires.

Principes généraux de la procédure pénale.

Principes généraux de la procédure civile et commerciale.

Troisième épreuve : Droit fiscal.

Principes généraux.

Fiscalités des personnes physiques.

Fiscalité des entreprises.

Fiscalité immobilière et plus-values.

Obligations déclaratives ; pouvoirs de l'administration fiscale ; contentieux de l'impôt.

Quatrième épreuve : Droit social.

Relations individuelles de travail.

Rémunération du travail.

Institutions représentatives du personnel et négociations collectives.

Applications particulières du droit du travail aux entreprises en difficulté.

Procédure prud'homale.

Principes généraux de la sécurité sociale et de la prévoyance.

Cinquième épreuve : Réglementation professionnelle et gestion du cabinet.

Obligations légales et usages de la profession.

Organisation des cabinets.

Fait à Papeete, le 11 mai 2015.

Pour le procureur général : Pour le premier président :  
L'avocate générale, Le secrétaire général,  
Brigitte ANGIBAUD. Isabelle PINET-URIOT.

## DECRET du 15 mai 2015 portant promotion et nomination.

Par décret du Président de la République en date du 15 mai 2015, pris sur le rapport du Premier ministre et des ministres et visé pour son exécution par le chancelier de l'ordre national du Mérite, vu les déclarations du conseil de l'ordre portant que les présentes promotions et nominations sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés, pour prendre rang à la date de la remise réglementaire de l'insigne :

Outre-mer

Au grade de chevalier

Mme Gatien, née Nena (Alda, Johanna, Averii dite Johanna), ancienne déléguée au logement et aux expulsions (Polynésie française) ; 20 ans de services.

M. Guillen (Jacques, Alain), ingénieur géologue (Polynésie française) ; 48 ans de services.

Mme Lawrence, née Gourbault (Catherine, Sophie), directrice d'un cabinet de formation, conseillère du commerce extérieur (Polynésie française) ; 36 ans de services.

M. Lotigie (Christophe, Albert), chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent ; 27 ans de services.

## ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

### DIRECTION REGIONALE DES DOUANES

#### COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 29 mai 2015 au 11 juin 2015 inclus)

données BDF - parité quotidienne au 27 mai 2015

CODE DEVISE PAYS	DEVISES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro .....	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	109,85
AUD Australie .....	1 dollar australien	84,70
CAD Canada .....	1 dollar canadien	88,19
CHF Suisse .....	1 franc suisse	115,51
DKK Danemark .....	1 couronne danoise	16,00
GBP Grande-Bretagne .....	1 livre sterling	168,78
HKD Hong Kong .....	1 dollar Hong Kong	14,17
JPY Japon .....	1 yen	0,89
NOK Norvège .....	1 couronne norvégienne	14,16
NZD Nouvelle-Zélande .....	1 dollar néo-zélandais	79,39
SEK Suède .....	1 couronne suédoise	12,87
SGD Singapour .....	1 dollar singapour	81,23
FJD Fidji (1) .....	1 dollar fidjien	52,01
THB Thaïlande .....	1 baht	3,24
CNY Chine .....	1 yuan	17,72
KRW Corée .....	1 won coréen	0,10
IDR Indonésie .....	1 roupie indonésienne	0,01
BRL Brésil .....	1 real brésilien	34,75

(1) cours fin de mois au 30 avril 2015

### DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

#### CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

AVIS N° 51 DAF.REC-HYP.

Il est donné avis de recherche des héritiers inconnus de Tapuahi a Tevivi, M. Maraetihiva a Maraetihiva dit Fareura, Tetutaata a Aroa, Manatua a Aroa, M. Tutui a Mereta, Tehei a Tinitua a Vaiho, Haumani a Vaiho, Mme Hunatua a Toria a Paoa, Teata a Hui, Manurua a Teatoro Nui qui serait décédée le 5 février 1979, Teraimateatavahine a Teatoro Nui, décédée à une date inconnue, Tetuanuivahine a Teatoro Nui (1re jumelle), décédée le 21 février 2004, Tehei Nui, Rere Nui, Daniel Nui, né le 10 juillet 1942 et décédé le 19 mars 1990, Timi a Teaataro Nui, né le 25 juillet 1949 et décédé le 15 mai 2000, Jules Nui, né le 12 avril 1960 et décédé le 14 avril 1960, Taumanua Nui, né le 11 janvier 1937 et décédé le 22 août 1995, tous ayants droit de Teatoro a Nui, des ayants droit de Marutata Moeore, Tetauira Amarau, Taputuarai Teihoarii, Tevahinetoatu Tapao et William Lagarde, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la recette-conservation des hypothèques, (Fare Haamanaraa), à Papeete, rue Dumont-d'Urville, immeuble Te Fenua.

Fait à Papeete, le 30 avril 2015.

Le curateur aux successions  
et biens vacants,  
Gladys WONG FOO.

# SERVICE DE L'URBANISME

## ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT POUR LA PERIODE DU 27 AU 30 AVRIL 2015

### COMMUNE DE BORA BORA

27 avril 2015

N° 14-250-3 MET.AU.ISLV, Mlle Eileen Tiare Teaha, sur la parcelle du lot 1, lot 3 de la terre Rofau, cadastrée n° 65, section AB, sise à Nunue, construction d'une maison d'habitation ;

N° 14-273-3, MM. Toromona Itaraera et Ernest Toromona Ruaroo, sur une parcelle de la terre Tauari dite Tefareriiroue, cadastrée n° 55, section CZ, sise à Faanui, construction d'une maison d'habitation ;

N° 14-250-3, M. Taviahuroa Temarii, sur une parcelle de la terre Toerauorita, cadastrée n° 12, section BI, sise à Anau, construction d'une maison d'habitation de type OPH.

### COMMUNE DE HUAHINE

27 avril 2015

N° 15-130-1 MET.AU.ISLV, M. et Mme Bernard Vanaa, sur une parcelle de la terre Pooa-Tepia et Aiaiti, cadastrée n° 26, section ID, sise à Faie, construction d'un commerce.

### COMMUNE DE TUMARAA

27 avril 2015

N° 15-099-1 MET.AU.ISLV, M. Ioane Pahio, sur la parcelle du lot C du lot 5 de la terre Taipari, cadastrée n° 5, section CZ, sise à Vaiaau, construction d'une maison d'habitation du type OPH.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### CB INGENIERIE Société à responsabilité limitée Au capital de 150 000 F CFP

**Siège social :** Faa'a, Hauts de Pamatai, île de Tahiti  
**RCS Papeete N° TPI 14 30 B - N° TAHITI : A96294**

Aux termes d'une décision collective en date du 13 mai 2015, les associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

RCS Papeete.

*Pour avis,  
La gérance.*

### EURL MONBOOVA CENTRE

Avis est donné de la constitution par acte sous seing privé du 22 mai 2015 de l'EURL MONBOOVA CENTRE au capital de 50 000 F CFP.

**Siège social :** Fare Nui, PK 15,600, côté mer, Punaauia, BP 380070, 98718 Tamanu, Tahiti, Polynésie française.

**Objet :** L'achat, la vente, la location, l'initiation et l'excursion nautique en paddle, prone, va'a, pirogues en tous genres ainsi que toutes activités annexes ou connexes.

**Durée :** 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Papeete.

**Gérant :** M. Matthieu PUIGSARBE, demeurant Punaauia, PK 15,600, côté mer, Fare Nui.

Pour avis.

### SARL LE MARTINEZ Siège social : Paopao, 98728 Moorea Capital social : 1 000 000 F CFP N° TAHITI : 256289, RCS 4583 B

L'assemblée générale extraordinaire des associés, réunie le 12 mai 2015, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 mars 2015 et sa mise en liquidation amiable.

Elle a nommé Mme Marcellina MARTINEZ comme liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation.

Le siège de la liquidation a été fixé au domicile du liquidateur, Teavaro, Moorea, BP 536, Maharepa, 98728 Moorea, adresse à laquelle la correspondance devra être envoyée et les actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,  
Le liquidateur.*

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE**  
415, boulevard Pomare, Papeete

**HUILERIE DE TAHITI**  
**Société anonyme au capital de 77 041 000 F CFP**  
**Siège social : Papeete, Motu Uta**  
**RCS : Papeete n° 226-B**

*Remplacement du commissaire aux comptes suppléant*  
(AGO du 28 avril 2015)

*Ancienne mention*

*Commissaire aux comptes titulaire* : La SCP de commissaires aux comptes REDON-PELLOUX-CHAIZE-MU SI YAN-LIS, société civile professionnelle au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, boulevard Pomare, centre Paofai, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 4706-C.

*Commissaire aux comptes suppléant* : M. Patrick ANCEL, domicilié à Papeete, boulevard Pomare.

*Nouvelle mention*

*Commissaire aux comptes titulaire* : La société KPMG, société à responsabilité limitée au capital de 15 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, centre Paofai, boulevard Pomare, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 9311 C.

*Commissaire aux comptes suppléant* : M. Jean-Louis PELLOUX, domicilié à Papeete, centre Paofai, boulevard Pomare.

*Pour avis,*  
Le conseil d'administration.

**API**  
**Société à responsabilité limitée**  
**Au capital de 2 000 000 F CFP**  
**Siège social : Vallée de Tipaerui, Papeete**  
**RCS : Papeete n° 2374-B**

*Avis de modification*

L'assemblée générale extraordinaire du 15 janvier 2015 a décidé de nommer M. Arnaud FUSELLIER en qualité de co-gérant et d'adjoindre à la raison sociale l'enseigne commerciale : MCM MAMAO.

En conséquence :

*Ancienne mention*

Gérant : M. Georges TRAMINI.

*Nouvelle mention*

Cogérants : MM. Georges TRAMINI et Arnaud FUSELLIER.

Nouvelle dénomination :  
Raison sociale : API.  
Enseigne commerciale : MCM MAMAO.

Mention en sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis et mention,*  
Le président.

**MATERIAUX DE CONSTRUCTION MODERNE**  
**Société par actions simplifiée**  
**au capital de 36 000 000 F CFP**  
**RCS Papeete : TPI 7653 B**  
**Siège social : Vallée de Tipaerui, Papeete**

*Avis de modification*

L'assemblée générale extraordinaire du 15 janvier 2015 a décidé de nommer M. Arnaud FUSELLIER de son mandat de président.

En remplacement, M. Georges TRAMINI a été nommé président.

En conséquence :

*Ancienne mention*

Président : Arnaud FUSELLIER.

*Nouvelle mention*

Président : Georges TRAMINI ;  
Directeur général : Arnaud FUSELLIER.

Mention en sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis et mention,*  
Le président.

**SARL HAKA IMPRESSION**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 50 000 F CFP**  
**Siège social : Papeete, vallée de Tipaerui**

*Avis de modification statutaire*

Par délibération en date du 11 mai 2015, l'associé unique a modifié les articles 3, 4 et 14 des statuts ainsi qu'il suit :

Art. 3. — *Dénomination*

La domination de la société est : HAKA IMPRESSION.

Art. 4. — *Siège social*

Le siège social est fixé à Papeete, vallée de Tipaerui.

Art. 14. — *Gérance*

Les gérants de la société sont Mme Chantal LAROUSSIE et M. Damien HENRY.

*Pour avis,*  
Les gérants.

**PALACZ**  
**Société par actions simplifiée**  
**Au capital de 21 000 000 F CFP**  
**Siège social : Papeete (Tahiti)**  
**immeuble Panerai, ZI de Tipaerui**  
**RCS PAPEETE N° TPI 90 2 B - N° TAHITI : 203 448**

L'assemblée générale ordinaire du 20 juin 2014 a décidé de nommer M. Jean-Christophe TOURON en en qualité de commissaire aux comptes titulaire, et la société SEG Audit en qualité de commissaire aux comptes suppléant pour une durée de 6 exercices. Il en résulte les changements suivants :

*Ancienne mention*

- *Commissaire aux comptes titulaire* : M. Patrick ANCEL ;
- *Suppléant* : M. Vincent LAW.

*Nouvelle mention*

- *Commissaire aux comptes titulaire* : M. Jean-Christophe TOURON, demeurant professionnellement à Papeete, BP 20805 ;
- *Suppléant* : SEG Audit, SA au capital de 5 000 000 F CFP, immeuble Wallisa, rue Wallis, BP 42872, 98713 Papeete.

RCS Papeete TPI 05 85 B

RCS Papeete.

Le président.

**SODIVA****Société anonyme****Au capital de 219 156 000 F CFP****Siège Social : Boulevard Pomare, Front de mer****Papeete, Tahiti****RCS Papeete : 63 20 B***Avis de convocation*

Les actionnaires de la société anonyme susvisée, sont convoqués au siège social, le mercredi 17 juin 2015 à 17 heures 30, en assemblée générale ordinaire annuelle à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 Rapport de gestion du conseil d'administration ;
- 2 Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;
- 3 Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- 4 Approbation desdites conventions, ainsi que des comptes et opérations de l'exercice 2014 ;
- 5 Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes ;
- 6 Affectation du résultat de l'exercice ;
- 7 Renouvellement du mandat d'un administrateur ;
- 8 Renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ;
- 9 Fixation des jetons de présence alloués aux administrateurs ;
- 10 Questions diverses.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé dans le même délai au siège social.

Le conseil d'administration.

**SARL PACIFIC MOANA TRANSPORTS****N° RC 05-235 - N° TAHITI 747139***Dissolution volontaire de la société à responsabilité limitée*

Par acte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 7 mai 2015, il a été réalisé une dissolution volontaire de la société PACIFIC MOANA TRANSPORTS par la gérante Mme Nathalie DRISS épouse GHERRA au siège social Punaauia, Temaruata, lot n° 92.

Pour avis.

**PACIFIC WAVES***Avis de constitution*

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination* : PACIFIC WAVES.*Forme* : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.*Siège social* : Punaauia, résidence Tahiri, appartement A8, Tahiti, Polynésie française.*Objet* : L'import-export de marchandises diverses, et notamment de produits maritimes.*Durée* : 99 ans.*Capital* : 100 000 F CFP.*Gérance* : M. Patrick CINTIO, demeurant à Tiaia, PK 2,300, Temae, 98728 Moorea, Polynésie française.*Cession de parts* : Agrément en cas de pluralité d'associés.*Immatriculation* : Au registre de commerce et de sociétés de Papeete.

Pour avis.

**EURL HABITATION & ACCESSORIES IMPORT  
(H&A IMPORT)****Société à responsabilité limitée****au capital de 10 000 F CFP****siège social : Tahiti, Faa'a, PK 4,300, côté mer****RCS : 1421 B***Avis de dissolution anticipée d'une EURL à associé unique*

Aux termes d'une décision en date du 21 mai 2015, Nohootepootu AH SCHA, associé unique de la société EURL H&A Import, a décidé la dissolution anticipée de ladite société. Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil et de l'article 8, alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la société EURL H&A Import, peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis.

Ces oppositions doivent être présentées devant le tribunal de commerce de la Polynésie française.

Cette dissolution mettra fin aux fonctions de Mlle Nohootepootu AH SCHA, gérante et associée unique.

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE  
415, boulevard Pomare, Papeete****TAHITI AGREGATS****Société anonyme au capital de 86 000 000 F CFP****Siège social : Punaauia, vallée de la Punaruu****RCS : Papeete n° 336-B***Avis de convocation*

Les actionnaires de la société TAHITI AGREGATS sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le mardi 16 juin 2015 à 9 heures, à Papeete, 415, boulevard Pomare, immeuble Atisse, à l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;
- rapport du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- fixation des jetons de présence alloués aux administrateurs ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé, dans le même délai, au siège social.

*Pour avis,*  
Le conseil d'administration.

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE**  
415, boulevard Pomare, Papeete

**TAHITI CARRIERES**  
**Société anonyme au capital de 60 000 000 F CFP**  
**Siège social : Papeari, PK 53,100**  
**RCS : Papeete n° 3055-B**

*Avis de convocation*

Les actionnaires de la société TAHITI CARRIERES sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le mardi 16 juin 2015 à 10 heures 30, à Papeete, 415, boulevard Pomare, immeuble Atisse, à l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;
- rapport du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- fixation des jetons de présence alloués aux administrateurs ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé, dans le même délai, au siège social.

*Pour avis,*  
Le conseil d'administration.

**CHANG SANG DISTRIBUTION**  
**Société à responsabilité limitée**  
**de type unipersonnelle (SARL)**  
**Capital social : 1 000 000 F CFP**  
**Siège social : Faa'a, Saint-Hilaire,**  
**Lotissement Rose Moana n° 29, 98704 Faa'a**

*Avis de constitution*

Aux termes d'actes sous seings privés en date du 22 mai 2015 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société à responsabilité limitée de type unipersonnelle.  
*Dénomination* : CHANG SANG DISTRIBUTION.  
*Nom commercial* : CS DISTRIBUTION.

*Siège social* : Faa'a, Saint-Hilaire, lotissement Rose Moana n° 29.

*Objet social* : La vente de marchandises informatiques et de sécurité informatique, ainsi que de licences de logiciels.

La société peut en outre accomplir toutes les opérations financières, commerciales, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et de nature à favoriser son extension ou son développement.

*Durée* : 99 années.

*Capital* : 1 000 000 F CFP.

*Gérance* : M. Thierry CHANG SANG, né le 24 octobre 1982 à Papeete, demeurant à Saint-Hilaire, Faa'a, lotissement Rose Moana n° 29.

*Cessions de parts* : Les cessions ou transmissions des parts sociales de l'associé unique sont libres. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

*Immatriculation* : Registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*  
Le représentant légal.

**MISSION**

**Société à responsabilité limitée (SARL)**  
**Capital social : 1 000 000 F CFP**  
**Siège social : Papeete, Mission, rue Louis-Martin,**  
**immeuble Fare Opu, 98713 Papeete**

*Avis de constitution*

Aux termes d'actes sous seings privés en date du 25 avril 2015 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société à responsabilité limitée.

*Dénomination* : MISSION.

*Nom commercial* : LS PROXI MISSION.

*Siège social* : Papeete, Mission, rue Louis-Martin, immeuble Fare Opu, 98713 Papeete.

*Objet social* : L'achat, l'importation, la distribution, la vente en gros, demi-gros ou au détail, l'emménagement, la représentation et la commercialisation en général de tous produits et marchandises divers de toute nature et de toute provenance, en ce compris les boissons alcoolisées, sous réserve des autorisations nécessaires ; l'exploitation d'un fonds de commerce d'alimentation. La société peut en outre accomplir toutes les opérations financières, commerciales, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et de nature à favoriser son extension ou son développement.

*Durée* : 99 années.

*Capital* : 1 000 000 F CFP.

*Gérance* : M. Roger YUAN, né le 7 octobre 1956 à Papeete, Tahiti, demeurant Mataiea, PK 48,500, côté montagne, 98726 Teva I Uta à Tahiti.

*Cessions de parts* : Les parts sociales de l'associé sont librement cessibles entre associés. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

*Immatriculation* : Registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*  
Le représentant légal.

**SELARL FENUAVOCATS**  
**Avocats au barreau de Papeete**

**LOYAGA**  
**Société civile immobilière**  
**au capital de 100 000 F CFP**  
**Siège social : Fare n° 9, pointe Vénus, Mahina, Tahiti**

*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21 mai 2015 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société civile immobilière.

*Dénomination* : LOYAGA.

*Siège social* : Fare n° 9, Pointe Vénus, Mahina, Tahiti.

*Objet* : L'acquisition, la propriété, la gestion, l'administration, l'attribution en jouissance gratuite et à titre de lieu de travail aux propriétaires des parts de la présente société de tous ou partie d'immeubles et/ou de droits immobiliers en France métropolitaine, DOM-TOM et étranger, et la disposition de tous biens meubles et immeubles dont elle pourra devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement, la construction et l'aménagement de tous équipements et bâtiments à usage collectif ou individuel, la gestion de toutes valeurs mobilières, parts sociales et droits mobiliers, la prise de participation directe ou indirecte dans quelque proportion que ce soit, dans toute société créée ou à créer quels que soient leur forme et leur objet, par voie de création de sociétés de participation à leur constitution ou à l'augmentation de capital de sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique.

*Durée* : Quatre-vingt-dix-neuf années.

*Capital* : 100 000 F CFP.

*Gérance* : M. Jean-François WIART, né le 28 décembre 1943 à Paris, domicilié Fare n° 9, pointe Vénus, Mahina, Tahiti.

*Cessions de parts* : Les parts sociales ne sont cessibles entre associés qu'avec le consentement des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Les cessions aux conjoints, ascendants et descendants des associés, ou à des tiers à la société, ne sont possibles qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

*Immatriculation* : Registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*  
Les représentants légaux.

**SCI ARGALOU**

*Avis de constitution*

Par acte sous seing privé, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination* : SCI ARGALOU.

*Objet social* : L'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature, l'attribution gratuite en jouissance

aux associés des locaux occupés par eux-mêmes. La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects. L'édification de tous bâtiments à usage commercial, professionnel, d'habitation et autres. L'administration, la gestion et l'exploitation des immeubles et terrains dépendant de l'actif social. La vente, ou l'attribution aux associés, de biens immeubles devenus inutiles à la société. Conférer toutes garanties, cautionnements, avals et hypothèques à la sûreté d'engagement des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés. Et, d'une manière générale, toutes opérations juridiques et financières concourant à la réalisation de l'objet social.

*Siège social* : Moorea, PK 4,140, Maharepa, côté montagne.

*Capital* : 50 000 F CFP.

*Durée* : 99 ans.

*Gérance* : Mme Michèle MONToux.

*Clause d'agrément* : Cession libre entre associés.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

La gérance.

**ANNONCES DIVERSES**

**FEDERATION DE L'HOTELLERIE INDEPENDANTE  
POLYNESIENNE (FHIP)**

*Dissolution*

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 avril 2015, il a été décidé de dissoudre la fédération à l'unanimité.

**ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE TAMARII TEAVARO  
PETANQUE**

*Modification de statuts*  
(29 avril 2015)

Le siège est basé à la mairie annexe de Teavaro, PK 0,200, côté mer.

Le bureau est élu pour une durée de 2 ans.

**ASSOCIATION TE FENUA OTE OAOA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(19 mai 2015)

Présidente	:	WONG Anne-Marie
Secrétaire	:	VAIHO Laina
Trésorier	:	WONG Andy

**ASSOCIATION RAGIHERE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(8 mai 2015)

Présidente	:	MOU THAM Garagi
Vice-présidente	:	MOHAU Nina
Secrétaire	:	MOU THAM Jean
Trésorière	:	TATARATA Tinai

**ASSOCIATION MANUA DE PAPEARI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(8 mai 2015)

Président	: FERRAND Aitapu
Vice-président	: FERRAND Emiliano
Secrétaire	: KATUPA Lydia
Secrétaire adjointe	: WONG PO Amanda
Trésorière	: TEHEI Vaea
Trésorier adjoint	: AH-MIN Didier

**TOMITE TAURUA NO AHE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(4 mai 2015)

Présidente	: MAIFANO Célestine
Vice-président	: MANATE Tetahio
Secrétaire	: TEAE Toimata
Secrétaire adjointe	: MARITERAGI Amélie
Trésorière	: HURI Donina
Trésorière adjointe	: TEATO Teura

**AMUITAHIRAA NO COOK IRANI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(29 avril 2015)

Présidents d'honneur	: MEITAI Abraham MAI Jean
Président	: TEKURIO Michel Mahinui
Vice-présidents	: COWAN Jean-Pierre BARFF Athanase LEE Kee Sang
Secrétaire	: VARNEY Mimosa
Secrétaire adjointe	: SNOW Annette
Trésorière	: MAI Francette
Trésorière adjointe	: BARFF Jeannette
Membres	: BONNO Tiare LEE KEE SANG Louise COWAN Marie MAAMAATUAIAHUTAPU Marie-Laure BOOSIE Teiki

**ASSOCIATION DE JEUNESSE VAITEHERE***Modification de statuts*

Création d'une section de volley-ball.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(29 avril 2015)

Présidente	: TIIHIVA Annette
Secrétaire	: MAIHOTA Justine
Trésorière	: FAAREPA Juanita

**ASSOCIATION FAMILIALE TOKATAUMATU-KATAHI MAI***Modification de statuts*

Elle a pour but de défendre et de soutenir moralement et financièrement les familles touchées par des causes naturelles (inondations, incendies, tempêtes, décès...) ou pour une cause d'Evasan.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(10 mai 2015)

Présidente	: MATUAITI Martine
Vice-président	: TAUATETUA Vaimaoteani
Secrétaire	: HOKAUPOKO Rosina
Secrétaire adjoint	: HOKAUPOKO Augustin
Trésorière	: MAI Marietta
Trésorière adjointe	: SIMONET Caroline
Assesleurs	: TAUATETUA Catherine HOKAUPOKO Jean-Denis

**ASSOCIATION ARTISANALE TAURAA'ATUA***Modification de statuts*

L'association a aussi pour objet de soutenir toutes manifestations culturelles où l'artisanat local est mis en valeur.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(8 mai 2015)

Présidente	: AVAE Melia
Secrétaire	: PETERANO Bélinda
Trésorière	: TAEREA Nitare

**ASSOCIATION TAU NO PUNAREA***Modification de statuts*

Son siège social est situé à Paea, PK 20,600, côté montagne, lot n° 29.

Elle a pour objet :

- d'apporter des moyens matériels et humains auprès des sœurs pour soutenir leurs activités ;
- de donner aux sœurs des moyens matériels et humains pour un service d'accueil aux personnes en demande ;
- de participer avec les sœurs à l'accueil des personnes en situation de demande ;
- d'accompagner et assister les sœurs dans le lieu d'accueil.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(25 avril 2015)

Présidente	: PANAI Florienne
Vice-présidente	: FRINGANS Ketura
Secrétaire	: LETANG Noéline
Secrétaire adjointe	: TAPATO Albertine
Trésorière	: VERNAUDON Irène
Trésorière adjointe	: RICHMOND Ana

**LA VOIX DE L'ESPERANCE  
(RADIO ADVENTISTE LVDL)****MODIFICATION DU BUREAU :**  
(5 avril 2015)

Président	: TEAOTEA Gilles
Vice-président	: ATGER Ronald
Trésorier	: LENG TANG Léonard
Trésorière adjointe	: RAURAHU Diane

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: CHONG NOOK Tehina UTIA Tematauina
Président	: TAVAITAI Marc
Vice-présidents	: TEURU Teufi NOHO Kevin
Secrétaire	: TAKOTUA Etienne
Secrétaire adjointe	: NOHO Vaitea
Trésorier	: TEHEIURA Samuel
Trésorier adjoint	: CHONG NOOK Gérard
Asseseurs	: RUAHE Paméla TAUAPAOHU Viriamu TEURU Merehau MAIRAU Maru PUHETINI Tetuateetini ARAI Taheta TAMAEHU Claude

**ASSOCIATION TE HONO O TAURA I MUA**

(Récépissé n° 1277 SAISLV du 15 mai 2015)

## Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE HONO O TAURA I MUA, fondée le 5 mai 2015, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet :

- l'organisation d'activité pour maintenir le contact, l'entente et l'entraide entre ses membres ;
- l'organisation de toute activité socio-éducative, culturelle, artisanat, environnement, centre de vacance, physique et sportive et vente de plat visant à l'amélioration du cadre de vie familiale de ses membres ainsi que celle de la population locale et en particulier des plus démunis ;
- l'organisation de toute activité de levée de fonds qui serviront aux financements de projet en tout genre pour améliorer le cadre de vie de personnes physiques nécessitant à la portée de l'association, qu'elles soient membres adhérents ou non ;
- l'organisation de tout projet et la prise à part dans toute entreprise et action à caractère de service communautaire ;
- le développement d'action d'entraide et de solidarité ;
- l'organisation des déplacements et voyages dans le but de resserrer les liens entre les membres ;
- la responsabilisation et de la participation des jeunes dans toute les activités de l'association ;
- l'organisation et la réalisation de tout projet contribuant à la sauvegarde du patrimoine, culturel et social de ses membres adhérents ou non ;
- la promotion et la valorisation de l'environnement physique et géographique du lieu de résidence de ses membres.

Son siège social est situé à Huahine, Tefarerii, quartier Papatiare, côté montagne, en face du motu.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MOPI Maire
Vice-présidente	: HANERE Sarah
Secrétaire	: NOHO Céline
Secrétaire adjoint	: VANE Olivier
Trésorière	: TEURURAI Amalone
Trésorière adjointe	: TAUOTAHA Lovayna

**ASSOCIATION TEAM COSTA**

(Récépissé n° 6629 DIRAJ du 13 mai 2015)

## Extraits de statuts

Il est créé le six mai deux mille quinze une association dénommée TEAM COSTA.

Elle a pour objet :

- d'organiser des sorties visant à dynamiser et souder les liens amicaux ;
- de développer des activités d'animation dans le quartier entre ses membres et le groupe pour des rencontres corporatives, cinéma, gala, dîner dansant... ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de manifestations culturelles, artisanales...

Son siège social est fixé à Moorea, Papetoai, Urufara, PK 19,200, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ANTOINE Bertha
Vice-président	: FIRIAPU John
Secrétaire	: RAGIVARU Tevaina
Secrétaire adjoint	: PUAHIOHIO Heitiare
Trésorier	: GERMAIN Simon
Trésorière adjointe	: HOPARA Raihei
Asseseur	: URARII Douglas

**ASSOCIATION FAMILIALE HUARU**

(Récépissé n° 1283 SAISLV du 15 mai 2015)

## Extraits de statuts

Il est constitué le 11 mai 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE HUARU.

Elle a pour but :

- de développer un esprit d'entraide en toutes circonstances et par tous les moyens dans le domaine des activités foncières ;
- de partager les terres des ascendants et de défendre les intérêts de l'association devant la loi ;
- de rechercher le patrimoine familial (terre, etc.) ;
- d'établir une généalogie précise d'une succession ;
- de collaborer, d'organiser ou de participer à des manifestations de toute nature qui peuvent rapporter les fonds nécessaires pour le bon fonctionnement de l'association, etc.

Son siège social est fixé à Tevaitoa, PK 11,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: RONGOMATE Tahia
Secrétaire	: TEARIKI Roniu
Trésorier	: RONGOMATE Henri

**ASSOCIATION TE ATI PUOMU**  
(Récépissé n° 5904 DIRAJ du 4 mai 2015)

Extraits de statuts

Il est formé le 20 janvier 2015 l'ASSOCIATION TE ATI PUOMU régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'association a pour objet de promouvoir, de concevoir, d'organiser et de diffuser toutes actions pour l'amélioration de la sécurité routière.

L'association est neutre, et n'a donc aucun caractère religieux ou politique.

L'association pourra réaliser toutes opérations avec les tiers liées directement ou indirectement à son objet, notamment pour favoriser la logistique, la diffusion et le développement de ses activités, au service de ses adhérents et/ou de son objet. L'association pourra gérer tout équipement ou personnel qui lui seraient confiés conventionnellement, et acheter, valoriser, vendre des concepts, œuvre de l'esprit ou de la propriété industrielle et commerciale, ainsi que tous les droits dérivés de ses activités.

Le siège social est fixé à Punaauia au PK 14,700, côté mer, à la pointe des Pêcheurs, servitude Maurin.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	PLANELLES Rose
Secrétaire	:	TEAHU Tautiare
Secrétaire adjointe	:	VIRIAMU Caroline
Trésorier	:	PLANELLES Frédéric
Assesseurs	:	RAVEINO Heiana KOKAUANI Noéline HARETAHI Nohorai

**ASSOCIATION DES DRH DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**  
(Récépissé n° 6645 DIRAJ du 16 mai 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 7 mai 2015 une association professionnelle régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION DES DRH DE LA POLYNESIE FRANÇAISE, ANDRH PF.

L'association regroupe les étudiants, les personnes directes ou indirectement liées aux activités RH, tous les établissements industriels, commerciaux ou agricoles du secteur privé ou nationalité, des administrations publiques ou privées et des associations, les collectivités, dans le but :

- de faire connaître et progresser cette fonction, en particulier par le perfectionnement de ses membres ;
- d'étudier en commun tous les problèmes qui relèvent de leur activité ;
- de créer entre eux des liens de sympathie et d'entraide.

Elle a pour objet de représenter certains services publics qui gèrent les ressources humaines, les communes, les professionnels des ressources humaines, les étudiants, les associations, les entreprises et organisations de tous secteurs d'activité et de toutes tailles, publiques et privées, nationales et internationales, et plus particulièrement les sociétés basées en Polynésie française.

Son siège social est fixé à Fariipiti, boulevard Pomare.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	YRONDI Patrick
Secrétaire	:	NORDHOFF Monette
Trésorier	:	MARTIN Gwenaél

**ASSOCIATION TEAM NHT**  
(Récépissé n° 6713 DIRAJ du 22 mai 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 11 mai 2015 l'ASSOCIATION TEAM NHT régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet :

- de participer aux activités sportives et la promotion culturelle ;
- d'organiser des levées de fond, d'ateliers divers ;
- d'organiser des sorties récréatives.

Son siège social est fixé à TEAM NHT, Nahoata, Pirae, lot n° 78, 98716 Pirae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	VAIMAA Philippe
Vice-président	:	RAGONNEAU Ismael
Secrétaire	:	TERIAMA Tearaitua
Secrétaire adjointe	:	TUPUAITUA Hinarii
Trésorière	:	IHOPU Teuu
Trésorière adjointe	:	TEIVAO Rebecca

**ASSOCIATION TERIINUI**  
(Récépissé n° 6681 DIRAJ du 22 mai 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 18 mai 2015 l'ASSOCIATION TERIINUI régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour objet :

- de rechercher, de favoriser et d'organiser des rencontres artistiques ;
- de regrouper des danseurs, des chanteurs et musiciens du territoire et autres pays ;
- de promouvoir la jeunesse sur les cultures polynésiennes et étrangères ;
- des projets d'embellissement et d'environnement communal et territorial ;
- de développer des actions prévention et d'éducation : sportive, d'éducation ;
- d'aider aux jeunes en difficulté.

Son siège social est fixé à Mataiea au PK 44,400, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	VERGNHES Gabriel
Secrétaire	:	SARRAMEGNA Christina
Trésorière	:	MATITAI Patricia

**ASSOCIATION TAMARII VAIKIKI***(Récépissé n° 6694 DIRAJ du 22 mai 2015)*

## Extraits de statuts

Il est fondé le 9 mai 2015 l'ASSOCIATION TAMARII VAIKIKI régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet :

- d'organiser des déplacements culturels et de découverte ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif.

Son siège social est fixé à Mataiea, PK 47,800, côté mer.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: POROI Albert
Vice-président	: BERNARDINO Tehio
Secrétaire	: POROI Heimiri
Secrétaire adjointe	: ATUAHIVA Manuia
Trésorier	: SCHALLENBERGER Nicolas
Trésorière adjointe	: BERNARDINO Nilda

**ASSOCIATION LES D'JEUNES DE MAMAO COLLINE***(Récépissé n° 6658 DIRAJ du 12 mai 2015)*

## Extraits de statuts

L'ASSOCIATION LES D'JEUNES DE MAMAO COLLINE, fondée le 27 avril 2015, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de regrouper les jeunes du quartier Mamao Aivi, avec les enfants et leurs parents, de les aider sur tous les plans spirituel, matériel, moral, culturel et sportif, et de développer aussi la pratique de la pétanque.

Son siège social est fixé à Mama'o Aivi, quartier Garnier, allée Pierre-Loti, côté montagne.

Sa durée est indéterminée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TUAIVA Annick
Vice-président	: MAITERAI Heinere
Secrétaire	: TEIHOTUA Tevaiarii
Secrétaire adjointe	: TEAMO Rumia
Trésorier	: RUAHE Tamatoa
Trésorière adjointe	: COLOMBANI Meryl

**ASSOCIATION RAUPUA A TIOO***(Récépissé n° 6678 DIRAJ du 19 mai 2015)*

## Extraits de statuts

Il est constitué le 6 avril 2015 l'ASSOCIATION RAUPUA A TIOO régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Faa'a, Tevararo, quartier Taunoa, PK 4,800.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: HIRA Monoihere
Vice-présidente	: HIRA Hina
Secrétaire	: HIRA Laetitia
Secrétaire adjointe	: TIAHAU Hinarii
Trésorière	: HIRA Poerava
Trésorière adjointe	: TINORUA Hinerava

**ASSOCIATION POLYPHON'ÎLES***(Récépissé n° 6693 DIRAJ du 20 mai 2015)*

## Extraits de statuts

Il est fondé le 12 mai 2015 l'ASSOCIATION POLYPHON'ÎLES régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour objet :

- de promouvoir le chant choral ;
- de promouvoir la musique instrumentale au sein de son groupe ;
- d'organiser des séances et stages de technique vocale ;
- d'organiser des concerts qui finalisent le travail établi ;
- de se mettre au service d'organisations scolaires, universitaires et musicales.

Son siège social est situé au 101, rue des Poilus-Tahitiens à Papeete.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DUVAL Jean-Pierre
Secrétaire	: CATTET Noëlle
Trésorière	: LEMOINE Michèle

## LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 64		
Tirage du lundi 18 mai 2015 :		
2 10 38 39 41		
Numéro chance : 5		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	2	9 955 214
4 bons numéros.....	229	187 112
3 bons numéros.....	10 995	1 682
2 bons numéros.....	177 815	739
N° chance gagnant.....	364 578 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 5 127 621		

LOTO NATIONAL N° 65		
Tirage du mercredi 20 mai 2015 :		
10 12 22 37 41		
Numéro chance : 10		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	2	238 663 484
5 bons numéros.....	0	0
4 bons numéros.....	481	176 288
3 bons numéros.....	21 045	1 181
2 bons numéros.....	306 147	584
N° chance gagnant.....	304 824 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 9 467 261		

LOTO NATIONAL N° 66		
Tirage du samedi 23 mai 2015 :		
12 19 26 41 45		
Numéro chance : 7		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	5	7 002 207
4 bons numéros.....	692	108 878
3 bons numéros.....	28 168	1 157
2 bons numéros.....	390 376	596
N° chance gagnant.....	868 628 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 3 922 180		

# KENO GAGNANT A VIE

Lundi 18 mai 2015

1er tirage

Joker + : 5 388 461

8	9	11	14	17	18	22	29	31	34
36	41	47	48	55	56	62	63	67	70

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 5 127 621

3	5	8	15	19	20	23	32	35	37
38	39	40	41	54	56	59	61	64	65

Multiplicateur : x 2

Mardi 19 mai 2015

1er tirage

Joker + : 6 390 515

3	11	12	14	15	17	21	27	34	38
39	43	44	45	46	54	56	57	58	70

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 1 878 260

1	2	11	13	15	19	23	30	33	34
39	50	54	57	58	59	60	62	63	67

Multiplicateur : x 4

Mercredi 20 mai 2015

1er tirage

Joker + : 2 220 881

3	6	7	9	11	13	17	21	27	30
31	40	41	46	53	55	56	64	69	70

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Joker + : 9 467 261

2	7	10	12	14	23	28	33	34	43
45	47	53	54	55	60	61	63	67	69

Multiplicateur : x 1

Jeudi 21 mai 2015

1er tirage

Joker + : 1 901 474

6	7	11	12	16	24	25	28	30	34
35	36	41	49	51	55	57	58	62	65

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 7 239 377

5	6	10	11	14	15	26	28	36	40
45	47	49	53	54	58	61	63	65	67

Multiplicateur : x 3

Vendredi 22 mai 2015

1er tirage

Joker + : 9 591 288

2	9	11	15	16	17	24	25	28	34
36	37	41	53	55	61	63	67	68	70

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 6 350 509

5	13	15	16	19	20	23	25	33	34
39	46	48	51	52	57	59	64	68	69

Multiplicateur : x 1

Samedi 23 mai 2015

1er tirage

Joker + : 6 684 263

3	4	7	11	12	17	18	23	27	29
36	37	40	55	57	58	63	65	66	70

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Joker + : 3 922 180

6	7	8	11	13	14	24	29	32	33
37	38	39	44	54	55	63	64	66	67

Multiplicateur : x 1

Dimanche 24 mai 2015

1er tirage

Joker + : 1 567 018

6	7	8	9	12	21	25	28	30	32
35	36	38	41	42	45	46	48	50	58

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 8 238 485

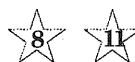
1	9	10	12	13	18	20	25	31	35
36	44	49	50	54	57	58	63	64	66

Multiplicateur : x 2

## EURO MILLIONS

**Mardi 19 mai 2015**

**26 30 31 35 37**



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	1	4	29 038 377
5		3	6	6 452 971
4 +	☆ ☆	7	22	879 940
4 +	☆	79	472	35 883
4		160	966	17 529
3 +	☆ ☆	187	1 091	11 085
2 +	☆ ☆	2 952	17 459	3 186
3 +	☆	3 635	22 122	2 398
3		7 995	47 390	1 885
1 +	☆ ☆	16 599	99 729	1 575
2 +	☆	63 439	366 744	1 157
2		143 839	798 965	536
<b>My million : IW 782 9834</b>				

**Vendredi 22 mai 2015**

**18 24 35 44 45**



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	0	2	86 391 539
5		1	6	9 599 057
4 +	☆ ☆	7	37	778 293
4 +	☆	154	891	28 269
4		318	1 662	15 155
3 +	☆ ☆	300	1 871	9 618
2 +	☆ ☆	4 745	30 168	2 732
3 +	☆	6 969	39 696	1 992
3		14 900	79 741	1 658
1 +	☆ ☆	25 588	161 191	1 443
2 +	☆	110 336	619 643	1 014
2		239 784	1 242 187	513
<b>My million : GU 053 2746</b>				

## MODIFICATION DU REGLEMENT DU JEU DE LOTERIE INSTANTANEE DISTRIBUEE PAR LA PACIFIQUE DES JEUX DENOMME "SPORT"

Article 1er. — Le règlement du jeu de loterie instantanée distribué par La Pacifique des Jeux dénommé "SPORT" fait le 3 mars 2015 avec publication au *Journal officiel* de la Polynésie française est modifié comme indiqué ci-dessous pour l'émission n° 02 code jeu 614 du jeu "SPORT".

Art. 2. —

- à la fin de l'article 1er du règlement est ajouté : "Le présent règlement s'applique à compter de l'émission n° 02 code jeu 614 du jeu "SPORT" ;
- l'article 3 est désormais remplacé par l'article 3 suivant :

"Art. 3. — Lots

Pour chaque bloc, le tableau de lots est le suivant :

Nombre de lots	Montant du lot	Total
2 lots de	1 000 000 F CFP	2 000 000 F CFP
80 lots de	10 000 F CFP	800 000 F CFP
2 000 lots de	2 500 F CFP	5 000 000 F CFP
4 000 lots de	1 200 F CFP	4 800 000 F CFP
5 750 lots de	800 F CFP	4 600 000 F CFP
12 200 lots de	500 F CFP	6 100 000 F CFP
38 500 lots de	200 F CFP	7 700 000 F CFP
62 532 lots formant un total de		31 000 000 F CFP

Le montant du lot indiqué dans le tableau ci-dessus correspond au lot global du ticket et peut correspondre dans certains cas à un cumul de gains liés à plusieurs surfaces de jeux gagnantes sur un même ticket.

Les montants de 2 500 F CFP, de 1 200 F CFP et de 800 F CFP indiqués dans le tableau ci-dessus ne sont accessibles qu'en cumulant plusieurs gains liés à plusieurs surfaces de jeux gagnantes sur un même ticket."

- l'article 4 est désormais remplacé par l'article 4 suivant :

"Art. 4. — Description du jeu

4.1. Chaque ticket comporte 3 surfaces de jeux indépendantes.

4.2. 1re surface de jeu dénommée "Match"

4.2.1. La 1re surface de jeu du ticket est représentée par un terrain de rugby composé de 3 zones de jeux à gratter réparties comme suit :

- 1 zone de jeu dénommée "VOTRE EQUIPE" composée de 15 maillots de couleur rouge ;
- 1 zone de jeu dénommée "EQUIPE ADVERSE" composée de 15 maillots de couleur noir ;
- 1 zone de jeu représentée par un ballon de rugby sur lequel est inscrite la mention "GAIN" ;

4.2.2. Les éléments inscrits sous la couche grattable des zones de jeux "VOTRE EQUIPE" et "EQUIPE ADVERSE", sont des symboles "maillot". L'élément inscrit sous la zone de jeu "GAIN" est une somme en francs CFP inscrite en chiffres avec sa transcription en lettres et/ou en lettres et chiffres.

4.2.3. Le joueur gratte le terrain de rugby. Si le joueur découvre plus de symboles "maillot" dans la zone de jeu "VOTRE EQUIPE" que dans la zone de jeu "EQUIPE ADVERSE", il remporte la somme en francs CFP découverte sous la zone "GAIN" représentée par le ballon de rugby.

4.2.4. La 1re surface de jeu du ticket est perdante dans tous les autres cas.

4.3. 2e surface de jeu dénommée "Transformation"

4.3.1 La 2e surface de jeu est représentée par un joueur dans une action de transformation face à des poteaux de rugby et sur laquelle est inscrite la mention "GRATTEZ ICI".

4.3.2. Les éléments inscrits sous la couche grattable de la 2e surface de jeu sont au nombre de 3 :

- 1 transformation matérialisée par la position du ballon de rugby soit au milieu des poteaux et au-dessus de la barre transversale, soit en dessous de la barre transversale ou encore en dehors des poteaux ;
- la mention "GAGNE !" ou "PERDU !" ;
- 1 gain représenté par une somme en francs CFP inscrite en chiffres avec sa transcription en lettres et/ou en lettres et chiffres.

4.3.3. Le joueur gratte toute la surface de jeu. Si le joueur découvre un ballon de rugby positionné entre les poteaux et au-dessus de la barre transversale associé à la mention "GAGNE !", il remporte la somme en francs CFP indiquée.

4.3.4. La 2e surface de jeu du ticket est perdante dans tous les autres cas.

4.4. 3e surface de jeu dénommée "Score"

4.4.1. La 3e surface de jeu est représentée par un tableau des scores composé de 3 zones de jeux réparties comme suit :

- 1 zone de jeu dénommée "VOTRE EQUIPE" à laquelle est associé un drapeau polynésien ;
- 1 zone de jeu dénommée "EQUIPE ADVERSE" à laquelle est associé un drapeau néozélandais ;
- 1 zone de jeu représentée par un trophée sur lequel figure la mention "GAIN".

4.4.2. L'élément inscrit sous la couche grattable de chaque ballon des zones de jeux "VOTRE EQUIPE" et "EQUIPE ADVERSE" est le numéro d'un score inscrit en chiffres avec sa transcription en lettres, figurant dans la liste suivante, à l'exclusion de tout autre numéro : 0, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50. Chacun de ces numéros ne peut pas figurer plus d'une fois au sein d'un même jeu.

L'élément inscrit sous la couche grattable du trophée est une somme en francs CFP inscrite en chiffre avec sa transcription en lettres et/ou en lettres et chiffres.

4.4.3. Le joueur gratte le tableau des scores composé des deux drapeaux et du trophée. Si le joueur découvre sous le drapeau de la zone de jeu "VOTRE EQUIPE" un score supérieur à celui figurant sous le drapeau de la zone de jeu "EQUIPE ADVERSE", il remporte la somme en francs CFP découverte sous le trophée.

4.4.4. La 3e surface de jeu du ticket est perdante dans tous les autres cas.

4.5. A l'issue de toutes ces opérations, si le joueur découvre plusieurs surfaces de jeu gagnantes, les gains correspondants s'additionnent pour former un lot unique indivisible."

Art. 3.— Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mai 2015.

Par délégation  
de la présidente-directrice générale  
de La Française des Jeux,  
Charles LANTIERI.

Le président-directeur général  
de La Pacifique des Jeux,  
Thierry GABARRET.

**AVIS RELATIF AU JEU DE LOTERIE INSTANTANÉE  
DISTRIBUÉ PAR LA PACIFIQUE DES JEUX  
DÉNOMMÉ "SPORT"**

Le règlement du jeu de loterie instantanée distribué par La Pacifique des Jeux dénommé "SPORT" fait le 3 mars 2015 et modifié le 18 mai 2015 avec publication au *Journal officiel* de la Polynésie française s'applique à l'émission n° 02 ayant le code jeu 614, dont la diffusion sera effectuée en principe à compter du 25 mai 2015.

Fait à Papeete, le 18 mai 2015.

Par délégation  
de la présidente-directrice générale  
de La Française des Jeux,  
Charles LANTIERI.

Le président-directeur général  
de La Pacifique des Jeux,  
Thierry GABARRET.